

[illegible]

débats

Les salariés et l'entreprise

Certains « droits acquis » sont-ils ce que Jacques Rueff appelait de faux droits ? C'est en tout cas ce que pense Jacques Desplats à propos de l'autorisation de licenciement. En revanche, la participation des salariés à la vie de l'entreprise devrait être un vrai droit, estime Paul Combeau.

Marche arrière

La présence d'administrateurs salariés élus doit être étendue à de nombreuses entreprises

par PAUL COMBEAU (*)

La marche du temps ne s'inverse pas, mais elle peut être dangereusement retardée. Aujourd'hui, la similitude est grande avec la situation qui a vu le rejet du rapport Sudreau en 1978. Nous devons en être conscients.

Beaucoup s'accordent à penser que la participation des salariés à la vie de leur entreprise est indispensable à son développement. Mais, pour qu'elle soit réelle, elle implique une participation au pouvoir, et c'est là que le bât blesse. Les esprits ancrés dans le passé, par intérêt ou par habitude, ne l'entendent pas ainsi. Ils devraient pourtant se rendre compte que le monde n'est pas statique.

Au cours des quelques dernières décennies d'années écoulées, le savoir a été mieux partagé, l'information s'est considérablement développée.

Les hommes et les femmes ne veulent plus seulement subir, mais aussi agir. Ils veulent que leur citoyenneté soit reconnue dans l'entreprise, comme elle l'est dans la cité.

La loi de démocratisation, que certains veulent abolir, a permis de faire franchir un pas important à la participation, en permettant, démocratiquement, l'accès des salariés au conseil d'administration de leur entreprise. C'est une évolution fondamentale.

importante, ce n'est pas une révolution; la France n'est pas particulièrement en avance dans ce domaine. Des pays tels que l'Allemagne considèrent comme normale la présence des salariés au niveau le plus élevé de l'entreprise et ne s'en portent pas mal quand on voit les résultats économiques qu'ils obtiennent.

Un éclairage nouveau

Non seulement la présence des administrateurs salariés élus doit être pérennisée dans nos entreprises, mais étendue à d'autres, comme ne cesse de le demander la CGC. Les administrateurs salariés, bien que leur expérience soit encore récente, ont, par leur engagement personnel et leur connaissance du terrain, apporté un éclairage nouveau et dynamisé les conseils d'administration. Ces derniers ont besoin d'échouer. Trop souvent, ils se comportent comme des chambres d'enregistrement de décisions déjà prises, alors qu'ils devraient être l'instance où se

(*) Administrateur salarié du CGE Distribution.

discute et se décide l'avenir de l'entreprise.

Toutes les personnalités désignées qui siègent dans nos conseils, même si elles sont éminentes, ne disposent pas toujours du temps nécessaire. Elles assument des responsabilités élevées et, la plupart du temps, dans différents conseils; aussi, elles ne sont pas toujours au fait des problèmes particuliers d'entreprise, qu'elles ne connaissent pas suffisamment.

Pour leur faire mieux connaître, il serait souhaitable de créer des commissions mixtes d'administrateurs élus et désignés, chargées d'étudier les problèmes particuliers de l'entreprise et d'en rendre compte au conseil. Il va sans dire qu'ils devraient pouvoir consacrer le temps nécessaire et être suffisamment disponibles, même si cela devait impliquer, de leur part, des choix.

Le conseil pourrait être également tenu informé par des responsables, de différents services et de différents niveaux, qui viendraient y expliquer leurs problèmes et répondre aux questions dans le domaine qui est le leur.

Ces propositions, non exhaustives, iraient, je le pense, dans le sens d'un meilleur fonctionnement et d'une plus grande efficacité de nos conseils.

Ne faites jamais de mauvaises lois !

L'autorisation de licenciement a plus d'effets pervers qu'on ne croit

par JACQUES DESPLATS (*)

On sait depuis Portalis, sinon depuis Montesquieu, que les meilleures lois ont tous les effets pervers. Mais que faire lorsque, avec le temps, les effets pervers viennent à submerger les effets bénéfiques que le législateur en attendait ? C'est là que le drame commence. Car comment abroger la loi devenue mauvaise ?

On l'a bien vu avec l'avortement. La loi mauvaise, c'était la loi de 1920, loi de circonstance qui avait fini par rejeter l'avortement dans la clandestinité. Mais comment l'abroger ou l'amender sans déclencher une cataracte ? C'est comme vouloir remplacer un robinet sans pouvoir couper l'eau ! Simone Veil en a fait l'amère expérience qui, pour avoir avec intelligence voulu lutter contre le fléau de l'avortement, restera pour une série de braves gens affligée de l'étiquette d'avortement !

Aujourd'hui, le problème n'est celui de la loi du 3 janvier 1975 sur l'autorisation administrative de licenciement, dont le véritable effet pervers n'est pas du tout, comme on l'entend dire ici ou là, de freiner l'embauche, — ce qu'il est bien difficile de démontrer — mais, beaucoup plus gravement, de désarmer complètement le personnel licencié en le privant de toute possibilité de recours à son juge naturel, le conseil des prud'hommes sous le contrôle des juridictions de l'ordre judiciaire.

De cela, j'ai eu l'occasion de prendre brutalement conscience un jour de 1979 où je me rendais pour une banale affaire fiscale devant le tribunal administratif de Grenoble. Quel ne fut pas mon étonnement en arrivant à 9 heures du matin dans ces lieux d'ordinaire si somnolents de trouver le tribunal envahi d'une foule grave et déterminée, arrivée

par cars entiers, dans une ambiance tendue, pour une affaire dont il était visible que le tribunal lui-même, en ouvrant l'audience, sentait toute la gravité de l'enjeu.

Vingt-huit travailleurs licenciés d'une entreprise de Chambéry, soutenus par leurs syndicats, y plaident en effet, non pas contre leur employeur, mais contre l'Etat ! Et pourquoi ? Pour obtenir l'annulation, pour détournement de pouvoir ou excès de pouvoir ou que sais-je encore, de la décision par laquelle l'inspection du travail avait autorisé leur licenciement économique !

Toute action contre l'employeur leur était en effet fermée au plan du droit du travail, puisqu'il n'était plus possible de plaider contre leur patron l'absence de « cause réelle et sérieuse » de licenciement, celui-ci étant couvert par l'autorisation administrative.

La responsabilité de l'employeur

C'est trop peu dire que l'employeur était absent du débat. Il était hors de la cause, puisque le débat n'était plus de savoir si le licenciement était justifié ou non, mais de savoir si l'inspection du travail avait commis une erreur fautive d'appréciation en autorisant le licenciement. Avec toutes chances d'ailleurs pour ces employés, à supposer qu'ils obtiennent gain de cause, de voir l'administration relever appel de la décision du tribunal, ce qui les contraindrait à poursuivre leur

action contre le ministre du travail jusque devant le Conseil d'Etat.

Mais là ne s'arrêteraient pas encore leurs tribulations, car, même en cas de succès, ne serait toujours pas tranché le problème de la responsabilité de l'employeur. Il leur faudrait encore, ce préalable levé, et après des années de procédure, le poursuivre cette fois devant la juridiction du travail ? Mais avec quelles chances de succès, puisque celui-ci pourra toujours valablement invoquer qu'il était tout à fait en règle lors de sa décision, couverte qu'elle était par une autorisation administrative dont rien ne lui permettait de penser qu'elle était entachée de nullité ?

Devant un tel mur procédural, qui joue toujours en faveur de l'employeur et au détriment des salariés, on aurait pu penser que l'un des premiers soucis de la majorité de 1981 aurait été de l'abattre. Mais, point du tout ! Car, entre-temps, il s'est trouvé — ô déraison ! — qu'un syndicaliste inattentif avait par mégarde rangé cette loi de janvier 1975 dans le tiroir des « acquis sociaux » !

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui on se trouve devant une loi que défendent ceux qui devraient la combattre, et que combattent ceux qui devraient la défendre ! Et que M. Chirac, qui en fut l'initiateur en tant que premier ministre en 1975, se voit onze ans après, dans les mêmes fonctions, investi de la lourde tâche de l'abroger !

On lui souhaite quand même bonne chance. Surtout qu'il aura à recommencer aussitôt avec la taxe professionnelle !

Mais, ne faites jamais de mauvaises lois. On ne sait plus comment s'en débarrasser !

(*) Avocat.

Impossible oubli

La lettre de M. von Kageneck (le Monde du 13 mai 1986) m'a frappé par sa tentative subtile de déplacer le centre du débat.

Il n'est pas question pour lui de savoir si Kurt Waldheim a été, peu ou prou, mêlé à des opérations criminelles. Ce qui l'irrite, c'est que, quarante et un ans après la fin de la guerre, on cherche encore à cloquer au pilori, non des « Allemands », mais un personnage sur qui pèsent bien des charges — ne serait-ce que le mensonge par omission.

Au lieu de s'en prendre aux « zé-lotes » du Congrès juif mondial, il devrait diriger son ire contre ceux qui se sont attachés, en misant sur l'usure du souvenir du temps, à camoufler les archives dont la publication serait gênante pour plus d'un.

M. von Kageneck évoque le discours exemplaire du président Weizsäcker pour appeler à enterrer la hache de guerre entre juifs et Allemands, mais il oublie que le chancelier Kohl a tenu à amener le président Reagan à se recueillir au cimetière militaire de Bitburg, devant les tombes de Waffen SS, de ceux que le signataire a vus à l'œuvre dans les camps de la mort.

Où est le temps où le chancelier Willy Brandt s'agenouillait devant le monument du ghetto de Varsovie ? Lui comprenait que la réconciliation ne pouvait se concevoir à partir de l'oubli.

Nombre d'Allemands voudraient que l'on cesse de leur rappeler le sinistre passé hitlérien. Pour autant, les juifs devraient-ils étouffer leur mémoire ?

HENRY BULAWKO, président de l'Amicale des anciens déportés de France.

L'honneur bafoué d'un scientifique

La réduction des crédits de la recherche scientifique n'est pas seulement un coup très dur porté à l'une des plus hautes valeurs françaises. Elle frappe au cœur tous les scientifiques, car le choc a aussi sur eux un effet émotionnel profond.

J'appartiens à une génération qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a voulu rendre à la France, dans le domaine scientifique, l'éclat qu'elle méritait. J'ai le sentiment d'avoir, pendant quarante ans, déployé des efforts pour former de jeunes et brillants scientifiques, capables de faire leur chemin et de prendre la relève, d'avoir cherché à faire progresser notre connaissance

du monde, d'avoir publié et de m'être fait connaître et reconnaître sur le plan international, et j'ai le sentiment d'avoir contribué, si peu que ce soit, à la grandeur de la France. Des mesures, d'une ampleur qu'aucun gouvernement n'avait jamais eue, me font ressentir une profonde humiliation (...).

La réduction massive des crédits de la recherche scientifique bafoue l'honneur des scientifiques, considérés tout d'un coup comme une catégorie méprisable : des valets qu'on jette ou des parasites qu'on supprime (...).

E. SCHATZMAN, astrophysicien, directeur de recherche au CNRS, membre de l'Académie des sciences, médaille d'or du CNRS 1983.

« PHILOSOPHIE DE L'ÉCONOMIE », de Serge-Christophe Kolm

Un esprit inclassable

QU'EST-CE qui fait courir S.-Ch. Kolm ? Au rythme de deux gros ouvrages par an, cet esprit inclassable poursuit une œuvre en continu, où chaque livre renvoie non seulement à ses écrits antérieurs mais encore à ses publications futures. Théorie, politique, journalisme, réflexions philosophiques, s'y entremêlent étroitement, conférant à son auteur une place à part dans la rhétorique économique contemporaine (1).

Le dernier maillon de cette chaîne intellectuelle est consacré à la philosophie économique. L'art de Kolm consiste à sentir les courants porteurs, à les détruire, pour mieux les reconstruire ensuite à sa manière, comme le Picasso de J. Prévert.

Depuis quelques années, on assiste, de la part des économistes professionnels, à une renaissance de la réflexion sur les fondements de leur discipline et sur la portée de ses résultats, en un temps où aucune pensée révolutionnaire ne semble cependant menacer l'édifice (2). Le niveau de formalisation de la connaissance économique répond aux exigences de la rigueur scientifique, mais l'interprétation reste souvent encore problématique (3).

La contribution de Kolm à cette philosophie de l'économie s'ordonne autour de trois idées : l'économie comme science morale et politique ; l'homogénéité du socle philosophique sur laquelle elle est construite, et la géométrie variable de son domaine. La réhabilitation de la normativité constitue une position courageuse et stimulante. Elle implique cependant un réexamen des concepts fondateurs, comme celui de préférence, à la lumière de la nouvelle logique des normes (N. Rescher).

La convergence des références philosophiques de la pensée économique est une affirmation plus contestable. Elle conduit Kolm à englober dans un programme commun Marx, Walras, Keynes, et à

classer la majorité des contributions de la discipline à gauche, tout en dilantant les contours du libéralisme au point d'y faire figurer la plupart de leurs auteurs. Pour rester sur le terrain de la philosophie de la connaissance, il apparaît, au contraire, que la démarche inductive qui légitime un résultat économétrique et l'interprétation normative d'un théorème d'économie mathématique ne renvoient pas au même critère de scientificité.

Quant à l'attraction exercée par l'économie sur les disciplines voisines (psychologie, sociologie, histoire, science politique), Kolm l'attribue à son attachement à l'utilitarisme et à son adhésion à l'individualisme méthodologique. Mais les liens entre économie et doctrine utilitarienne ne sont pas si simples, et des pans entiers de l'analyse macro-économique contemporaine ne relèvent pas de l'individualisme méthodologique. C'est donc plutôt comme grille logique des actions sociales que l'économie semble s'imposer.

Mais, attention, ce n'est pas parce que « l'économie n'est qu'un rameau bien développé de la sociologie » (p. 52) qu'elle se trouve en mesure d'orienter les autres rameaux, comme peuvent en témoigner, a contrario, les avatars sociologiques de la nouvelle économie. Car son succès relatif et la validité de ses méthodes dépendent étroitement, en définitive, de la précision avec laquelle elle définit son champ d'interprétation.

CHRISTIAN SCHMIDT.

* Éditions du Seuil, 325 p., 110 F.

(1) Selon l'approche proposée par D. Marc Clossky, « Rhetoric of Economics », J.E.L., n° 2, 1983.

(2) Cf. les livres de M. Blaug, L. Boland et B. Caldwell, et la création récente, en France, de l'Association Charly-Side pour l'étude de la pensée économique.

(3) C. Schmidt, La Sémantique économique en question, Calmann-Lévy, Paris, 1985.



LE HÉROS ET L'ÉTAT DANS LA TRAGÉDIE DE PIERRE CORNEILLE

Par Michel Prigent

La tragédie, chez Pierre Corneille, est nécessairement politique car la politique est fatalement tragique : une tragédie non politique est impossible, une politique non tragique est impensable. Le héros crée l'Etat qu'il détruit le héros.

Collection « Ecrits » 584 pages - 180 F

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 45-55-72 F
Tél. MONDIPUB 45-55-91-71
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, président,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessay, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 4,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Corée d'Amérique, 315 F ; CFA : Bénin, 9 fr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 LI. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 335 F ; RFA, 5 M. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 nd.

مجلس إدارة

EUROPE

LE RETOUR DE M^{me} BONNER A MOSCOU

La femme d'Andrei Sakharov dénonce « tous les mensonges qui viennent d'ici à notre sujet »

De notre correspondant

Moscou. — M^{me} Elena Bonner est arrivée lundi 2 juin à Moscou après avoir passé six mois en Occident et sans avoir fait aucune illusion sur ce qu'elle attendait dans son pays. L'épouse d'Andrei Sakharov avait déclaré à Milan, avant de prendre l'avion, qu'elle rentrerait seulement rejoindre son mari et que revenir en URSS était comme regagner une prison.

M^{me} Bonner a expliqué aux correspondants occidentaux qu'elle comptait rester trois ou quatre jours à Moscou avant de retourner à Gorki, à 400 kilomètres à l'est de la capitale, où son mari est assigné à résidence depuis janvier 1980. Elle est elle-même tenue de demeurer dans cette ville depuis août 1984.

M^{me} Bonner a effectué rapidement les formalités de police et de douane. La présence à ses côtés de deux membres du Congrès américain, un démocrate du Massachusetts, M. Barney Frank, et un républicain de Californie, M. Dan Lungren, a sans doute facilité les choses. Deux autres Américains qui voyageaient avec elle souhaitaient l'accompagner jusqu'à Gorki. Cela paraît très improbable. Gorki est une ville fermée aux étrangers en raison des industries militaires qui s'y trouvent. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Andrei Sakharov y a été exilé.

Paraissant très fatiguée, M^{me} Bonner a demandé aux correspondants occidentaux de ne pas venir la voir à son appartement situé sur le boulevard extérieur de la capitale, comme ils avaient coutume de le faire lors de ses séjours moscovites avant son assignation à résidence à Gorki. Elle a seulement voulu expliquer pourquoi elle avait fait des déclarations en Occident malgré les pressions qu'elle avait données aux autorités soviétiques avant son départ. « J'ai été obligée de parler à cause de tous les mensonges qui viennent d'ici à notre sujet », a-t-elle déclaré.

M^{me} Bonner n'a pas voulu en dire davantage sur le territoire soviétique. Elle avait été plus explicite à Milan, où elle avait accusé le « journaliste soviétique Victor Louis de se livrer à la désinformation à son égard. Ce dernier a vendu, à de nombreuses reprises, en Occident des bandes vidéo tournées à l'intérieur d'Andrei Sakharov et montées de façon à faire croire que le prix Nobel de la paix 1975 menait une vie normale à Gorki. Victor Louis a d'autre part prétendu, jeudi 29 mai, dans une interview à l'agence Reuters que les déclarations faites en Occident par

M^{me} Bonner avaient définitivement compromis la possibilité qu'on permette à Andreï Sakharov de vivre à nouveau à Moscou.

De nombreuses personnalités soviétiques « officielles » ont développé le même thème depuis cinq ans : Andreï Sakharov serait un grand savant « naïf » qui se laisserait influencer par sa femme. L'intérêt avait chaque fois repoussé ces affirmations avec indignation.

Trois amis soviétiques attendaient M^{me} Bonner à l'aéroport de Chermietovo, dont M^{me} Petrenko-Podypolskaya, qui portait un bouquet de roses. Un quatrième, M. Serefim Yevoukhov, avait été enjambé de force par la police quelques instants auparavant. M. Yevoukhov est le père d'un jeune homme qui a été condamné le 20 mai dernier à trois ans de camp pour avoir refusé d'accomplir son service militaire. Toute la famille a demandé à émigrer en Israël depuis 1978.

M^{me} Bonner a quitté l'aéroport de Chermietovo dans la voiture d'un diplomate de l'ambassade des Etats-Unis. Aucun policier n'était visible devant son appartement qui avait pourtant été gardé en permanence ces derniers mois.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le correspondant du « Figaro » basé à la milice. — Le correspondant du Figaro à Moscou a été arrêté par un policier en civil alors qu'il assistait, lundi 2 juin, à une manifestation organisée dans le centre de Moscou par cinq juifs soviétiques pour obtenir un visa à destination d'Israël. L'incident a eu lieu au moment où des miliciens interceptaient le petit groupe de manifestants, deux hommes et trois femmes. Plusieurs policiers en civil ont alors surgi et l'un d'eux, aidé par un militaire, s'est emparé de force du carnet de Charles Lambroschini, bien que ce dernier ait montré sa carte de presse et énergiquement protesté.

Les « refuzniks », Youri Tchebounov et Youri Rosenzweig, accompagnés chacun de leur femme et d'une de leur fille, ont déclaré avoir demandé, respectivement depuis cinq ans et huit ans, un visa pour l'Etat hébreu. Ils ont pu présenter leur revendication. « Laissez-nous partir en Israël », a écrit sur du drap blanc accroché à leur poitrine pendant une dizaine de minutes avant l'intervention de la milice. — (AFP.)

CONTROVERSE AVEC WASHINGTON ET LA HAYE

Londres veut obtenir l'extradition des militants de l'IRA

Le gouvernement britannique tente actuellement de convaincre les Américains que la lutte contre le terrorisme doit également viser les militants de l'IRA, et il multiplie les pressions pour que soit ratifié un traité qui permettra l'extradition vers la Grande-Bretagne des républicains irlandais réfugiés aux Etats-Unis. Un accord de principe avait été acquis il y a environ un an avec la Maison Blanche, mais le texte est bloqué par la commission des affaires étrangères du Sénat, dont certains membres estiment qu'il équivaudrait à une limitation du droit d'asile politique.

M^{me} Thatcher a récemment plaidé pour la ratification de cet accord, en faisant allusion au soutien apporté par son gouvernement au raid américain sur la Libye. « Vous ne pouvez établir de distinction entre les terroristes, a-t-elle dit. Tous sont des meurtriers, des poseurs de bombes. Tous sont opposés à la démocratie. »

La même question — les membres de l'IRA recherchés pour des actions armées doivent-ils être considérés comme des terroristes ou comme des politiques ? — est au fond de l'affaire dont est saisi, depuis janvier, la justice néerlandaise, à savoir la demande d'extradition de deux dirigeants de l'IRA, Brendan McFarlane et Gerry Kelly, arrêtés le 16 janvier à Amsterdam. Le procureur général de la Cour suprême a recommandé le 26 mai l'annulation en appel du jugement prononcé deux mois plus tôt par un

tribunal d'Amsterdam, qui était favorable à l'extradition de McFarlane mais opposé à celle de Gerry Kelly. Le procureur estime que les arguments avancés par la défense contre l'extradition relèvent d'une interprétation trop large de la notion de délit politique. Le tribunal avait estimé, dans le cas de McFarlane, que l'attentat commis en 1976 contre un bar protestant de Belfast (cinq morts) ne constituait pas un délit politique. Il avait reconnu, en revanche, un caractère politique à l'évasion collective de la prison de Long Kesh en 1983, dont les deux hommes avaient été les membres, et au cours de laquelle un gardien était mort.

L'Association internationale des juristes démocrates et la Haldane Society of Socialist Lawyers, ont lancé une campagne internationale contre ces deux extraditions réclamées par Londres. Ces deux associations de juristes estiment notamment que les tribunaux, qui auraient à juger les deux hommes, ne sont pas « impartiaux ». Elles font valoir que McFarlane avait bénéficié à Long Kesh du « statut spécial », ce qu'elles tiennent pour une reconnaissance implicite du caractère politique de délit qui lui était imputé.

G.T.

Une multitude de loisirs : 2 pistes de luge d'été téléphérique toboggan nautique... 28 Hôtels de 1 à 3 ***

HAUTE-SAVOIE

la Clusaz

Maison du Tourisme 50.02.60.92

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

CPECF Rentrée en novembre cours du jour et stages intensifs

DECS Nouveaux cursus stage intensif début et rentrée d'entreprise : 2 ans

BTS Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

TOLBIAC : 88 av. d'Orléans 75013 Paris - AUBERRE : 8 av. Léon-Henry 75016 Paris

Tél : 45.85.59.35 + Tél : 42.24.10.72 +

Espagne

La force tranquille des socialistes

(Suite de la première page.)

A condition, précisent-ils bien sûr, qu'un nouveau mandat de quatre ans leur soit confié pour « consolider les acquis ». En 1982, ils annonçaient le « changement ». Aujourd'hui, leur maître mot est celui de « modernisation » afin de relever les défis de l'intégration dans le club européen.

Les formations d'opposition, pour leur part, semblent avoir pour unique ambition d'empêcher le PSOE d'atteindre à nouveau la majorité absolue. La principale d'entre elles, l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga, se présente, comme en 1982, en coalition avec le Parti démocratique populaire (démocrate-chrétien) et le Parti libéral, deux petites formations dont l'assise électorale est négligeable, mais qui concourent à donner une image plus modérée de l'opposition conservatrice. L'Alliance populaire espère, en effet, récupérer une partie de cet

électorat centriste qui avait voté socialiste en 1982 et qui constitue le véritable arbitre de la consultation.

Pour y parvenir, il lui faut effacer l'image excessivement réactionnaire liée en partie au passé franquiste qui est encore celle de certains de ses dirigeants, à commencer par M. Fraga, et se présenter désormais comme une formation « libérale-conservatrice » semblable à ses homologues des pays voisins dont le programme est similaire : « recette » néo-libérale pour venir à bout de la crise économique, privatisation d'une chaîne de télévision, lutte contre l'insécurité urbaine.

Le temps presse pour M. Fraga, car il joue sans doute cette fois son va-tout. Si l'Alliance populaire ne réussissait pas sous sa direction à réduire de manière significative l'écart de 21 % de voix qui la séparait en 1982 des socialistes, son avenir politique apparaîtrait difficile, et

une profonde restructuration s'opérerait sans doute au sein de la droite espagnole. Aussi, M. Fraga, invoquant le précédent de la France, appelle-t-il avec insistance un rassemblement sous sa houlette de toutes les forces « non socialistes ». Sans être entendu toutefois : deux formations briguent en effet l'espace politique centriste et aspirent à rompre le schéma de « bipartisme imparfait » né des élections de 1982.

La première est le PRD (Parti réformiste démocratique) récemment créé par M. Miguel Roca, un des principaux dirigeants du nationalisme catalan, lutté désormais à l'assaut de Madrid. Le PRD, qui entend « réduire la présence de l'Etat dans la société », présente, en économie et en politique extérieure, un programme assez proche de celui de l'Alliance populaire. Il se veut toutefois plus novateur en matière de problèmes de « société » tels que l'éducation, l'avortement ou la justice.

Si le PRD reste sourd aux appels à l'union de M. Fraga, c'est parce qu'il n'aspire pas tant à s'allier à la droite traditionnelle qu'à s'y substituer à moyen terme. M. Roca entend en effet constituer cette « droite moderne » qui, selon lui, fait encore défaut en Espagne et pourra seule vaincre un jour les socialistes. A court terme, toutefois, la tâche semble rude malgré l'appui ostensible de certains milieux économiques : le PRD ne peut compter que sur une infrastructure encore peu développée et dispose de peu de temps pour transmettre partout son message.

Un rival redoutable : l'abstention...

Une autre formation se réclame du centre politique : le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président, M. Adolfo Suarez. Mais avant le PRD de M. Roca, ce parti penche vers le centre droit, autant le CDS penche, lui, dans l'autre sens. M. Suarez aspire non seulement à récupérer l'espace politique centriste, mais aussi les voix des électeurs « progressistes » déçus par la

modération socialiste et qui ne sont pas disposés pour autant à voter communiste. Aussi le CDS n'hésite-t-il pas, en politique étrangère et en économie notamment, à déborder les socialistes sur leur gauche. Mais le principal atout du parti n'est pas son idéologie, d'ailleurs peu définie. C'est le charisme personnel dont jouit encore l'ancien président du gouvernement, qui a réussi à démanteler sans heurt les institutions franquistes.

Une autre formation aspire à occuper l'espace que la politique très modérée des socialistes laisse libre sur leur gauche : la coalition Gauche unie, qui rassemble, sous l'égide d'un Parti communiste en plein agglomération, une demi-douzaine de partis d'importance infime. La Gauche unie espère obtenir une représentation parlementaire suffisante pour obliger désormais les socialistes à se « garder à gauche » dans la définition de leur politique. Elle propose un ensemble de mesures assez proches du programme commun de la gauche française en 1981.

Les communistes, qui constituent l'axe de cette coalition, espèrent mettre fin cette fois à cette permanente dynamique de la désunion qui les avait relégués en 1982 à moins de 4 % des voix. Toutefois le PCE « officiel » n'a pu faire entendre raison à son ancien secrétaire général, M. Santiago Carrillo. Aujourd'hui en dissidence, ce dernier se présente en solitaire à la tête d'une formation davantage inspirée par le « communisme traditionnel » mais aux perspectives électorales très limitées.

Reste, pour les socialistes, un dernier rival, peut-être le plus redoutable, l'abstention. Nombre d'électeurs déçus par les revirements du PSOE en politique extérieure et par le coût social de sa politique d'austérité — mais peu sensibles, malgré tout, au charme des partis d'opposition — ne profiteront-ils pas cette fois de la « bonne » nouvelle, de la bouche du général Daskowski, chef adjoint de la police politique (SB) ?

THÉRIY MALINIAC.

Pologne

Les cadres du parti ont « applaudi » à l'arrestation de Zbigniew Bujak

C'est par des applaudissements que les participants à une conférence du parti ont salué l'annonce de l'arrestation de M. Zbigniew Bujak, samedi 31 mai, à Varsovie. Le compte rendu publié lundi par l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, permet de se faire une idée de la joie qui envahit ce parti d'apparition lorsqu'il eut connaissance de la « bonne » nouvelle, de la bouche du général Daskowski, chef adjoint de la police politique (SB).

Le policier s'est efforcé de présenter le dirigeant clandestin de Solidarité comme un agent à la solde de l'étranger, conformément à la tactique désormais régulièrement utilisée à l'égard des opposants. « Les services spéciaux occidentaux et les centres de diversion idéologique guidant et inspirant ses activités », a-t-il déclaré, en ajoutant que « des documents importants concernant la clandestinité, du matériel moderne de télécommunications et des devises occidentales » avaient été saisis lors de l'arrestation de M. Bujak et de ses « collaborateurs ». (Il s'agit apparemment de M. Konrad Bielinski, ancien membre du KOR et responsable, avant 1980, des éditions clandestines *Nova*, et de M^{me} Ewa Kalik, responsable de l'hebdomadaire *Trybuna Młodości*, dont l'agence PAP a annoncé l'arrestation parallèlement à celle de M. Zbigniew Bujak.)

Le chef adjoint de la police politique a souligné que l'opération avait été menée « sous la supervision directe du général Kiszkak, ministre de l'Intérieur » et qu'elle « devrait paralyser les activités des structures illégales dans tout le pays ».

A Gdansk, M. Lech Walesa a dénié aux autorités le droit de juger un homme comme Zbigniew Bujak, dont les activités étaient selon lui tout à fait légales, et qui avait « plus que n'importe quel groupe existant en Pologne » actuellement recueilli des voix de manière démocratique (allusion au fait que le dirigeant syndical avait été libéré d'un par les membres de Solidarité).

Le président de Solidarité a ajouté : « Nous allons continuer. Nous allons nous débattre, malgré ce qui se passe, malgré leurs tentatives de nous effrayer et de nous faire chuter. »

Dans les pays occidentaux, la nouvelle de l'arrestation de M. Bujak a suscité des réactions de « regret ». Le Quai d'Orsay, rappelant « son attachement au respect par tous des droits de l'homme », a ajouté dans un communiqué : « Les autorités françaises regrettent tous les développements qui rendent plus difficile la réalisation du dialogue nécessaire entre les différents composants de la société polonaise. » (Nos dernières éditions datées du 3 juin.)

En termes plus nets, le porte-parole du département d'Etat des Etats-Unis a salué en M. Bujak « un symbole du soulèvement continu et profond du peuple polonais de pouvoir mieux s'exprimer dans les affaires de son pays », et il a déploré que « les autorités polonaises, tout en affirmant vouloir atteindre une réconciliation nationale, continuent à arrêter et à emprisonner des leaders tels que Bujak, qui représentent la voie de l'opposition modérée dans n'importe quel pays démocratique occidental ».

A Paris, les confédérations Forces ouvrières, CFTD et CFTC ont protesté contre l'arrestation du responsable clandestin. Pour Forces ouvrières, cette arrestation « démontre que la répression est en réalité le seul langage tenu par le régime » [du général Jaruzelski]. La CFTD rappelle que c'est l'absence de liberté « qui a conduit Zbigniew Bujak à la clandestinité, et exige « plus que jamais le rétablissement des libertés syndicales ». Enfin la CFTC estime que l'événement « prouve une fois de plus que Jaruzelski n'est pas fréquentable ». Faisant allusion à la rencontre à Paris entre le premier secrétaire du parti et le président François Mitterrand, le syndicat chrétien constate que « ces contacts privilégiés au plus haut niveau n'ont produit aucun effet positif ».

M. Georges Marchais a en revanche souligné que le syndicaliste polonais « se trouvait dans l'illégalité ». Interrogé au cours de l'émission « Face au public » de France Inter, le secrétaire général du Parti communiste français a déclaré : « Walesa est libre, il s'exprime, il parle, il circule. Par contre, il se trouve que Bujak était dans l'illégalité et il semble que ce soit la raison de son arrestation. »

مركزاً من رصاص

AFRIQUE

socialistes

République sud-africaine

Une brochure officielle sur l'ANC tend à montrer le « vrai visage » des « terroristes »

De notre correspondant

Johannesburg. - Y a-t-il une petite chance que, dans un avenir proche, les autorités sud-africaines et les dirigeants du principal mouvement nationaliste, le Congrès national africain (ANC), entament des pourparlers ? Tel était l'objectif essentiel de la commission des sept « sages » du Commonwealth dont la mission a été écourtée par le triple raid de Pretoria contre le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe. Une opération qui a torpillé les efforts de paix de ce groupe de « personnalités éminentes », même si celles-ci estiment que tout n'est pas encore entièrement perdu.

Le ministre de l'information a publié, lundi 2 juin, une brochure de 40 pages intitulée *Parler avec l'ANC* qui démontre que le gouvernement n'est, en fait, pas disposé à dialoguer avec le Congrès national africain. Cette brochure, tirée à 70 000 exemplaires, est, selon le ministre adjoint de l'information, M. Louis Nel, destinée à « renseigner correctement les Sud-Africains et les pays occidentaux sur la nature, l'histoire, l'idéologie, la composition et la politique de l'ANC ». Quarante pages pour démontrer que l'organisation interdite depuis 1960 n'est qu'un mouvement terroriste, contrôlé par les communistes, dont le but est d'instaurer un régime totalitaire.

Pour appuyer sa démonstration, le gouvernement de Pretoria cite de nombreux extraits de propos de dirigeants de l'ANC et du South African Communist Party (SACP), des

marxistes choisis de leurs publications ou d'émissions de Radio-Liberté, la radio de l'ANC et, en contrepoint, les déclarations du chef de l'Etat, M. Pieter Botha, destinées à montrer le caractère raisonnable et réaliste de la position du gouvernement.

Il est pourtant interdit en Afrique du Sud de citer ou de rapporter ce qu'écrit l'ANC et de publier la photo de Nelson Mandela. La loi ne s'applique apparemment pas aux responsables politiques du pays lorsqu'il s'agit de présenter à leur façon l'idéologie du mouvement nationaliste noir. M. Nel ajoute, candidement, qu'« aux yeux du gouvernement, le fait de publier cette brochure ne confère pas une importance spéciale » à l'ANC.

Une organisation communiste ?

Le ministre adjoint de l'information tire argument de la démonstration faite dans cet opuscule pour expliquer que le pouvoir « n'approuve pas les contacts entre l'ANC et différents groupes de Sud-Africains » - treize jusqu'à présent, - qui fait le voyage de Lusaka. Il estime que ces voyages « sont exploités par l'ANC pour diviser et semer le doute dans les éléments démocratiques et modérés en Afrique du Sud ».

Toute la publicité nécessaire doit être donnée à cette brochure qui a pour but de montrer le « vrai visage » de l'ANC. Mais si la presse locale a l'intention de publier la

réponse de l'intéressé, celle-ci est soumise aux rigueurs de la loi. La vérité ne doit donc tomber que de la bouche du gouvernement.

Pourquoi craindre tant l'ANC ? Pour M. Nel, il ne s'agit que d'« une seule des réalités d'un large éventail de l'expression politique des Noirs ». « Il est faux de penser, ajoute-t-il, que l'ANC contrôle de manière significative ce qui se passe dans les zones noires. L'une des faiblesses de l'organisation, c'est sa direction qui, après deux décennies d'exil, a perdu le contact avec les réalités en cours en Afrique du Sud ».

L'ANC est-il un mouvement communiste ? La brochure souligne que vingt-trois des trente membres du comité exécutif, l'organe de direction, sont « membres ou sympathisants du Parti communiste ». En fait, M. Nel n'en est pas sûr. Il ne demande qu'à être démenti. « Ce sera même une musique agréable à nos oreilles », fait-il remarquer.

La brochure conclut : « Actuellement, l'ANC ne soutient pas aux exigences qui veulent que le gouvernement ne négocie qu'avec les Sud-Africains qui renouent à la violence. Les négociations doivent essentiellement être faites de concessions réciproques dans le but de satisfaire des demandes raisonnables ».

De toute façon, « quelles assurances y aura-t-il que les promesses faites à la table de négociations seront tenues ? ». Si les sept « sages » du Commonwealth capteraient encore pouvoir instaurer le dialogue, les voilà renseignés.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Kenya

« Méfiez-vous des barbus ! »

De notre correspondant

Nairobi. - Un diplomate averti en veut deux : dans un discours prononcé, le dimanche 1^{er} juin, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accession du Kenya à l'autonomie interne, M. Daniel Arap Moi, chef de l'Etat, a rappelé les ambassadeurs accrédités à Nairobi aux devoirs de leur charge : « Leur mission est de renforcer les relations bilatérales et non pas de propager des rumeurs qui jettent le trouble dans l'esprit de nos compatriotes », a-t-il dit. Et de leur reprocher de rédiger des dépêches et télégrammes « en s'appuyant sur de fausses informations, obtenues auprès de gens agités ». Cette philippique présidentielle n'a pas épargné les journalistes étrangers, accusés de « compromettre la paix et l'unité du Kenya par des manœuvres de division » et invités à « s'intéresser à ce qui se passe dans leur propre pays ».

Le ton de ces propos trahit l'extrême nervosité des dirigeants kenyans après la découverte d'un mouvement d'opposition clandestin - le Mwakenya, - dont les principaux animateurs, des universitaires en majorité, sont, aujourd'hui, sous les verrous. Plus d'une quarantaine de personnes ont ainsi été arrêtées ces dernières semaines, et dix-sept condamnées à des peines de dix mois à cinq ans de prison. M. Moi a accusé ces « mauvais éléments » de « servir des maîtres étrangers » et de se faire zélés du socialisme scientifique. « Karl Marx était un

radiste de premier ordre, a-t-il assuré. Il est enterré à Londres. Il a défendu les Européens, pas les Africains ».

Les wananchi - citoyens de base - ont été dûment chapitrés : manifester la moindre curiosité à l'égard de ce qui se dit ou de ce qui se lit sous le manteau, serait aller au-devant de graves ennuis. « Méfiez-vous des barbus », leur dit M. Moi. Un avertissement ? Treize employés d'une usine textile de Thika ont été récemment appréhendés dans les toilettes de leur entreprise en train de lire avec avidité des tracts subversifs.

La suspicion est sans limites de la part des gens au pouvoir. Lors des incidents qui avaient abouti, en mars dernier, à la fermeture provisoire de l'université Kenyatta, M. Kariuki Chotara, un responsable très en cour du parti, ayant appris que le nom de Marx était mêlé à cette agitation, aurait, dit-on, invité les autorités compétentes à procéder, sans délai, à l'arrestation de cet individu...

Une vague de rumeurs

Cette atmosphère malsaine nourrit toutes sortes de rumeurs, du couvre-feu au coup d'Etat, sans que leurs auteurs aient souvent le moindre indice à l'appui de leurs allégations. Les anathèmes gouvernementaux ont pour effet de mettre chacun en appétit de « littérature » dite subversive, souvent moins par intérêt que par goût du fruit défendu. C'est ainsi que, début avril, circulaient discrètement, à Nairobi,

des exemplaires photocopiés d'un long article d'analyse politique paru dans le bulletin bimensuel *Africa Confidential*, interdit d'entrée au Kenya, qui évoquait notamment la corruption rampante dans les cercles dirigeants du pays.

Ici, comme ailleurs en Afrique, les hommes au pouvoir supportent de plus en plus mal la moindre contrariété politique. M. Moi et les siens seraient-ils si peu sûrs d'eux-mêmes que les manigances d'une poignée d'intellectuels puissent les mettre dans des états pareils ? Saura l'armée demeurer une menace potentielle pour le régime Kenyan, comme le prouve en a été administrée lors du coup d'Etat avorté du 1^{er} août 1982. A la tête de cette armée, M. Moi, après beaucoup d'hésitations, vient de nommer le général Mahmoud Mohammed qui, lors du putsch manqué, avait repris en main la situation.

A en croire le *Sunday Times*, organe du parti unique, « le Kenya est un pays exemplaire qui brille dans le monde ». Est-ce si sûr ? Dans une récente homélie, l'évêque anglican d'Eldoret, le révérend Alexandre Muge, a rappelé aux dirigeants locaux l'histoire agitée qui, depuis l'indépendance, fut notamment marquée par des meurtres politiques et une tentative de coup d'Etat. « Nous avons presque connu ce qui est arrivé aux Philippines où la population tout entière a forcé le dictateur Marcos à s'en aller », a-t-il noté. Un rappel qui n'est pas innocent dans la bouche d'un prélat apprécié pour son franc-parler.

JACQUES DE BARRIN.

■ En Zambie : libération des coopérateurs français. - MM. Laurent Vergain et Bruno Plassé, les deux professeurs français arrêtés en Zambie le 24 mai (le Monde du

30 mai) ont été libérés le samedi 31 mai, indique l'ambassade de France dans ce pays. Ils avaient été appréhendés pour avoir pris des photos dans les rues d'un quartier ré-

sidentiel, ce qui avait paru « suspect » une semaine après le raid sud-africain contre un camp présumé de l'ANC situé près de la capitale. - (AFP.)

Les chrétiens se mobilisent contre l'apartheid

Les chrétiens sont invités à se mobiliser à l'occasion des manifestations qui vont marquer, le 16 juin prochain, le dixième anniversaire des tragiques affrontements raciaux de Soweto en Afrique du Sud.

Huit organisations catholiques et protestantes ont rendu public à Paris, le lundi 2 juin, un texte les appelant « à susciter des rencontres d'information et de prière, des jeunes de solidarité, et à envoyer en Afrique du Sud des messages de soutien » (1).

Ces actions sont dans le droit fil de la décision prise par le Conseil oecuménique des Eglises, en mars dernier à Kinshasa, de faire du 16 juin prochain « une journée mondiale de jeûne et de prière pour l'Afrique du Sud ».

Du côté catholique, le président de la conférence des évêques de France, Mgr Jean Vinet, a écrit le 15 mai dernier à Mgr Denis Hurley, archevêque de Durban, pour l'assurer de sa sympathie dans « le long combat que vous menez, avec persévérance, contre la politique de l'apartheid ».

Quelques jours avant, l'Observateur Romain publiait une lettre du cardinal Echeagarry, président de la commission pontificale Justice et Paix, adressée au même archevêque sud-africain, pour montrer la solidarité du Vatican : « L'enseignement constant de l'Eglise catholique en matière sociale, écrit-il, ne permet aucune ambiguïté : l'apartheid doit être dépassé dans ses formulations théoriques et ses conséquences pratiques, car il est en opposition avec le principe de l'égalité de tous les hommes et les droits fondamentaux de la personne humaine ».

Sur le terrain, les évêques catholiques, les Eglises protestantes et l'Eglise anglicane membres du Conseil sud-africain des Eglises, durcissent leurs positions contre

l'apartheid. La conférence des évêques catholiques d'Afrique australe a publié, le 28 mai, une lettre pastorale dans laquelle, pour la première fois, elle préconise des sanctions économiques contre le gouvernement et les milieux d'affaires : « Nous sommes profondément soucieux, écrit-elle, des nouvelles souffrances que certaines formes de pression économique peuvent comporter (...), mais sur l'autre plateau de la balance, nous devons mettre l'énormité des souffrances actuelles et du taux de chômage, ainsi que des perspectives d'avenir, et le système d'apartheid n'est pas démantelé au plus vite ».

H.T.

(1) Ces huit organisations sont l'ACAT (Organisation oecuménique contre la torture), le CCFD (Comité catholique contre la faim), la CIMADE (Service oecuménique d'entraide), la Commission sociale, économique et internationale de la fédération protestante de France, la commission française Justice et Paix, la DEFAP (Service protestant de missions), la Mission de France et Pax Christi. Pour toute information, joindre la commission française Justice et Paix, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 43-25-92-91.

■ La France participera à la conférence de l'ONU sur les sanctions contre Pretoria. - Recevant, lundi 2 juin, au Quai d'Orsay, le général Joseph Garba, président du comité spécial des Nations unies contre l'apartheid et représentant permanent du Nigeria à l'ONU, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a annoncé que la France participera pour la première fois, en qualité d'observateur, à la conférence mondiale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, qui se tiendra à Paris du 16 au 20 juin.

Nigeria

« DERNIER APPEL » AUX SYNDICATS

Lagos (AFP, Reuters). - Le gouvernement militaire nigérian a lancé, lundi 2 juin, un « dernier appel » aux syndicats afin qu'ils renoncent à l'organisation d'une grève générale et à des manifestations prévues pour les victimes des violents incidents qui se sont produits le 23 mai sur le campus de l'université Ahmadou-Bello de Zaria, dans le nord du pays.

Ces émeutes, qui ont provoqué la mort, officiellement, de quatre étudiants, ont soulevé une vague d'agitation, incitant les autorités à former douze des vingt-trois universités du Nigeria. Les défilés envisagés par la Confédération nationale du travail (NLC) sont « un complet défilé à l'autorité et à la légitimité du gouvernement » et celui-ci a « décidé de relever ce défi avec tous les moyens à sa disposition », précise un communiqué du gouvernement.

D'autre part, quarante-sept personnes, pour la plupart des étudiants, ont été défilées devant un tribunal sous l'accusation d'avoir participé, le 29 mai, à l'incendie d'une caserne de policiers à Kaduna (nord du pays). Trente-six d'entre elles ont été emprisonnées, les onze autres (des femmes, des jeunes gens et des blessés) ayant été libérés sous caution.

Angola

■ Offensive contre l'UNITA. - Les troupes de Luanda, appuyées par des forces cubaines, soit un total d'environ vingt mille hommes, viennent de déclencher leur offensive de saison sèche dans la région centre-est de l'Angola, a affirmé, lundi 2 juin à Paris, un porte-parole de l'UNITA, le mouvement d'opposition armée de M. Jonas Savimbi. Selon l'UNITA, les forces gouvernementales, qui ont commencé à faire mouvement le 27 mai vers les zones qu'elle tient, ont trois axes d'attaque, notamment la ville de Mavinga, dans la province de Cuanhama-Cubango. - (AFP, Reuters.)

VOLUPTÉ OBLIGATOIRE.

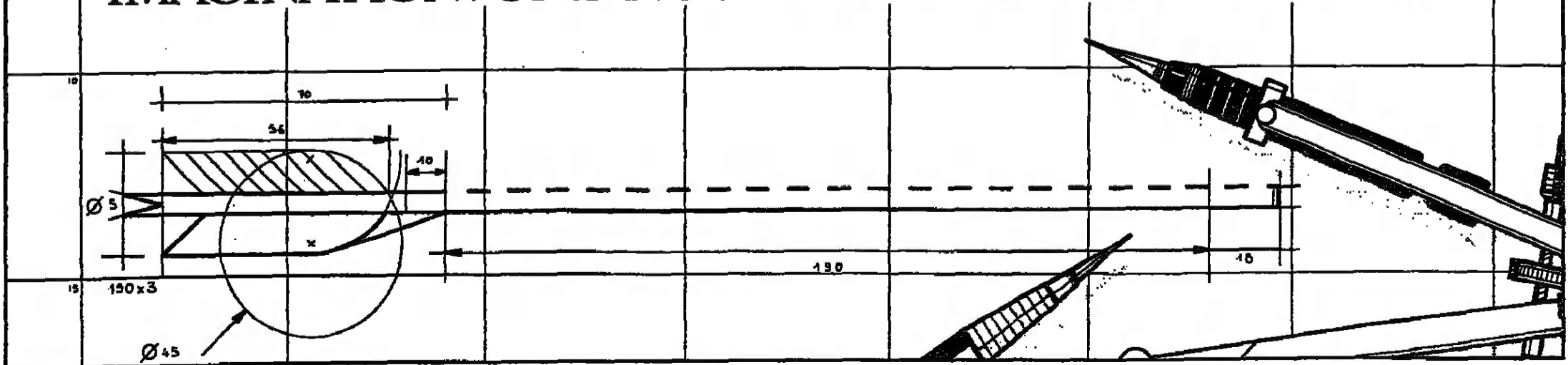
Mardi 3 juin :
Il fait très beau. Vous quittez
votre travail plus tôt que prévu.
2 solutions : Rentrer chez vous,
ou tenter le grand jeu de la séduction
à la terrasse d'un café.

Allez-vous réussir ?

ACTUEL

La Réponse est dans Actuel qui est dans tous les kiosques, 20 F.

IMAGINATION: UNE NOUVELLE PRECISION S'IMPOSE.



PROCHE-ORIENT

Israël

Yves Montand messager de la paix

De notre correspondant

Jérusalem. — « J'espère pouvoir ouvrir la route qui relie Israël à la Jordanie. Je souhaite ardemment la voir rouvrir à pied, en jeep ou par n'importe quel autre moyen, même si on doit me tirer dessus — mais je préférerais que ce ne soit pas le cas. »

Dès son arrivée, lundi 2 juin, en Israël — où il passe une semaine à l'invitation du premier ministre, M. Shimon Pérès, — Yves Montand s'est montré fidèle à sa réputation d'artiste engagé dans le siècle, au service de la paix et des droits de l'homme. Et pour saluer de sa peur, le comédien-chanteur présidentiable « se ferait un plaisir, le cas échéant, de transmettre un message de M. Pérès au roi Hussein ».

Messager de la paix d'une rive à l'autre du Jourdain ? Montand n'exclut pas non plus de rencontrer des responsables palestiniens. Comment imagine-t-il la paix ? « A partir du moment où le principe de l'existence d'Israël est reconnu, tout est négociable. » Temps fort de son séjour ici, Montand devait participer ce mardi soir, sous les remparts de Jérusalem, à un spectacle-musical en plein air, en solidarité avec le judaïsme soviétique. Aux côtés de M. Pérès et d'Anatoly Chitcharansky, il devait entonner *Le Chant des partisans*, qui ne figure plus à son répertoire depuis vingt ans. « Rencontre

Chitcharansky est important pour moi. J'ai naguère lutté pour lui. Nous refusons l'arbitraire antijudaïque des autorités soviétiques au mépris des accords d'Helsinki. Mais il ne faut pas faire d'antisovietisme primaire, surtout quand on n'est pas antisovietiste. »

Cravate et pochette noires, Yves Montand — dont le dernier séjour en Israël remonte à 1959 — a évoqué le souvenir de cette nuit à porter le deuil. « Simone m'accompagne aujourd'hui. Elle était demi-juive et mon patronyme — Livi — m'a posé jadis quelques problèmes. Bien que je ne sois pas juif. Je descends, semble-t-il, d'un *Livius romain*. La vraie raison de mon séjour ici, c'est que j'ai été autrefois indifférent envers ceux qui portaient l'étoile jaune à Marseille et à Paris, et donc plus ou moins complice de ce qui se passait. Nous n'avons pas bougé. Je ressens cette culpabilité. Je me sens associé au diable pour qu'on reconnaisse l'Etat d'Israël en 1948. C'est pourquoi il m'est impossible d'accepter que certains évoquent son annexionnement. »

Le chanteur a répété lundi qu'il serait volontiers candidat à l'élection présidentielle en France « et cela était nécessaire pour faire entendre ma voix ». Avant d'ajouter : « Mais nous ne sommes pas encore en période électorale. »

J.-P. LANGELLIER.

Liban

Une milice sunnite entre dans la bataille contre les chiites d'Amal

De notre correspondant

Beyrouth. — Depuis lundi soir 2 juin, la guerre des camps entre Palestiniens et Amal à Beyrouth-Ouest se double d'une bataille de rue dans laquelle la milice chiite est harcelée par plusieurs autres forces. Ce mardi, de violents combats opposent les chiites d'Amal et de la 6^e brigade de l'armée à la nouvelle milice sunnite du Mouvement du 6 février (référence à la date de la victoire... d'Amal à Beyrouth-Ouest en 1984). Cette milice s'appuie sur les Palestiniens et le PSP (druze) de M. Walid Joumblatt.

Ce n'est pas la première fois qu'Amal et le PSP s'opposent aux armes lourdes, leur précédente « explication » importante avait ravagé Beyrouth-Ouest et fait plus de cent morts presque tous civils au cours de la dernière semaine de novembre 1985. Seul parmi les grandes forces militaires sur le terrain, le Hezbollah, formation d'indigènes principalement chiites, se tient à l'écart des affrontements en cours.

Les responsables d'Amal et du PSP s'étaient pourtant longuement concertés durant la journée de lundi en présence du chef des services de renseignement syrien au Liban, le général Ghazi Kensaam. M. Berri était revenu sur ses accusations quant au bombardement de « son » territoire à partir de la montagne druze (le Monde du 3 juin).

M. Joumblatt, de son côté, avait dit mesurer « la gravité du com-

plot d'Arafat (...), qui finance les éléments expédiés à Beyrouth, dans les camps plus précisément. Tout cela favorise l'explosion. d'autant qu'il existe une coordination [d'Arafat] délibérée, bien étudiée, avec Gemayel. »

Malgré tout, la bataille, toutes les batailles, continuent de faire rage, mardi à Beyrouth-Ouest, autour des camps et dans la partie de la ville située au-delà du boulevard de Marzra. L'autre moitié de la demi-ville — les quartiers de Hamra, Verdun, Arts-et-Métiers, Ras-Beyrouth, Ala-Mreisse — sont jusqu'à présent, épargnés. Mais, bien entendu, les rues y sont désertes, et à tout moment, les combats peuvent y déborder.

Lors de sa précédente « guerre » avec les Palestiniens, l'an dernier à la même époque, Amal avait plus ou moins bénéficié d'un consensus antipalestinien : chacun voulait éviter le retour en scène des fedayins au Liban. Cette fois, nombreux sont ceux qui veulent qu'Amal ait les armes rognées. Paradoxe des paradoxes : une défaite de la milice chiite, même au prix d'un succès limité des Palestiniens, ne déplairait pas outre mesure à la population chrétienne, sinon à ses dirigeants.

Reflet de l'effondrement de la situation économique, le livre est tombé à 34 L.L. pour 1 dollar — et ce, en dépit des millions de dollars que M. Arafat déverserait sur les camps pour se gagner des partisans et des alliés.

LUCIEN GEORGE.

Irak

L'octroi de la grâce à dix Egyptiens condamnés à mort désamorce une crise avec Le Caire

De notre correspondant

Le Caire. — Une grave crise dans les relations égypto-irakiennes a été évitée in extremis après la commutation, le lundi 2 juin à Bagdad, de la peine de mort à laquelle étaient condamnés dix

Egyptiens en rélegation à perpétuité.

L'incident qui a provoqué l'intervention personnelle des présidents Mubarak et Hussein avait pourtant débuté par une simple affaire de fuite de capitaux. Bagdad avait réduit début mai les virements transférables chaque mois par les travailleurs étrangers à moins de 200 dollars. Le million d'Egyptiens immigrés en Irak étaient les principales victimes de ces mesures d'austérité. Des milliers d'Egyptiens ont donc commencé à quitter l'Irak, tandis que d'autres, accablés par l'ignorance, ont eu recours à des faux pour rapatrier leur argent. Devant cette fuite massive de capitaux, le Conseil irakien de la révolution a décrété la peine de mort pour « les faussaires coupables de sabotage économique en temps de guerre ». Une soixantaine de personnes, dont les dix Egyptiens arrêtés avant le décret, ont été condamnés à mort par application rétroactive de ce texte. Ils n'avaient eu qu'un seul avocat, et le procès avait été expédié en une demi-heure — trente secondes par tête !

Cette affaire a provoqué une vive réaction en Egypte où députés, journalistes, juristes et simples citoyens ont exprimé leur inquiétude. Le président Mubarak a alors téléphoné à son collègue irakien avant de dépecher le chef de sa diplomatie à Bagdad. Les Irakiens ont aussitôt fait machine en arrière, les considérations militaires prenant le pas sur la « légalité ». En effet, Bagdad n'est pas en mesure de se passer du milliard de dollars d'armes soviétiques ou égyptiennes que lui vend annuellement Le Caire depuis bientôt six ans.

A. B.

ASIE

• Agence Cambodge-Laos. — Droits de l'homme et solidarité publie un nouveau bulletin, intitulé *Agence Cambodge-Laos*, dont le premier numéro contient une série d'informations sur les deux pays concernés, ainsi qu'une revue de presse, notamment de journaux asiatiques anglophones (127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Abonnement annuel, 5/6 numéros : 100 F).

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Défection d'un général

Islamabad. — Un officier de l'armée de l'air afghane, le général Mir Alam Khan, a rallié la résistance et déclaré que les rebelles avaient détruit quarante-huit appareils en Afghanistan l'année passée, selon le Pakistan Times du lundi 2 juin. Le général Khan s'est rendu au Pakistan. Il dirigeait le service d'entraînement de l'armée de l'air à la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul.

D'autre part, des affrontements entre factions rivales de réfugiés afghans ont fait, samedi, vingt et un morts et plusieurs blessés dans le camp de réfugiés de Girdi Jungla, à quelque 250 kilomètres à l'ouest de Quetta (sud-ouest du Pakistan), ont rapporté, lundi, des correspondants citant des sources officielles et hospitalières locales. Selon ces sources, confirmées par une organisation humanitaire européenne sur place qui n'a pu se rendre dans le camp, ces affrontements entre deux clans, appartenant à deux tribus différentes mais membres du même parti de la guérilla afghane, le Hezb Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar (fondamentaliste), ont éclaté à propos d'une distribution d'armes. — (AP, AFP.)

AUSTRALIE

Demande d'enquête sur l'accueil de nazis

Sydney. — Selon un sénateur libéral, les Etats-Unis auraient demandé en 1952 aux autorités australiennes d'accueillir Klaus Barbie. Le sénateur Peter Baume, qui a obtenu communication de documents confidentiels en application de la législation sur la liberté d'information, a demandé l'ouverture d'une enquête officielle sur le rôle joué par l'Australie dans l'accueil des nazis. « La tentative concernant Barbie a manifestement été infructueuse, mais les documents laissent supposer que certains nazis peuvent s'être glissés dans notre système », a-t-il dit récemment au cours d'une intervention devant le Sénat australien. Le conseil israélien australien estime que cent cinquante criminels de guerre et collaborateurs figurent parmi les sept cent mille personnes déplacées d'origine européenne qui ont trouvé refuge en Australie après la deuxième guerre mondiale. — (AP.)

CHINE

Arrestations au Tibet, selon des exilés

New-Delhi. — Des centaines d'activistes politiques tibétains ont été arrêtés récemment dans la région autonome du Tibet (ouest de la Chine), a affirmé, lundi 2 juin, le Congrès de la jeunesse tibétaine en exil à New-Delhi. Le secrétaire général du Congrès, M. Tashi Namgyal, a indiqué que plus de deux cent cinquante Tibétains ont été arrêtés à Lhassa dans la seule journée du 9 mai. Une centaine d'entre eux ont été relâchés, mais les autres sont toujours détenus sans jugement, a-t-il ajouté, précisant que les autorités chinoises font des rafles parmi les militants qui ont des relations avec le gouvernement tibétain en exil. Officiellement, ces arrestations viseraient les « éléments antisociaux », mais le Congrès a fait remarquer qu'aucun Chinois n'a été arrêté. — (AFP.)

EL SALVADOR

L'aile politique de la guérilla favorable à la reprise du dialogue

San-Salvador (Reuters). — M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire, aile politique de la guérilla salvadorienne, a accueilli « favorablement et positivement » l'appel du président Jose Napoleon Duarte à une reprise du dialogue avec les insurgés, en vue de mettre fin à la guerre civile qui dure depuis six ans, mais il a émis des réserves quant à la sincérité du chef de l'Etat.

Interrogé par téléphone, lundi 2 juin, M. Ungo, qui se trouve à Panama, a rappelé que son mouvement avait participé à la première rencontre, en octobre 1984, entre le gouvernement et la guérilla, ainsi qu'à la seconde, en novembre de la même année. Il a tout de même qualifié la dernière offre présidentielle de « manœuvre de propagande », déclarant que M. Duarte y avait été contraint « à cause des pressions croissantes des secteurs social, politique et économique du pays, et de la communauté internationale qui pousse à une reprise du dialogue ».

FRANCOPHONIE

Un « statut particulier » pour les ressortissants des pays utilisant le français ?

A l'issue de la troisième réunion à Paris du 28 au 30 mai, du Haut Conseil de la francophonie, que préside M. Mitterrand, le secrétaire général de cet organe de réflexion, M. Stello Ferandjic, a rendu publics, lundi 2 juin, les mesures que le Haut Conseil demande de prendre aux autorités des quarante pays concernés. La plus spectaculaire concerne l'instauration d'un « statut particulier pour les francophones » : des conditions spéciales d'entrée, de séjour et de sortie seraient consenties aussi bien aux étudiants qu'aux hommes d'affaires ou aux travailleurs manuels, « un peu sur le modèle de ce qui se fait dans les pays du Commonwealth ». Le Haut Conseil souhaite aussi la création de « Maisons de la francophonie » et « l'illustration de la francophonie dans les cahiers des charges des télévisions ». En ce qui concerne la France, M. Létard, ministre de la culture et de la communication, a donné son accord sur ce dernier point, a indiqué M. Ferandjic. — (AFP, AP.)

GRANDE-BRETAGNE

Incendie chez Rupert Murdoch

Londres. — Un important incendie s'est déclaré dans la nuit du lundi 2 au mardi 3 juin sur les docks du port de Londres, dans un entrepôt où sont stockés près de 20 000 tonnes de papier-journal appartenant au magnat de la presse Rupert Murdoch. L'incendie, combattu par près de deux cents pompiers, se serait déclaré avant minuit et est décrit par les témoins comme l'un des plus importants que la capitale britannique ait connus depuis plusieurs années. La police a ouvert une enquête sur les circonstances du sinistre, qu'elle qualifie de « douteuses ». Le groupe de presse international dirigé par M. Rupert Murdoch publie le Times, le Sunday Times, le Sun et The News of the World. Un conflit très dur oppose M. Murdoch et les syndicats du livre à propos du licenciement de près de cinq mille cinq cents ouvriers du livre le 25 janvier. Les ouvriers s'opposent au projet du groupe de transférer ses imprimeries à Wapping, dans l'est de la capitale. — (AFP.)

LES ENTRETIENS DU ROI HUSSEIN DE JORDANIE A PARIS

La France appuie les efforts en cours pour réconcilier l'Irak et la Syrie

M. Jacques Chirac s'est longuement entretenu, lundi 2 juin, avec le roi Hussein de Jordanie, au cours d'un dîner à Matignon, et a rendu hommage aux efforts entrepris par le souverain jordanien pour réconcilier l'Irak et la Syrie. « C'est une politique que nous approuvons tout à fait », a dit le premier ministre, à l'issue de cet entretien qu'il a qualifié de « très amical, très cordial et riche de substance ».

Le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai, et le chef de la diplomatie du Royaume, M. Taher el Masri, ont participé à ce dîner, ainsi que les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. Jean-Bernard Raimond et André Giraud. Le souverain devait s'entretenir de nouveau, ce mardi, avec M. Raimond, après avoir été reçu à déjeuner à l'Elysée.

Le roi aurait enregistré certains succès dans ses efforts pour réconcilier l'Irak et la Syrie — deux pays dont l'hostilité traditionnelle s'est encore accrue depuis six ans avec le soutien apporté par Damas à l'Iran dans la guerre du Golfe. Le quotidien britannique *Financial Times*, citant des sources diplomatiques à Bagdad, croit ainsi savoir que l'Irak a envoyé une délégation à Damas pour discuter de la réouverture de l'oléoduc irakien traversant le territoire syrien.

Damas avait fermé cet oléoduc il y a plusieurs années par solidarité avec l'Iran. Il s'acheminait sur la côte méditerranéenne (région de Tripoli-Banias) le pétrole en provenance du bassin irakien de Kirkouk. D'une portée économique non négligeable (le système peut évacuer 500 000 barils-jour), la réouverture

de l'oléoduc serait aussi un geste politique important.

L'information du *Financial Times* fait suite à une série de rumeurs faisant état du désir de la Syrie — aux prises avec une grave crise économique — de se rapprocher de l'Irak et, ainsi, des autres pays arabes du Golfe qui, à des degrés divers, soutiennent Bagdad dans son effort de guerre.

Ces pays, traditionnels bailleurs de fonds de la Syrie, auraient ces derniers temps sérieusement réduit leur aide financière au régime syrien, en raison certes de la chute de leurs revenus pétroliers mais aussi pour manifester leur hostilité au soutien qu'apporte Damas à Téhéran.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA TÉLÉVISION FAIT SON ENTRÉE AU SÉNAT

Washington (AFP). — Plus de sept ans après la Chambre des représentants, le Sénat américain est à son tour entré lundi 2 juin dans le monde de l'audiovisuel avec la première retransmission télévisée de ses débats.

Le Sénat, qui aime à cultiver une image de « club de gentlemen » et qui se prétend « le plus grand organe de délibération du monde », n'a accepté cette innovation qu'avec prudence : l'expérience, qui a commencé lundi, prendra fin le 15 juillet prochain, et les cent sénateurs voteront le 23 juillet pour prendre une décision définitive. Mais, selon tous les observateurs, la télévision a fait lundi son entrée définitive dans la Chambre Haute du Congrès américain.

Six caméras, télécommandées depuis le sous-sol du bâtiment du Sénat, filmeront la totalité des débats, qui seront diffusés par quelque cent vingt chaînes de télévision par câble. Seul sera filmé le sénateur ayant la parole.

Cette petite révolution n'a pas que des partisans : pour le sénateur William Proxmire (démocrate, Wisconsin), la télévision est « par essence, hostile à la pensée, à la logique et à la contemplation ». Pour d'autres, au contraire, comme le leader de la minorité démocrate, M. Robert Byrd (Virginie occidentale), cette expérience fait « enfin entrer le Sénat dans le monde moderne » et ne pourra qu'être bénéfique à la démocratie. Quant à M. Frank Murkowski (républicain, Alaska), il estime que la télévision va montrer « ce qui se passe réellement ici, à savoir que les sénateurs perdent leurs cheveux ».

Argentine

• Remplacement du ministre de la défense. — Le ministre argentin de la défense, M. German Lopez, a démissionné de ses fonctions, lundi 2 juin, et a été remplacé par M. Horacio Jaunarena, qui assumait auparavant la charge de secrétaire à la défense. Le communiqué officiel précise que M. Lopez, qui souffre d'embryopathie chronique, a démissionné pour « raisons de santé ». — (AFP.)

• Décès d'un ancien dirigeant de la dictature. — Le vice-amiral Ruben Chamorro, ancien directeur de l'Ecole de mécanique de la marine de Buenos-Aires en 1976-1977, et qui était accusé d'être l'un des principaux artisans de la répression militaire en Argentine durant les années de dictature, est mort, lundi 2 juin, des suites d'une affection cardiaque, a-t-on appris de source proche du gouvernement. Placé en détention préventive sur décision du Conseil suprême des violations des droits de l'homme, le vice-amiral était hospitalisé depuis plusieurs semaines en raison de son état de santé. L'école de mécanique de la marine fut, sous la dictature, un centre de détention et de torture particulièrement actif. — (AFP.)

Pérou

• Le président Garcia reporte un voyage en Europe. — Le président péruvien Alan Garcia a décidé de reporter une visite à Strasbourg, où il devait prononcer un discours devant le Parlement européen, consacré aux problèmes intérieurs péruviens, a déclaré mardi 3 juin son ministre des affaires étrangères, M. Allan Wagner (le Monde du 3 juin). La visite du président Garcia en Europe, prévue du 10 au 14 juin, et qui comprenait une rencontre avec le président François Mitterrand et une visite au Vatican, aura lieu à une date ultérieure. — (Reuters.)

مركز دراسات

CEPES
CLASSE PRÉPARATOIRE
SCIENCES-PO
2 centres :
Quartier latin
ou Neuilly
57, r. Ch.-Lafitte, 92203 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.45.03.19

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

CEPES
CLASSE PRÉPARATOIRE
SCIENCES-PO

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

... LE MONDE - Mercredi 4 juin 1986 - Page 7

Quelque cinq cents amendements déposés dans le débat sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement

La guerre de procédure a repris le lundi 2 juin à l'Assemblée nationale, en même temps que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. La troisième motion de censure consécutive au recours à l'article 49-3 de la Constitution avait auparavant été repoussée, socialistes et communistes votant seuls pour son adoption.

Il ne sera plus possible à l'opposition de dire, comme l'a fait le même jour M. Dominique Strauss-Kahn, lors du point de presse du PS, à propos de la loi de finances rectificative pour 1986, que les députés de la majorité et du Front national déposent plus d'amendements que la gauche.

Sur les 494 amendements déposés avant l'ouverture de la discussion des articles du projet sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, 261 l'ont été par le PC, 202 par le PS, 17 par le Front national, 2 par l'UDF, autant par le RPR. La commission des affaires culturelles, familiales et sociales en a déposé 10 et le gouvernement aucun.

Le risque d'enlèvement du débat est donc patent. Seule son issue est incertaine. L'hypothèse d'une discussion menée à son terme normal, au moment évoqué à la fin de la semaine dernière, paraît désormais relever de la gageure. Elle ne serait vraisemblablement concrétisée qu'en prix de cinquante à soixante heures de débats.

Reste l'alternative entre un nouveau recours, par le gouvernement, à l'engagement de sa responsabilité (article 49-3 de la Constitution), débouchant sur une nouvelle motion de censure, ou le dépôt d'une telle motion, mais à l'initiative du groupe socialiste, au cours de la discussion. Au demeurant, en procédant éventuellement de cette façon, les socialistes s'exposent à la fois à l'accusation d'obstruction caractérisée par la majorité... et à un nouvel usage immédiat de l'article 49-3 qui mettrait fin de toute façon au débat.

Cette guérilla parlementaire se déroule désormais sur fond de contestation par le PS de la légitimité du gouvernement de M. Chirac. « Tout pouvoir est affaire de légitimité », écrivait-il y a peu,

dans ces colonnes, le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin (le Monde du 27 mai) et le premier ministre « tient la scène de sa majorité parlementaire élue et souverainement élue ».

Or une partie de cette majorité peu homogène se fait pressante, soulignant à l'envi les socialistes. C'est pourquoi, selon M. Strauss-Kahn, « la question de la légitimité du gouvernement de M. Chirac commence à se poser avec une certaine force ». Pour ce responsable socialiste, « la légitimité, il faut la constater tous les jours ».

Pour l'heure, il est un constat auquel la majorité ne peut échapper : le système d'obstruction et de retardement qu'elle avait, dans l'opposition, mis au point après 1981 fonctionne de nouveau parfaitement. Contre elle.

M. K.

La galère !

Les discussions des projets de loi à l'Assemblée tendraient-elles à devenir de longues, longues passeries jetées entre deux motions de censure ? On peut se le demander depuis le début de la présente session.

Lundi 2 juin, 15 heures : vote sur la motion de censure (la troisième) déposée en application de l'article 49-3 de la Constitution par M. Pierre Joxe et soixante-trois députés socialistes.

Le rite est connu, désormais : le gouvernement, ballotté entre l'obstruction et l'opposition, les États d'âme et autres pressions d'une partie de sa propre majorité, avait une nouvelle fois engagé sa responsabilité par l'adoption, en première lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1986.

Discussion rituelle avant le week-end (le Monde daté 1^{er} et 2^e juin), vote rituel après le repos dominical, à seule fin de respecter les délais requis par la Constitution. La suite n'est pas moins classique. Il s'agit d'une majorité de 289 voix pour l'adoption de la motion de censure. Socialistes et communistes n'en fournissent que 251. La motion de censure n'est pas adoptée. Le projet de loi de finances rectificative pour

1986 est, lui, considéré comme adopté.

Lundi 2 juin, 16 h 40 : la discussion générale, commencée le jeudi 29 mai sur le projet portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement, pour lequel le gouvernement a déclaré l'urgence, reprend. Question : à quand la prochaine motion de censure ? La guerre d'usure, par amendements interposés entre majorité et opposition, qui reprend, va-t-elle conduire M. Jacques Chirac à « dégrader » une nouvelle fois le « 49-3 », entraînant ipso-facto le dépôt d'une nouvelle motion de censure socialiste ? Ou bien, variante, le parti socialiste va-t-il, lui-même, ouvrir le feu, cette fois, et déposer une motion de censure avant le fatidique 49-3.

Censure socialiste ?

Une partie du groupe socialiste voyait lundi dans cette possible façon d'agir l'affirmation forte d'un symbole, dans ce débat qui avait tout de suite tourné à la bataille des symboles. En tentant de censurer le gouvernement après la discussion de l'article 1^{er} du projet contenant la disposition essentielle qui lui donne son nom, les socialistes marque-

raient ainsi leur attachement au principe de l'autorisation administrative et leur refus d'entrer dans les considérations, secondaires à leurs yeux, qui explicitent et aménagent sa suppression. Au risque d'être accusés en créant une telle paranoïa dans le débat, d'être des fauteurs de désordre parlementaire ? Devancer M. Chirac ne servirait en effet qu'à retarder le débat proprement dit. Ce serait en tout cas le premier coup de « 49-2 » après la salve de « 49-3 ».

En attendant, les matériaux de construction de la nouvelle passerelle sont là : 494 amendements, ciment abondant qui viendra bientôt noyer les cinq articles du projet que défend vaillamment, sans gêne visible, M. Philippe Séguin.

Mais, avant le commencement du grand œuvre, les uns et les autres, en achevant la discussion générale répètent à l'identique ou reprennent en le nuancant le credo de leur famille politique à propos de l'autorisation administrative de licenciement et de sa disparition voulue par le gouvernement.

A chacun sa préoccupation ou sa marotte. M. François Fortes de La Mosaïque (FN, Pas-de-Calais), voudrait bien être encourageant :

« Le projet constitue certainement l'un des éléments déterminants pour la reconstruction économique de notre pays. Nous avions d'ailleurs inscrit nous-mêmes la mesure qu'il contient au nombre de nos priorités, dans le programme du Front national ».

Pas de réserve sur le principe donc mais sur « les moyens choisis (...) insuffisants voire parfois inquiétants ». Le rythme adopté déplaît au Front national. Trop lent. Pourquoi attendre le 1^{er} janvier 1987 pour supprimer cette autorisation administrative de licenciement qui pourrait aussi bien l'être tout de suite ?

Mais surtout, le Front national ne comprend pas que la « préférence nationale » qui lui est chère n'ait pas droit de cité dans ce projet. En d'autres termes : pourquoi un patron ne peut-il pas licencier des travailleurs étrangers de préférence à des Français, lorsqu'il a le choix ?

M. Séguin sait donc en quelle considération il est tenu par les amis de M. Jean-Marie Le Pen. La semaine dernière, M. François Becheval (FN, Seine-Saint-Denis) avait du reste assuré en toute simplicité, après avoir fait savoir au ministre des affaires sociales et de l'emploi que son groupe ne ferait « pas obstacle » à son projet : « N'oubliez pas votre écharpe vaillamment d'être celui du libéralisme : vous échouerez parce que vous n'êtes qu'un faussaire, même si c'est un faussaire de talent ».

Une « loi sclérotée » de plus ?

A l'autre bord de l'hémicycle, on s'est déjà exprimé à la fin de la semaine dernière : « Toujours plus pour le capital, voilà votre devise », résumé M. Maxime Gremetz (PC, Somme) pour décrire le dernier « cadeau fiscal et social » du gouvernement au « patronat ». Il a aussi esquissé le thème vingt fois développé depuis par les communistes : ça va mal, certes, depuis le 16 mars, mais, des cadeaux, le « patronat » en a déjà reçu depuis quelques années - entendez : le PS étant au pouvoir - par exemple la « loi sclérotée dite de flexibilité » que M. Michel Delebarre (PS, Nord) tentera ensuite, en vain, à l'heure des reprises, de faire appeler, de façon moins « patrimoniale », par son nom (loi sur l'aménagement des conditions de travail).

Ce lundi 2 juin, les députés de la majorité, ont déjà dit leur soutien au texte présenté par M. Séguin, n'interviendront plus que pour répliquer ça et là à l'opposition. Pour le reste, on sait déjà que le RPR est pour - c'est bien naturel - et que l'UDF apprécie et soutient le « pari sur l'emploi » que constitue le projet de M. Séguin et pense prudemment qu'il « peut avoir une immense portée » (M. Jean-Paul Fuchs, UDF, Haut-Rhin).

Désormais, on n'attendra plus grand-chose au cours du débat, sinon qu'il y a des patrons opposés à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (dit M. Michel Hervé, PS, Dou-

Sèvres), sensibles aux dangers que « le licenciement fait peser sur l'harmonie sociale dans l'entreprise » et au « surcoût » probable du licenciement lorsque l'autorisation préalable aura été supprimée. Autre découverte : aux marges du PS (M. Henri Flandre, apparenté, Alpes-Maritimes) peut se déployer une prose à faire pleurer Zola d'envie et le PC de jalousie. Non content de dénoncer la « régression sociale » que constituerait un projet qui « s'inspire des vœux de la fraction la plus intégriste du CNPF », insatisfait d'avoir laissé entendre au ministre des affaires sociales qu'il se comporte en « fossoyeur du code du travail », M. Flandre a appelé au secours le bon docteur Villermé, auteur, à l'époque industrielle du XIX^e siècle, du terrible Tableau sur l'état physique et moral des ouvriers, tout en se défendant de succomber au misérabilisme.

Hors-d'œuvre

Hors-d'œuvre que tout cela. Hors-d'œuvre encore, la motion socialiste de renvoi en commission du projet (repoussée par 1325 voix contre 251). Quant à l'acte de foi de M. Séguin : « Je suis convaincu que nous pourrions (...) définir et si besoin, préciser le point d'équilibre à trouver entre la nécessité de rendre aux entreprises une plus grande responsabilité en matière de gestion des effectifs et celle de maintenir un haut niveau de protection pour les salariés de ce pays en cas de licenciement économique », il pouvait passer quelques heures plus tard pour une intention qu'il serait bientôt le seul à mettre en œuvre dans l'hémicycle.

Car le débat engagé dans la soirée fut, comme l'a dit un député communiste à propos de l'aspect « existentiel » de la situation des jeunes en quête d'emploi, « la galère ». Ni plus ni moins. Vingt-sept amendements socialistes et communistes qui ne concernent pas encore l'article premier du projet ont été examinés jusqu'à mardi, 6 heures 45. Il en restait alors plus de soixante avant d'aborder la discussion de l'article premier du projet.

Pour « améliorer le code du travail », pour donner « toujours plus de sécurité et de droits aux travailleurs » (M. Jacques, Seine-Saint-Denis), le PC défend amendement après amendement dont certains, fait observer M. Séguin, ont déjà servi lors d'autres discussions : dont tous, a affirmé le rapporteur de la commission des affaires culturelles et sociales, M. Edouard Pénic, sont dépourvus de relation stricte avec le projet en discussion.

Poubelles

Abandonnant les communistes à leur triste sort, M. Séguin a, tard dans la soirée, mimé une grosse colère contre les socialistes, qu'il a accusés de reprendre de leur côté « dans les poubelles du groupe communiste » des tombereaux d'amendements d'obstruction, déclinant branche professionnelle après branche des exceptions aux dispositions prévues par son texte - technique qui avait été utilisée par le PC à la

fin de 1985, quand fut discuté le projet de M. Delebarre sur l'aménagement du temps de travail.

Pas du tout, a rétorqué ce dernier après l'une de ces suspensions de séance qui sont un autre « classique » de ces marathons, et tout en ironisant sur le parcours de l'Assemblée en début de soirée : « Neuf amendements sans 49-3, pour la première fois, ce qui mérite d'être souligné ». Pas du tout, il s'agit « en réalité d'amendements qui portent sur la défense des travailleurs ». Car ces derniers ne vont bientôt plus avoir « comme ligne de défense que les conventions collectives ». Vous confondez, a dit M. Delebarre à son successeur, « les poubelles du groupe communiste avec la défense des travailleurs ».

Choquée, M^{me} Jacqueline n'a pas tardé à répliquer. Elle a évoqué les « poubelles de l'histoire » où finissent les propos excessifs - visait-elle M. Séguin ou M. Delebarre ? - et fait savoir à ses adversaires que « l'on a la poubelle que l'on veut ». Un peu plus tôt, M. Delebarre avait fait valoir que « pour les travailleurs, désormais, ça craint un max... ». Sans le vouloir, l'un et l'autre avaient décrit très exactement la tournure et les perspectives actuelles d'un débat dont on avait pourtant cru comprendre, d'après les dires des uns et des autres, qu'il recelait des enjeux fondamentaux.

MICHEL KAJMAN.

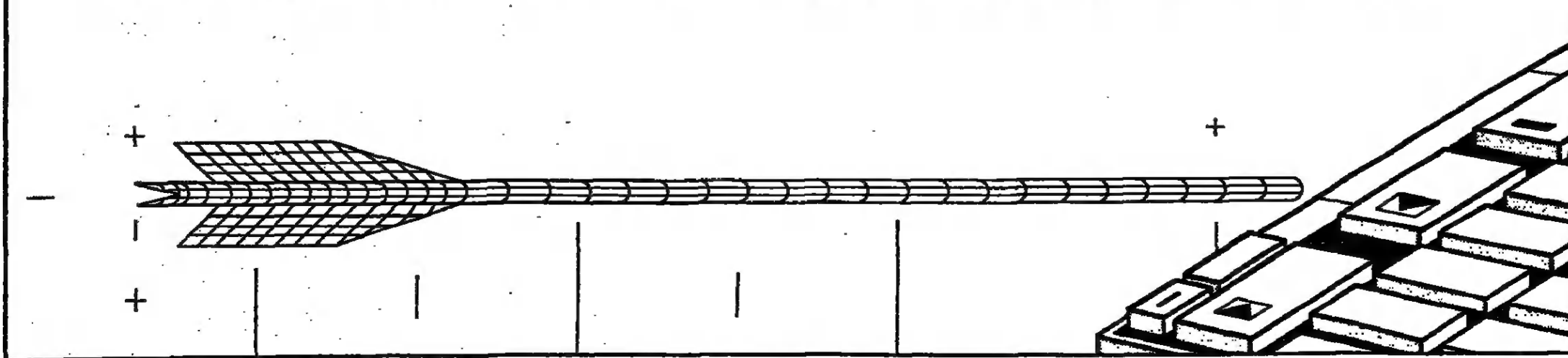
● RECTIFICATIF. - Le prénom de M. Mignard, l'un des signataires de l'article « Le débat au sein du PS : moderne est un mot terne » (le Monde du 3 juin), est Jean-Pierre et non André, comme il était indiqué par erreur.

● PRÉCISION. - A la suite de la publication (le Monde du 27 mai) d'une information relative à l'organisation d'un débat sur la « culture communiste aujourd'hui » par les éditions Autrement, le philosophe Henri Lefebvre, qui n'y a pas participé, malgré son accord préalable, nous demande de préciser : « N'étant pas membre du PC, je n'ai pas à m'occuper des débats internes à ce parti ». Il souligne aussi que la revue M, qu'il dirige, « s'inspire d'une pensée marxiste autonome, sans dépendance ni affiliation avec quelque courant politique que ce soit ».

MONDES EN DEVENIR

LE DROIT
INTERNATIONAL
DANS UN MONDE
DIVISÉ
Antonio CASSESE
13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F
Editions
BERGER-LEVRULT

CONCEPTION: UNE NOUVELLE PRECISION S'IMPOSE.



POLITIQUE

Les jalons parisiens de M. Balladur

Au cas où d'aucuns en douteraient, M. Edouard Balladur a bel et bien commencé une carrière politique publique qu'il a l'intention de mener dans le quinzième arrondissement de Paris. Et cela jusqu'à sa fin. En tenant ce propos plein de promesses, le premier des ministres de M. Jacques Chirac a rempli d'aise les quelques deux cent cinquante convives d'un dîner organisé en son honneur, le lundi 2 juin, au restaurant du Palais des congrès de la porte de Versailles, par le cercle Adolphe Chérix.

Créé il y a vingt-trois ans à l'initiative de Jacques Maréte, aujourd'hui décédé, et de Jean Chérix, sénateur de Paris et petit-fils de l'ancien président du conseil municipal de Paris, ce cercle ne rassemble que des habitants de l'arrondissement. Voilà donc mis au service du ministre des finances, futur candidat à la députation dans ce secteur, un réseau précieux pour faire campagne en milieu urbain.

Devant ce public acquis à sa cause, M. Balladur a dressé le bilan de l'action de deux mois et demi du gouvernement en matière économique. Il a conclu son propos par un message d'espoir : la nouvelle politique économique « a des succès avant longtemps, il suffit d'être patient, de travailler et d'utiliser les nouvelles règles du jeu ».

A-t-il été bien compris ? La première question posée mettait en cause cette « télévision » où le souffle du changement ne serait pas passé. « Ne dramatisons pas », a recommandé M. Balladur avant de constater que le « gouvernement est présent à la télévision », même si les commentaires « ne sont pas toujours bienveillants ». Il y a des règles qu'il faut respecter dans une démocratie, a-t-il souligné.

A. Ch.

LE RECOURS AUX ORDONNANCES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉ AU SÉNAT

Les socialistes saisissent le Conseil constitutionnel

Pour le gouvernement et sa majorité, le lundi 2 juin a été un grand jour : le projet de loi sur les ordonnances économiques et sociales est devenu le premier texte définitivement adopté de la législature. Approuvé par le conseil des ministres le 9 avril, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale le 16 mai après le rejet de la motion de censure votée

par la gauche consécutive à l'engagement de responsabilité du gouvernement selon la procédure du 49-3, le projet de loi a achevé son parcours parlementaire au Sénat où il a recueilli 208 voix contre 102. La course d'obstacles n'est pas pour autant terminée : le texte a été déposé par les socialistes devant le Conseil

constitutionnel.

Les sénateurs, qui avaient commencé à débattre du texte le 21 mai, ont poursuivi, lundi 2 juin, l'examen des amendements déposés par les socialistes et les communistes à l'article 5 qui concerne l'habilitation donnée au gouvernement pour les modalités de transfert des entreprises du secteur public au secteur privé. M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort) a saisi l'occasion de rappeler les déclarations « contradictoires » de MM. Camille Cabana, ministre délégué chargé de la privatisation, et de M. Jacques Chirac sur la formule britannique de la *golden share* (il s'agit d'une action qui donne à l'Etat un droit de veto sur certaines décisions importantes, telle la nomination des PDG). Contestant qu'il y ait la moindre contradiction sur ce point avec son premier ministre, lequel s'était déclaré hostile à ce système, le 13 mai dernier, devant le Forum de l'Expansion, M. Cabana a expliqué que cette solution ne pourra être qu'un dernier recours.

En réponse aux orateurs socialistes qui voient dans les dispositions transitoires applicables aux entreprises en instance de privatisation (prévues à l'article 6) le germe d'opérations de chasse aux sorcières, M. Cabana a indiqué que les présidents des sociétés à privatiser pourront être choisis en dehors des membres du conseil d'administration dont ils deviendront membres dès leur nomination. L'intention du gouvernement est de procéder à ces

nominations dans le mois suivant la publication de la loi d'habilitation. Il a précisé que, dans tous les cas où c'est aujourd'hui la règle, la nomination du président sera prise par décret en conseil des ministres. En pratique, seuls les présidents de Matra et des sociétés d'assurances filiales des sociétés centrales d'assurances resteront nommés par leur conseil d'administration. Le ministre a souligné que cet article 6 met fin « à la nomination des nouveaux présidents aux mandats en cours des administrateurs, personnalités choisies en raison de leur compétence ». Le terme mis au mandat de ces personnalités prend la forme d'un décret et ne signifie nullement, a-t-il dit, la suppression de la catégorie juridique dont elles font partie, puisque le gouvernement n'entend pas remettre en cause la composition des conseils.

L'examen des quelque 441 amendements de la gauche s'est achevé sur une note d'ouverture : défendu par M. Gérard Delfau (PS, Hérault), le demandeur de présentation par le gouvernement, en annexe

Propos et débats

M. Chevènement : ragout balzacien

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'éducation nationale, qui participait, samedi 31 mai à Besençon (Doubs), à l'un des colloques régionaux organisés par le Socialisme et République (SOSR), a estimé que la politique du gouvernement est « le vieux ragout balzacien ». L'ancien ministre a jugé que les diverses mesures décidées par le gouvernement constituent autant de « cadeaux faits à l'opposition », car elles vont, selon lui, apporter des suffrages au PS. « Je ne m'attendais pas, a commenté M. Chevènement, que le programme de la droite soit aussi archaïque. La réaction de la Bourgeois en témoigne ». Le gouvernement actuel, a précisé M. Chevènement, ne semble adorer qu'un seul dieu : le vœu d'or.

M. Strauss-Kahn : fraude

M. Dominique Strauss-Kahn, député de Haute-Savoie et membre du secrétariat national du PS chargé des études, a affirmé, le lundi 2 juin, qu'après avoir été un gouvernement de « l'injustice sociale » et de « la triche », le gouvernement de M. Jacques Chirac est maintenant le « gouvernement de la fraude ».

M. Strauss-Kahn faisait notamment allusion à l'amendement Giscard d'Estaing intégré au projet de loi de finances rectificative. Selon lui, en l'absence de contrôles fiscaux plus fréquents pour compenser la réduction du délai de contrôle, la fraude fiscale va devenir plus étendue.

M. Mestre : M. Barre va bien

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée et proche de M. Raymond Barre, affirme, dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* du 3 juin, à propos de la situation de l'ancien premier ministre : « On a toujours tendance à enterrer les gens trop vite, alors qu'ils sont encore bien vivants. Sans être médecin, je puis vous assurer que M. Barre se porte bien et (...) je puis vous dire qu'il n'a nullement le désir de se tenir à l'écart de la scène politique française ».

A propos des traitements de la cohabitation, M. Mestre affirme : « Les gens se posent des questions (...) sur l'efficacité, l'utilité et l'intérêt de la cohabitation. Mais ils se posent surtout des questions sur les dangers de cette cohabitation. Cela ne veut pas dire pour autant que le fait que nous ayons eu raison d'annoncer ces dangers ait pour conséquence de faire monter la cote de ceux qui les annoncent. Ce n'est nullement dans le caractère de Raymond Barre de profiter d'une situation en train d'évoluer conformément à ses thèses et ses prévisions. Il a sa conscience pour lui. Il a dit fortamment en temps utile ce qu'il pensait, et il est probable que cela a eu des conséquences néfastes sur la cote de popularité ».

Le député de Vendée ajoute qu'à l'intérieur de l'UDF « l'immense majorité des adhérents directs est de tendance barriote ».

EN GUADELOUPE

Nomination d'un « Monsieur Sécurité »

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — Un ancien commissaire divisionnaire de la police de la sécurité du territoire (DST), M. Noël, vient d'être nommé au grade de sous-préfet à la préfecture de la Guadeloupe. Il aura en charge la coordination des différents services de police de l'archipel, ainsi que le dossier du terrorisme, pour lequel il prépare actuellement son équipe, qui devrait être mise en place dans les prochains jours.

Arrivé dans le département le 24 mai en compagnie du sous-préfet de Pointe-à-Pitre, M. Hubert Fournier, M. Noël tient donc désormais le rôle d'un préfet de police de facto, à ceci près qu'il dépend directement du préfet de région, commissaire de la République, M. Yves Bonnet, ancien directeur de la DST, nommé en Guadeloupe au lendemain du 16 mars. Cette nomination, même si elle s'est faite sans publicité aucune, montre l'importance que revêt la

question de la sécurité en Guadeloupe aux yeux du gouvernement.

Le commissaire de la République, M. Bonnet, a précisé que la nomination de M. Noël est intervenue du fait, notamment, de l'éloignement de la Guadeloupe par rapport à la métropole, et par conséquent de l'éloignement des différents services de police de l'île de leurs directions centrales respectives. « Il est bien entendu, a-t-il déclaré, que dans le cadre de mes préoccupations d'ordre public entre la lutte contre toutes les formes de délinquance et, s'il y a du terrorisme, la lutte contre le terrorisme. Mais ce n'est pas, loin s'en faut, la première des priorités. Je souhaite assurer une meilleure coordination de l'ensemble des services de police, mais il est aussi tout à fait évident qu'il y avait en Guadeloupe un certain nombre de phénomènes qui échappaient à la normale. Il convenait de rétablir l'ordre public sous toutes ses formes ».

ANDRÉ LÉGER.

M. Marchais : pas question de retraite !

Pour tenter de corriger la situation créée au PCF par l'annonce de sa non-candidature à l'élection présidentielle (le Monde du 14 mai), M. Georges Marchais est contraint de rappeler qu'il est toujours secrétaire général et bien « patron » du parti. Il l'a souligné, le lundi 2 juin, lors de l'émission « Face au public » sur France-Inter, indiquant qu'il n'avait pas l'intention de prendre sa retraite et laissant même entendre qu'il pourrait « rempiler » au prochain congrès, prévu pour 1988.

Pour sa première et longue intervention publique depuis les élections législatives du 16 mars, M. Marchais était en forme. Pendant trois quarts d'heure, le secrétaire général du PCF a essentiellement répondu à des questions relatives à son parti. Il a, d'abord, souligné que, en dehors des initiatives internationales du PCF (manifestations contre Dauterive, contre Apartheid et pour la libération de Nelson Mandela), le PC organise la lutte sur le plan intérieur, mais que c'est plus difficile qu'hier « parce que nous sommes seuls contre la droite ».

Pour lui, le PS ne s'intéresse pas à la « misère des gens » mais à l'hypothèse d'un « effacement de la droite », qui pourrait lui permettre de revenir au pouvoir. En revanche, « la préoccupation majeure, unique du PCF, c'est rassembler, faire agir » contre la politique gouvernementale. « Il ne suffit pas, a dit M. Marchais, de déposer des motions de censure dont on sait très bien (...) qu'elles ne seront pas adoptées parce qu'il y a une majorité de droite ».

Enfin, un certain nombre de valeurs attachées à la « culture communiste », il a déclaré que le rattachement de ceux qu'on appelle les « déçus du communisme » est « une mission impossible, à la fois pour Rocard et pour Jospin ». Il a, ensuite, rappelé que la politique définie au vingt-sixième congrès avait été « massivement élaborée et approuvée », mais qu'« une infime

minorité, parmi laquelle Pierre Juquin, a choisi le débat public contre la direction du parti ». M. Marchais a affirmé que l'ancien porte-parole du PCF « viole ses engagements, ne respecte pas la démocratie, fait le jeu de la droite et porte préjudice au parti ». Il a, en outre, indiqué qu'il y a « une tentative d'organisation d'une fraction, extrémement minoritaire, en Meurthe-et-Moselle ».

Le secrétaire général, qui ne pense pas que le mouvement de contestation se développe à l'intérieur du PCF, a déclaré : « Je m'acquitterai de mon mandat jusqu'au bout ». Quant au prochain congrès, « je n'envisage nullement, mais absolument pas, ma retraite », a-t-il dit.

Élevant un « protestation énergique » contre la réforme électorale, qui est « une abomination », il a refusé de dire quelle attitude adoptera son parti au second tour de l'élection présidentielle, car cette préoccupation « est un abaissement du citoyen, un abaissement de la démocratie », qui passe sous silence les programmes politiques en présence.

Enfin, le dirigeant communiste a formulé « un double souhait » pour le futur candidat de son parti à la présidentielle, dont il n'a pas donné le « portrait-robot », mais pour lequel il donnera son avis : « Qu'il fasse au moins ce que j'ai fait » (quatre millions et demi de voix en 1981) et « qu'il fasse mieux ».

A NANTES

Crise municipale

De notre correspondant

Nantes. — Démission de M. André Jozan, maire adjoint chargé des problèmes scolaires : mandat retiré à M. Meriadec Rivière, adjoint au budget, ainsi qu'à deux autres conseillers subdélégués, coupables d'avoir voté contre un projet de parking défendu par le maire : la crise ouverte affecte la municipalité nantaise, dirigée par M. Michel Chauty, sénateur RPR, depuis la dernière réunion du conseil municipal.

Pourtant, malgré les apparences, ce malaise n'est pas le signe de divergences politiques profondes au sein de l'équipe municipale, qui va du MSP (Mouvement de solidarité par la participation) au CNIP, en passant par les radicaux valaisiens, le CDS, le PR et le RPR. Ce malaise est plutôt dû à la gestion autoritaire de M. Michel Chauty, déjà fort occupé au Sénat et qui, de ce fait, est amené à trancher dans le vif, « à la hussarde », selon une expression qui lui va comme un gant, des dossiers dont il n'a pas toujours mesuré les tenants et les aboutissants.

C'est le cas, semble-t-il, pour celui du parking que la municipalité a en fin de compte décidé de construire place du Commerce, en plein cœur de la ville. En effet, seize voix seulement sur les quarante-huit que compte la majorité se sont prononcées en faveur du projet en commission. Tandis qu'en séance publique

le maire a dû enlever à l'arraché l'adhésion de ses collègues. La divergence a éclaté au grand jour le 26 mai en plein conseil municipal, les adversaires du projet ayant de bonnes raisons de s'y opposer. Raison financière d'abord : il en coûtera 75 millions, dont 37 à la charge des contribuables ; raison de sécurité surtout : ce site à voitures souterrain, édifié sur sept niveaux, sera, pense-t-on, un lieu idéal pour le développement de la marginalité.

La censure vient de tout bord (il faut aussi compter huit abstentions), mais notamment du côté du gaulliste de gauche M. Meriadec Rivière, jeune et brillant élu, qui est considéré comme un des espoirs de la droite locale. Une droite qui n'est pas sortie renforcée des dernières législatives et qui va affronter le PS le 22 juin, à l'occasion d'une élection partielle dans le canton populaire de Douion, acquis à la gauche depuis longtemps. Ce sera à coup sûr un test significatif.

Y aurait-il tout de même derrière ces remous des ambitions personnelles liées au futur découpage électoral ? Vraiment, à Nantes, on ne le pense pas. La seule arrière-pensée politique serait liée non pas à l'échéance législative, mais plutôt aux prochaines municipales : M. André Jozan (CNIP), candidat malheureux à la candidature en 1983, se cache guère son ambition de devenir maire de Nantes en 1989.

YVES ROCHONGAR.

A AMIENS

Fin de la grève des employés municipaux

De notre correspondant

Amiens. — Les employés municipaux d'Amiens, et notamment les éboueurs, ont repris le travail lundi 2 juin, après une grève qui durait depuis jeudi. Le mouvement avait démarré à la suite de la décision de la municipalité (le maire est M. René Lamps, communiste), de rémunérer au mérite les salariés de la ville et non plus à l'ancienneté. Le maire et son premier adjoint, M. Jean-Claude Dessein, député socialiste, avaient même été séquestrés à l'hôtel de ville pendant deux heures, ainsi que sept autres personnes, au cours de la nuit de vendredi à samedi. Finalement, un accord est intervenu : quatre cent soixante-dix employés vont avoir une promotion cette année.

Ce conflit des fonctionnaires municipaux a été le révélateur des querelles internes au PC et au PS, qui déclenchent la majorité au conseil municipal. La cellule communiste des employés municipaux, qui reflète l'opinion de la section d'Amiens du PC, n'hésite pas à affirmer que l'administration municipale « prépare le terrain d'une privatisation du service public ». Elle met ainsi en cause l'attitude du maire communiste, premier magistrat depuis 1971, à qui il est repro-

ché de vouloir maintenir une cohésion de gestion avec les socialistes, ce qui va à l'encontre de la doctrine officielle actuelle du PC. De son côté, une autre cellule, regroupant des contestataires du PC, est beaucoup plus nuancée. Certes, elle regrette le manque de concertation avec les employés mais affirme que « le débat politique doit amener à faire d'autres choix pour améliorer les services rendus à la population ».

Cette affaire est à rapprocher de la pétition récente signée par M. Michel Couillet, maire d'Aulx, ancien député (à qui le PC a prêté M. Maxime Gremetz pour les dernières législatives) et cinq maires communistes du département. La fédération départementale du PC et son secrétaire, M. Pierre Ringot, y étaient accusés de vouloir déstabiliser les élus par une campagne de « culpabilisation ».

Du côté du PS, on note aussi des divergences mais c'est moins affaire de doctrine que d'opportunité, afin de se placer pour conduire la liste d'union de la gauche aux municipales de 1989, tous les socialistes étant d'accord sur un point : ce ne sera plus un communiste qui sera maire d'Amiens.

MICHEL CURIE.

LES DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA VIEILLE TAUPÉ

Paul RASSINIER
Le drame des Juifs européens (90 F)
Bernard LAZARE
L'antisémitisme, son histoire et ses causes (70 F)

Wilhelm STÄGLICH
Le mythe d'Auschwitz, étude critique (150 F)
Pierre GUILLAUME
Droit et Histoire (80 F)

Vente directe par correspondance

Paiement joint à la commande
LA VIEILLE TAUPÉ
B.P. 9805, 75224 Paris Cedex 05

Nous avons les moyens de vous faire parler. Vraiment.

COURS INTENSIFS
en anglais, allemand, espagnol, etc.
• IMMERSION TOTALE*
OU
• PETITS GROUPES
OUVERT TOUT LÉTÉ

Parole de

BERLITZ

39500870

10 centres dans Paris et région parisienne.

Entreprise privée de formation.

مركز لادرس

REPÈRES ÉDUCATION

Le BTS sans le bac

L'accès aux sections de technicien supérieur (STS), qui mènent en deux ans aux Brevets de technicien supérieur (BTS), restera en principe ouvert aux élèves de terminale non titulaires du baccalauréat. M. Monory vient en effet d'adresser aux recteurs une note dans laquelle il annonce son intention de « procéder à une modification rapide » d'un décret pris par son prédécesseur à la veille des élections de mars dernier, et qui réservait l'entrée dans les STS aux bacheliers et titulaires d'un diplôme équivalent.

Ce texte n'ayant jamais été appliqué, on reviendra sans doute à la situation actuelle, où, en raison du grand nombre de candidats, le recrutement s'effectue de facto presque uniquement parmi les bacheliers (certaines séries sont même parfois supérieures) et les titulaires d'un brevet de technicien. La mesure préparée par M. Monory concerne principalement les établissements privés, notamment hors contrat, dont les sections de STS s'adressent principalement aux non-bacheliers.

M. Schwartzberg : contre les « activistes du dogme »

« L'abrogation de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur — et la loi du 12 novembre 1985 sur la proposition Foyer — ouvrirait une période d'incertitude, d'instabilité et de désordre institutionnel pour les universités », écrit M. Roger-Gérard Schwartzberg, dans le numéro de juin de la revue *École et socialisme*, consacré à l'enseignement supérieur.

« La majorité actuelle entend soumettre l'enseignement supérieur au régime de la concurrence intégrale. Elle avance des propositions « ultra-libérales », qui voudraient réguler par les lois du marché notre système d'enseignement supérieur. (...) Le système qui est proposé conduirait à l'apparition d'universités « haut de gamme » et d'universités « bas de gamme », alors qu'il importe de garantir un seuil de qualité pour l'ensemble des formations supérieures.

« La comme ailleurs, poursuit l'ancien secrétaire d'Etat aux universités, un pays ne se gouverne pas avec des solutions doctrinaires, qui seraient dictées par l'esprit de système et inadaptées à la complexité du réel. Dans l'intérêt national, le nouveau gouvernement gagnerait à prêter moins d'attention aux champions de l'idéologie et aux activistes du dogme. »

ESPACE

Huitième sortie des soviétiques

Les cosmonautes soviétiques Leonid Kizim et Vladimir Soloviev sont à nouveau sortis, le 31 mai, de la station Salout-7, pendant cinq heures. Cette sortie est la huitième — en deux missions — pour les deux cosmonautes, qui ont au total passé trente et une heures quarante minutes dans le vide. Comme lors de la sortie de la semaine précédente, qui constituait, d'après l'agence Tass, une répétition générale, ils ont installé sur la station une charpente métallique articulée, puis déployé celle-ci pour constituer une tour en forme de derrick, haute de 12 mètres.

Au sommet de cette tour sont installés deux appareils, l'un mesurant la densité de l'atmosphère, l'autre enregistrant les vibrations de la structure qui la porte. Ils ont ensuite procédé au soudage de certains éléments de la charpente, expérience annoncée comme préparant « le montage de grandes structures devant être assemblées en orbite ». Enfin, les cosmonautes ont installé à l'extérieur de la station un « micro-déformateur », qui permettra de mesurer la résistance à la traction d'échantillons d'alliages d'aluminium et de magnésium.

Une commission d'enquête pour Ariane

Les membres de la commission chargée d'enquêter sur l'échec du dix-huitième tir de la fusée Ariane seront désignés conjointement, mercredi 3 juin, par l'Agence spatiale européenne et la société Arianespace, chargée de la promotion du lanceur. Ces sept ou huit experts européens seront différents de ceux qui composaient la commission d'enquête nommée à la suite de l'échec du quinzième tir d'Ariane afin d'éviter les préjugés et les idées préconçues.

Il paraît probable, selon M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace, qu'il y a « un problème de fond sur la séquence d'allumage du troisième étage d'Ariane ». « Je ne crois pas, a-t-il dit, à un défaut de fabrication car le constructeur des moteurs d'Ariane — le SEP — a fait un gros progrès dans ce domaine », mais on ne peut manquer de s'interroger sur le fait que « ces pépins se sont produits sur les nouveaux lanceurs de la famille Ariane, Ariane-2 et Ariane-3 ». Réponse attendue le 30 juin.

SUICIDE

24 000 victimes par an au Japon

Vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-neuf personnes se sont suicidées l'an dernier au Japon, soit 987 de moins que l'année précédente, selon les statistiques publiées par la police nationale. Sur ce total, 15 624 étaient des hommes, et près d'un quart étaient âgés de plus de soixante-cinq ans. Parmi les raisons invoquées, une mauvaise santé figure dans plus de la moitié des cas. Le rapport de la police souligne l'augmentation du nombre des suicides d'enfants âgés de douze à quinze ans : 92 en 1985 contre 79 en 1984, ainsi que des enfants à l'école primaire : 12 au lieu de 10, le plus souvent à cause de problèmes scolaires. — (AFP.)

RELIGION

POINT DE VUE

Les attardés du christianisme

par GABRIEL MATAGRIN (*)

Devant quatre cents personnes réunies à Grenoble le 31 mai, Mgr Lefebvre, fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône (Suisse), a accusé « les hommes d'Eglise d'avoir détruit l'Eglise », ajoutant : « c'est le coup de maître de Satan ». L'évêque de Grenoble lui répond.

Ce n'est pas la première fois que Mgr Lefebvre vient à Grenoble mais j'ai tenu à intervenir pour dissiper un certain nombre d'équivoques qui troublent le peuple chrétien dont je suis chargé.

J'aime Mgr Lefebvre comme un frère en Jésus-Christ. Je le respecte : c'est un ancien. Je respecte ceux qui le suivent : je les crois de bonne foi. Mais je déplore l'obstination de Mgr Lefebvre : en ordonnant des prêtres à Ecône en 1978, Mgr Lefebvre s'est coupé de l'Eglise. C'est lui qui a fait rupture de son propre chef et la peine qui a été prononcée le 1^{er} juillet 1978 n'a fait que reconnaître cette situation et en tirer les conséquences. Contrairement aux dires de certains, jamais Mgr Lefebvre n'est revenu sur sa désobéissance, ni le Saint-Siège sur la sanction prise.

L'attitude de Mgr Lefebvre n'est pas liée au latin, qui est encore utilisé dans toute l'Eglise, y compris ici à Grenoble, ainsi que le grec et l'hébreu. Elle n'est pas liée à la Messe de Pie V, que j'ai plusieurs fois assistée pour des raisons légitimes.

Je suis en liens très fraternels avec les Eglises Réformées et avec les Eglises Orthodoxes, et nous travaillons les uns et les autres à une réconciliation des Eglises répondant à la volonté du Christ et aux besoins du monde d'aujourd'hui plus que jamais. Mais le cas de Mgr Lefebvre est tout autre puisqu'il prétend représenter la véritable Eglise catholique.

La logique de Mgr Lefebvre est implacable, mais c'est une erreur reposant sur une vision politico-religieuse et, précisons-le, inspirée par un certain maurassisme.

Aux yeux de Mgr Lefebvre, le monde moderne est satanique. Il est satanique dans la mesure où il est né à la Renaissance, exaltation de l'homme contre Dieu ; dans la mesure où il est né lors de la Réforme protestante, exaltation du jugement individuel de l'écriture contre la Tradition vivante de l'Eglise ; enfin dans la mesure où il est né de la Révolution, la Révolution française, une exaltation des droits de l'individu et des révolutions sociales qui, à l'inverse, représentent une exaltation de la société, qu'il s'agisse de la Nation ou du Parti.

La position de l'Eglise est très claire : accueillir l'âme de vérité des idéologies et les restituer dans une vision plénière de l'homme que nous trouvons dans la Bible où il nous est dit que l'homme est créé à l'image de Dieu. Il y a une vérité de la Révolution française, de l'affirmation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et il y a une vérité du libéralisme à condition de bien le préciser. Il y a une vérité des marxismes, des socialismes et des communismes. Il y a une vérité du nationalisme.

« Là où est l'évêque... »

La position de l'Eglise en face du monde moderne, de ses aspirations et de ses erreurs a été précisée bien avant le Concile de Vatican II mais dès la fin du vingtième siècle par le pape Léon XIII. Il s'agit d'être présent dans le monde tel qu'il est sans pour autant pécher aux erreurs qui l'empêchent. Ce fut la position de tous les papes que j'ai personnellement connus, Pie XII, Paul VI, Jean-Paul I^{er} et Jean-Paul II. C'est la position du Concile dont le dernier Synode romain vient de dire qu'il est dans la continuité historique et dogmatique des conciles précédents.

En définitive, Mgr Lefebvre et ses adeptes ont peur du monde moderne. Or je voudrais souhaiter que l'on ne confonde pas les attardés de la chrétienté, qui seront emportés par les flots de l'histoire, avec le peuple chrétien qui avec nous, patiemment, laborieusement, prépare aujourd'hui l'Eglise de demain, l'Eglise de Jésus-Christ, qui seule a les promesses de l'Eternité.

(*) Evêque de Grenoble.

ENVIRONNEMENT

La France renonce à injecter des saumures dans le sous-sol alsacien

La guerre du sel, qui dure depuis vingt ans entre la France et les Pays-Bas, entre dans une phase cruciale. Le gouvernement français vient en effet d'informier officiellement le 2 juin ses partenaires de la Commission internationale du Rhin (Allemagne fédérale, Pays-Bas, Suisse) qu'il ne pourra pas respecter l'une des clauses de la Convention de Bonn (1976) qui prévoyait l'injection dans le sous-sol alsacien d'une partie des saumures produites par l'exploitation des Mines de Potasse d'Alsace (MDPA).

Après avoir renoncé au site de Chalmé (haut-Rhin), où la population locale avait manifesté son opposition en occupant les lieux pendant dix mois, les autorités françaises penchaient pour le site voisin de Reiningue, géologiquement plus sûr. Mais les élus alsaciens, avec à leur tête M. Pierre Weisenborn, député RPR du Haut-Rhin, ont marqué leur opposition résolue à toute injection de saumures en sous-sol et proposé en échange la construction d'une saline capable de produire 500 000 tonnes de sel par an.

Cette dernière solution, qui avait la préférence de M. Jacques Chirac, a déclenché une guerre franco-française entre l'Alsace et la Lorraine, dont les salines ont

déjà bien du mal à écouler leur production (430 000 tonnes de sel raffiné en Meurthe-et-Moselle). En apprenant le 27 mai que le premier ministre avait assuré à M. Weisenborn que le projet d'injection était abandonné, le comité de défense des salines lorraines s'est mobilisé. Nous indiquons notre correspondant à Nancy. Le général Bigard en tête, les élus lorrains se sont rendus le 2 juin à l'hôtel de ville de Nancy pour remettre une motion demandant au premier ministre « d'adopter une position ferme » contre le projet de saline en Alsace.

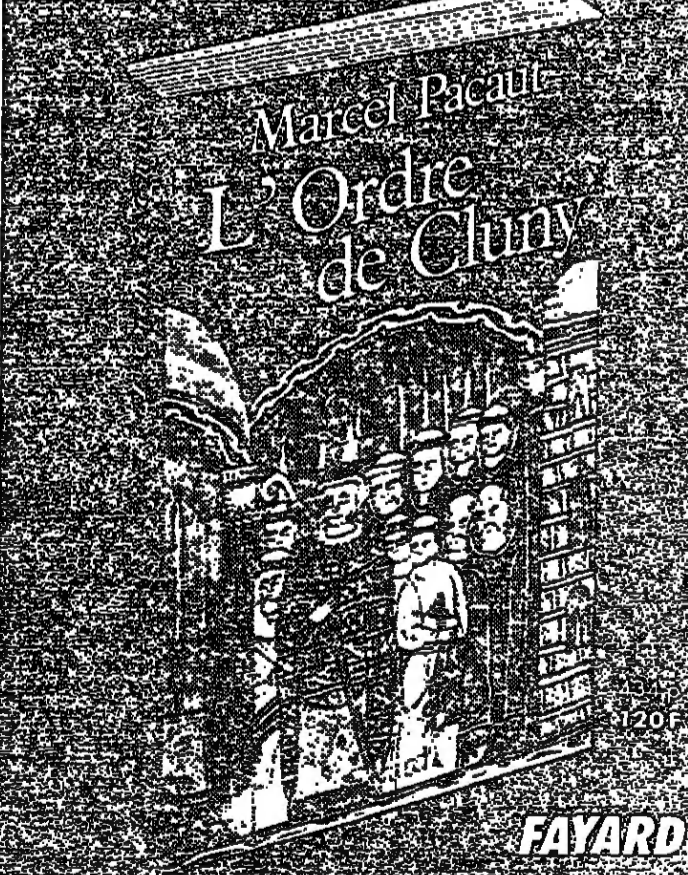
Le gouvernement français est donc pris au piège de cette affaire empoisonnée : il doit mécontenter soit les Alsaciens, soit les Lorrains — discrètement soutenus par leurs deux ministres, MM. François Guillaume et André Rossinot — soit encore ses partenaires de la Convention de Bonn qui avaient accordé un nouveau suris de dix-huit mois pour que la France réduise ses rejets dans le Rhin de 1 million de tonnes de sel avant janvier 1987. Les Néerlandais, en particulier, seront fondés à exiger le remboursement des millions consentis pour l'injection des saumures dans le sous-sol français.

R. C.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Marcel Pacaut, familier de ces époques encore mal éditées, signe un ouvrage d'un intérêt permanent : il apporte sur la naissance de ce qui deviendra l'Europe, des informations souvent méconnues. On le suit dans une fresque haute en couleur et jalonnée par des églises et des lieux, chefs-d'œuvre de l'art roman.

Pierre Lamy - La Charente Libre



« Pas un seul pays au monde, même la Suisse, où le peuple, souverain », ait le pouvoir. S'il l'avait, pourtant : — Dans trois mois il n'y aurait plus de piraterie, ni de détournements, ni de prises d'otages. — Dans trois mois, il n'y aurait plus de drogue. — Dans trois semaines, il n'y aurait plus de vols. — Dans trois jours, il n'y aurait plus de viols. »

Où trouve-t-on des propos aussi subversifs ? Mais dans la Dimension première, de Roger Minne.

Si vous croyez que les partisans du cosmopolitisme sont des pique-assiettes, qu'il faut jurer les gens sur la mine, qu'une Majesté, c'est à prendre ou à laisser, que seule la vérité est révolutionnaire, que Jean-Paul II devrait faire canoniser Georges Brassens, qu'un rien amuse le mauvais sort...

Si vous n'avez pas peur de lire que le grand dessein des Anglo-Saxons sur la terre est la lente destruction de leur seul obstacle : les Gello-Romains... Si vous aimez Dieu, les Femmes, les Gaulois, la beauté de la langue française, lisez le nouveau livre, dont parle tout le monde francophone, de

ROGER MINNE

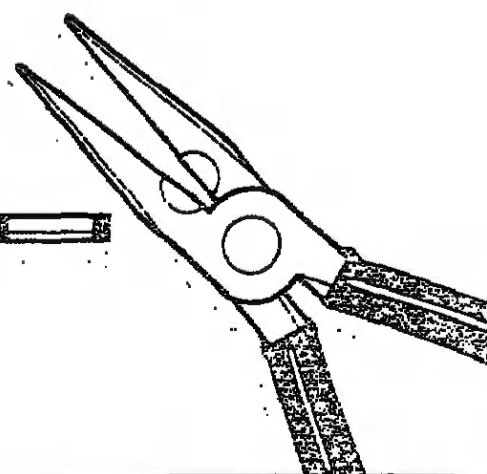
LA DIMENSION PREMIÈRE

Recevez quelques exemplaires dans toutes les bonnes librairies. Signez : aux Editions Jean Minne, 24, rue Jean-Nicolet, 75007 Paris. Tél. : 45-51-34-12. 68 F. Par retour immédiat du courrier. Si vous vous êtes ennuyé ou senti instant à la lecture de la Dimension première, renvoyez votre exemplaire à l'éditeur, qui vous remboursera sans discussion.

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

REALISATION: UNE NOUVELLE PRECISION S'IMPOSE.





LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

La chance et la fortune

Grâce à un nouveau régime jockey, la Tchèque-Hava Mandlikova a cravaché, lundi 2 juin, vers sa cinquième demi-finale dans les Internationaux de Roland-Garros après avoir sauvé une balle de match contre la jeune Allemande de l'Ouest Steffi

Grâce à Mandlikova affrontera à ce stade l'Américaine Chris Evert-Lloyd, détentrice du record de victoires (six) porte d'Autriche, qui a éliminé la jeune Canadienne en concédant une

Matchs très serrés également dans les huitièmes de finale masculins, excepté pour Henri Leconte qui a battu l'Argentin de la Pena en trois manches. Son prochain adversaire, le Soviétique Chesnokov, a perdu un set contre le Mexicain

Maciel. Il a perdu quatre manches. Suédois Pernfors pour venir à l'Argentin Jaito, tandis que l'Espagnol Sanchez résistait cinq manches à l'Allemand de l'Ouest Becker.

-A-t-il la chance? demandait Napoléon à son nouveau général. Si la formule s'applique aux courts de tennis, il faut nommer d'abord Boris Becker généralissime, le suprême des artilleurs de la raquette.

Car on pouvait s'attendre à ce que le premier joueur non tête de série à gagner ainsi successivement sept matches sur le gazon de Court Philippe-Chatrier, après avoir battu l'Américain Mayotte pour une entorse et après avoir réussi à gagner quatre matches d'abord, puis Jarryd, pour tomber sur un traqueur comme Corren, l'ait prouvé que les Français n'étaient pas si ingrats!

En fait, en effet, la RFA pour la finale de la Coupe Davis. Et on voit aujourd'hui se frayer un chemin vers la finale de Roland-Garros, grâce à ces petits coups de pouce de la chance qui changent un destin.

En effet, la finale, par exemple, il avait été sérieusement accroché par l'Américain Teitsch. Mais la tombée de la nuit, il n'aurait pas été très frais pour aborder la quatrième manche. Mais, après quelques heures de sommeil, il n'a aucun mal à asphyxier le livide qui, il y a sept ans, avait permis à un "Coup de bol"?

Cela peut arriver à tout le monde, mais là, deux, cela justifie bien le surnom de "Boom-Boom" : bonjour les dégâts! Bref, après la nuit, c'est la pluie qui lui a permis de se remettre en selle.

Un match dans la quatrième manche de son huitième de finale contre Emilio Sanchez. Après avoir perdu en deux sets, l'Espagnol avait entrepris le travail de sape qui lui avait permis d'effacer l'Allemand de l'Ouest en quart de finale des récents Internationaux d'Amst.

Et il n'est pas plus sage, notre champion tchèque, A-4-4, dans la quatrième manche, son visage avait même pris une jolie teinte pinocée comparable à celle que Donald

Budge, l'ancien vainqueur du grand chelem, arborait, mais pour d'autres raisons, dans la tribune présidentielle. Comme de grosses gouttes tombaient sur le Central, depuis un moment, il demandait l'interruption de la partie sous prétexte que le terrain trop glissant devenait dangereux. Requête acceptée. En fait, cela sauva Becker comme un boxer est sauvé par le gong.

Quand il est sorti de la tribune, il avait en main le jeu du 10. Quand il en a eu un demi-heure plus tard, il avait retrouvé toute sa vigueur. Et, une heure après, il était vainqueur. Sanchez étant sorti de la partie en même temps que du court pour ne plus y rentrer vraiment. Or, rien n'aurait été pareil si le match n'avait pas été interrompu si l'aurait repris seulement le lendemain.

Il y a bien ce qui s'appelle une chance, mais dans une audace de flambour professionnel, Becker a tiré un bon coup qui peut lui rapporter très gros.

Accent géorgien

Car, comme à Wimbledon l'an passé, le chemin de la demi-finale, voire de la finale, paraît désormais largement ouvert. Son prochain adversaire sera le sud-africain en lice. Mais un Match qui parle beaucoup avec l'accent géorgien.

Avant de venir à Paris, ce vainqueur du championnat universitaire américain n'avait jamais gagné le moindre match de Grand Prix en Europe. Avec un coup droit, modèle Bolletieri, et un revers à deux mains, comme Wimbledon, il a fait le ménage dans le quart de tableau de

Becker, éliminant successivement des têtes de série, son compatriote Edberg et l'Argentin Jaito. Son principal adversaire dans l'échange, il a une vivacité de jeu, un "Boom-Boom" n'a guère l'habitude de laisser une victoire à un joueur plus classé que lui.

Théoriquement, il devrait donc affronter, en demi-finale le vain-

queur du match Leconte-Chesnokov, c'est-à-dire du 10. Mais, d'un côté, l'attaquant et le défenseur. L'un et l'autre n'ont pas eu de difficulté à huitièmes de finale. Le bras gauche du Français a foudroyé l'Argentin de la Pena. Le bras droit du Soviétique a fait le Mexicain Maciel. Tous les deux ont paru dans une forme éclatante.

Trop pour résister les matches prochains. D'ailleurs, lundi, c'était moins le rapport des forces en présence que le rapport des performances de Chesnokov qui faisait problème. Autrement dit, touche-t-il

non les gains auxquels il peut prétendre grâce à ses victoires? Autrement dit, n'est-ce pas à-t-il plus le statut d'amateur? Question d'importance mineure, apparence, qui soulève un problème de fond : la qualification aux Jeux olympiques de 1988 des tennismen soviétiques.

Quand on interroge Chesnokov, il dit que son Fédération lui retourne le "pincode" de roubles sur ses gains, comme cela se pratique en athlétisme. Il ne peut donc pas. Pas de tout, réplique-t-on à la Fédération internationale de tennis : un

joueur touche ses gains si il est professionnel : ou bien il ne touche pas, et il est amateur. Dans ce cas, il abandonne les sommes gagnées aux organisateurs des tournois. Dilemme? Pas du tout, précise Proserv, l'agent commercial de la Fédération soviétique : Chesnokov n'encaisse rien. Mais comme les Soviétiques ont besoin d'argent pour leurs joueurs sur le circuit mondial, on étudie une solution ménageant la chèvre et le chou. Solution très diplomatique. Il faut en peser les termes qu'un

interprète l'ambassade soviétique est venu proposer : services pour les conférences de presse à Chesnokov. Boris Becker ignore ce genre de souf. Pendant que le Soviétique demande comment il pourrait offrir une télévision couleur à sa mère, l'agent de l'Allemand vient, les 20 % de commission. d'acheter une des dernières Porsche fabriquées. A ce point, cela s'appelle d'ailleurs plus la chance, mais la fortune.

ALAIN GIRAUDO.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-83-12-86

Vente au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 19 JUIN 1986, à 14 heures
UN APPARTEMENT
en 3 étages, de 2 pièces principales - CAVÉ - Dans un immeuble sis à CLICHY-LA-GARENNE (92) - 76, rue Henri-Barbuse - MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{rs} BENSUSSAN-BORSTENSTEIN, notaire à ASNIÈRES (93) - 92, rue de la République - 93005-43; M^{rs} Michel POCHARD, avocat à ASNIÈRES (93) - 9, rue Lavoisier - 93005-43 - Tél. : 47-98-94-14.

VENTE APRÈS LIQUIDATION DES BIENS AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, le JEUDI 12 JUIN 1986, à 14 heures
DOUZE CHAMBRES
dans le 3^e étage du bld. A, 5 et 6 du bld. A et 1^{er} et 2^e du bld. B, formant les lots 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704,

En vente chez votre marchand de journaux.

Du sang et des spermatozoïdes

Les dons du sang diminuent, ceux du sperme se font plus en plus rares. Voici l'heure du marketing au service de la solidarité.

« **S**oyez pas nuls, filez vos globules... Le CNTS (Centre national transfusion sanguine) vient de comprendre qu'il fallait chanter de discours pour recruter de nouveaux donneurs. Il y avait sinon une urgence absolue, du moins une situation inquiétante. En 1980, après une progression régulière, nous avions atteint 4,2 millions de donneurs, explique M. Sifeddine Ourabah (CNTS). Nous sommes tombés à 3,9 millions. Grâce à l'amélioration des techniques, c'est suffisant pour les besoins actuels, mais le fait inquiétant, c'est la diminution des nouveaux donneurs. En moins de dix ans, le taux de renouvellement est passé de 15 à 8 %.

En 1983, le secrétariat d'Etat à la Santé confiait au cabinet SOR- GEM la réalisation d'une étude sur les motivations des donneurs. Objectif : définir et adopter de nouvelles stratégies de communi-

cation. Quelques-unes des conclusions de cette étude viennent d'être mises à l'œuvre : il y a quelques jours, les murs du métro parisien Châtelet-les Halles, en présence de M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée à la Santé, ont permis d'enregistrer près de 300 nouveaux donneurs sur les sept onze volontaires qui se présentaient en cinq jours. Autre élément encourageant, l'adhésion des jeunes : près d'un donneur sur deux avait moins de vingt-cinq ans et 68 % moins de 40 ans.

Semence pauvre

« Ne soyez pas stupides, donnez vos spermatozoïdes », telle formule du professeur Georges David, président de la fédération des CECOS (Centres d'étude et de conservation du sperme humain), sera-t-elle un jour le support d'un véritable marketing ? Peut-être, puisqu'on envisage sérieusement au sein de cette fédération de lancer prochainement une action nationale pour inciter au don de sperme. La situation dans ce domaine est en effet particulièrement critique, après une progression constante, les CECOS avaient atteint un plateau en 1983 (569 dons acceptés). 1984 avait vu une diminution notable du nombre de donneurs ; puis, après une initiative limitée de marketing (599 dons en 1984), on assiste aujourd'hui à une chute de 25 % du nombre de donneurs.

Ce phénomène est inquiétant à un double titre. D'abord, parce qu'il remet en question le principe même de l'insémination artificielle sans donneur. Ensuite, parce qu'il oblige les spécialistes de la prise en charge médicale de la stérilité à utiliser du sperme dont les capacités fécondantes ne sont pas parmi les meilleures. Ce qui diminue d'autant les chances de réussite de l'insémination artificielle.

Ainsi le taux moyen de succès par cycle féminin qui pourrait, en théorie, avec du sperme d'excellente qualité, être de 15 %, est-il aujourd'hui ramené à 7 % seulement. Corollaire, le nombre d'inséminations après insémination plafonne à 1 900 par



Dessin de J.Y.

an, et ce alors même que le nombre de demandes d'environ 1 000 chaque année ne cesse d'augmenter.

L'altruisme du donneur de sang

Une enquête fort intéressante de M^{me} Simone Novas, médecin au CHU de Bordeaux, a cherché quelles images avaient du don de sang les hommes et les femmes. On apprend ainsi que l'altruisme du donneur de sang n'est en aucune manière superposable à celui du donneur de sperme. Les hommes qui refusent d'ovuler la possibilité d'un don de sperme sont en fait des hommes qui refusent de donner leur sperme. Les hommes qui refusent de donner leur sperme sont en fait des hommes qui refusent de donner leur sperme.

l'identification du géniteur. Ils peuvent ne pas désirer d'enfant (ni pour eux, ni pour d'autres) ou vouloir des enfants que dans leur famille. Souvent, la préconisation de l'adoption comme palliatif à la stérilité masculine. Les hommes qui refusent l'éventualité d'un don perçoivent au contraire le sperme comme un « liquide de vie » qui permet de sauver un couple stérile et ils considèrent le don comme une véritable catastrophe. D'autres ont une attitude ambivalente : ils hésitent à s'engager dans une situation qu'ils ne maîtrisent ni au contrôle. Ils voient aussi dans ce don un plaisir coupable pris au défilé de la vie normale du couple. Ils estiment enfin souvent qu'il conviendrait de laisser les célibataires faire de tels dons. Lorsqu'il y a un don chez la femme, c'est souvent qu'elle perçoit le couple comme étant un engagement réciproque. Certaines femmes perçoivent aussi le

de leur mari comme étant leur propriété (1).

Toutes ces données, actuellement prises en compte au sein de la fédération des CECOS. Diverses initiatives sont aussi menées ou à pour augmenter au plus vite les effectifs des donneurs. Un peu partout, on incite fortement au don les candidats à la vasectomie qui font conserver leur sperme par congélation dans les CECOS. Représentant certains des résultats de l'enquête SOFRES - Le Monde qui avait établi l'an dernier que les hommes de gauche étaient plus nombreux à donner que ceux de droite, les responsables des CECOS ont pris avec les services du Nouvel Observateur, en accord avec la direction de l'hebdomadaire.

Sans doute l'humour sera-t-il ici plus difficile à manier. D'un côté, l'esprit des CECOS est celui d'un couple fécond pour un couple stérile. Mais, d'autre part, toutes les hypothèses, quelles que soient les difficultés d'aujourd'hui, les CECOS n'entendent pas modifier les règles qui régissent le don (anonymat du donneur). « Mais sur, il serait très facile de passer d'un homme à un autre dans les foyers de célibataires ou d'immigrés », explique le professeur Georges David. Mais pour d'indiscutables raisons éthiques et médicales, les CECOS refusent de tomber dans cette facilité. Au risque d'être incompris, voire critiqués. L'heure est donc plus que jamais à la communication.

JEAN-YVES NAU.

(1) Cette étude a été présentée lors de la première journée de périconception organisée les 11 et 12 avril dernier à la faculté de médecine de Bordeaux. Sur ce thème on pourra fort utilement se reporter à deux revues : Dialogue (revue trimestrielle éditée par l'Association française des centres de consultation conjugale) numéro du 1^{er} trimestre 1985. Dialogue : 34, avenue de la République, 75014 Paris. Tél. : (1) 45-89-18-50. Le revue L'homme (numéro du printemps 1986) L'homme : Stérilité, traitements, contournements. Revue L'homme : 12, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-73-62.

Le spleen des CECOS

L'absence d'étude de la motivation du sperme humain (CECOS) ont le spleen. En effet, le don de sperme est un acte qui soulève de nombreux problèmes éthiques et économiques. Les CECOS ont une mission unique : fournir du sperme de qualité à des couples stériles. Mais pour ce faire, ils doivent recruter des donneurs. Or, la situation est préoccupante. Le taux de renouvellement est passé de 15 à 8 %.

temps d'aller plus loin, de conquérir de nouveaux donneurs. Mais il y a aussi de grandes résistances à l'idée de l'insémination artificielle sans donneur. Malgré le caractère médical de leur action, les CECOS ne réussissent pas à recruter de nouveaux donneurs. Le don de sperme est un acte qui soulève de nombreux problèmes éthiques et économiques. Les CECOS ont une mission unique : fournir du sperme de qualité à des couples stériles. Mais pour ce faire, ils doivent recruter des donneurs. Or, la situation est préoccupante. Le taux de renouvellement est passé de 15 à 8 %.

J.-Y. N.

Contraception : plaquettes pour hommes

Lorsqu'elle sera définitivement au point, la pilule pour hommes pourrait bien, elle aussi, bouleverser les rapports traditionnels existant au sein des couples.

DANS quelques jours, les feux de l'actualité vont être à nouveau braqués sur la contraception masculine, à l'occasion de la tenue à Paris, les 19 et 20 juin, du quatrième Forum international d'andrologie. Et même s'il ne faut en attendre aucune révélation fracassante, force est de constater que, de petits progrès en petits progrès, les méthodes hormonales de contraception masculine commencent à faire la preuve de leur efficacité. C'est-à-dire qu'il est possible, en prenant quotidiennement une association progestérone-testostérone, de tarir la production de spermatozoïdes sans freinant la synthèse des hormones hypophysaires FSH et LH.

Cette méthode contraceptive n'a évidemment rien à voir avec les méthodes de stérilisation définitive que la vasectomie ou le gey-sypol. Mais plus qu'elle ne peut être assimilée aux méthodes d'inhibition irréversible de la spermatogénèse (appelées aussi « drogues anticancéreuses », soit à des molécules agissant sur une substance hormonale (la LH-RH).

Mais à part la technique du retrait de l'utilisation de préservatifs, l'association hormonale progestérone-testostérone est donc bien, actuellement, l'une des seules méthodes de contraception masculine. Son efficacité peut être appréciée au vu des résultats

d'une étude que le docteur Jean-François Spira a rendu publique au cours du Forum (1). Dix-huit hommes ont accepté de prendre pendant six à dix-huit mois, chaque jour, deux comprimés de médroxyprogesterone (dosés à 10 mg) de s'appliquer quotidiennement sur l'abdomen un gel de testostérone. Pendant la durée de leur traitement, un spermogramme pratiqué tous les mois, à même qu'à intervalles réguliers (examens cliniques et biologiques (en particulier dosages des lipides sanguins). Au bout de deux à trois mois de contraception, le spermogramme objectivait une azoospermie (absence de spermatozoïdes dans l'éjaculat), sans pour autant qu'il se produise une diminution du taux de testostérone plasmatique. Fait capital, le spermogramme est chaque fois redevenu normal après l'arrêt du traitement.

Pendant toute la période de l'essai, une surveillance médicale a été observée. Un élément de surveillance important pour les hommes a été le taux de testostérone plas-

matique. Celui-ci, du fait d'un traitement hormonal de type médroxyprogesterone, a subi une diminution de leurs conjoints, a parfois augmenté dans des proportions relativement importantes. Dans ce cas, il a fallu diminuer la dose de testostérone de manière à prévenir l'apparition d'une pilosité excessive.

Reste, à tous les spécialistes en convenant, que ces voies d'administration ne sont ni agréables ni agréables d'emploi. Les badigeonner l'abdomen chaque matin, prendre une douche chaque soir, changer quotidiennement de sous-vêtements ne sont pas sans poser de nombreux problèmes. A tel point d'ailleurs que, dans la région lyonnaise, plusieurs personnes - qui, il est vrai, suivaient un traitement sensiblement différent - ont préféré abandonner leur contraception (Le Monde daté 18-19 mai. Edition Rhône-Alpes).

Autre problème, le coût de cette méthode contraceptive, que l'on peut situer aux alentours de 326 F par mois (contre 30 F avec un simple préservatif).

En définitive, conclut le docteur A. Spira, (unité 292 de l'INSERM), il faut considérer la contraception masculine comme une panoplie de méthodes et de voir laquelle lui convient le mieux, au moindre risque et à la meilleure efficacité. Un choix qui obéit, également, à des critères sociologiques et culturels.

Alternance contraceptive

A l'égard, une question se pose. Lorsqu'elle sera définitivement au point, la contraception masculine va-t-elle bouleverser les rapports traditionnels existant au sein du couple en y introduisant la notion d'alternance contraceptive ? Entendra-t-on sous peu interrogations du genre « Chéri, je te rappelle que, dans trois jours, c'est à ton tour... » ? Entendu qu'il prendra la pilule ? Visiblement, les premiers adeptes de la « pilule pour hommes » ne l'envisagent pas ainsi. Ils se consacrent à mener sur environ 150 hommes (2), la première motivation de ceux qui se décla-

rent d'accord pour utiliser un tel moyen contraceptif est la recherche d'une efficacité maximale. Deuxième motivation, la préservation de la santé de la partenaire. En général, il s'agit d'hommes dont les conjoints ne peuvent prendre la pilule du fait d'une contre-indication médicale. Ensuite, c'est le fait de 70 % seulement des personnes interrogées, vient le désir d'avoir un enfant « quand on veut », un vieux slogan féministe ramené à la masculinité. Dernière motivation, celle qui consiste à dire « Je veux régler ma vie sexuelle comme je l'entends ».

A dire vrai, ces résultats ne sont, en pratique, pas vraiment corroborés par les impressions - subjectives - du docteur Soufir. Il est pour ce part davantage frappé par le fait d'alternance des hommes sous contraception - « un mois, moi ; un mois toi », - qui voit là, sans doute, une

évolution supplémentaire de manière leur amour pour leur compagne. A l'inverse, il existerait la part de ces derniers une sorte de gratitude en regard du conjoint « qui accepte de partager les risques ».

Reste le problème, à vrai dire crucial, posé par la méthode hormonale de contraception masculine. Il s'agit de faire une technique qui soit simple, demande tout à être simplifiée du point de vue de son utilisation et être validée par de plus vastes études, sur des échantillons de population plus importants.

FRANCK NOUCHI.

(1) Etude réalisée par le docteur J.-C. Soufir, A. Laporte, M. Roger, F. Jouanolle et F. Spira (hôpital de Bordeaux).

(2) Cette enquête a été réalisée sous la direction du docteur A. Spira (unité 292 de l'INSERM, hôpital de Bordeaux).

Pilule unisexe

La pilule contraceptive unisexe est pour demain. D'ici à quinze ans, c'est ce qu'on va voir. C'est du moins ce que viennent de déclarer des chercheurs australiens, après qu'ils eurent réussi à cloner de l'inhibine humaine, une hormone capable de bloquer la production de spermatozoïdes chez l'homme et l'ovulation chez la femme. Présente dans l'organisme, cette substance protéique est connue depuis qu'en 1932 un chercheur du nom de Mac Callagh avait observé l'existence d'un produit testiculaire soluble dans l'eau, capable de prévenir l'apparition des cellules qui se développent dans l'hypophyse après castration. Plus précisément, il s'agit en fait d'une hormone sécrétée par les cellules de Leydig du testicule, qui agit au niveau de l'hypophyse en inhibant sélectivement la synthèse et la libération d'une autre hormone, le FSH.

En décembre 1985, des équipes, l'une américaine, avaient simultanément qu'elles

avaient réussi à cloner de l'inhibine de vache et de porc. Depuis, une véritable course s'était engagée. Et c'est donc l'équipe australienne qui, la première, a réussi à cloner l'inhibine humaine (1). Dorénavant, il est donc possible de produire cette substance en quantités. Et de commencer à essayer de mettre au point un contraceptif masculin qui s'adresserait aussi bien aux hommes qu'aux femmes. D'ores et déjà, il est possible d'effectuer des dosages de la substance d'inhibine. De telles analyses pourraient se révéler très utiles chez les personnes souffrant de troubles de la fertilité, l'inhibine étant un bon reflet de la fonction gonadotrope.

En pratique vétérinaire, l'inhibine pourrait également avoir d'importantes applications en permettant d'augmenter la fertilité animale.

F. N.

(1) Cette annonce a été rapportée dans l'hebdomadaire britannique New Scientist du mai 1986.

RADIOACTIVITE :
Quels sont ses effets sur les organismes vivants ?
Science & Vie répond. JUIN

SCIENCE & VIE

(Publicité)
La Faculté de médecine de Paris-13
organise, à partir d'octobre 1986
un **diplôme universitaire d'études biologiques, psychologiques et sociales de la sexualité**

Ce diplôme est ouvert, sur dossier et après entretien, à tout membre des professions de l'éducation et du champ social confronté dans sa pratique professionnelle à des problèmes de sexualité.

Le diplôme est organisé dans le cadre du département de psycho-pathologie (professeurs LEBONNIER et MAZET) de la Faculté, par les docteurs Suzanne KEPES et André DURANDEAU.

Renseignements et candidatures : Service des enseignements spéciaux Université Paris-13, Faculté de médecine, 74, rue de la Chapelle, 93000 Paris. Tél. : 48-36-55-79, 112.

LA FOLIE DES AUTRES
Traité d'ethnopsychiatrie
clinique T. NATHAN
Une réponse aux problèmes concrets de la clinique interculturelle.

50/50

COMMUNICATION

LA POURSUITE DU PLAN CABLE

Rennes confie son réseau à la Caisse des dépôts

La remise à plat du paysage audiovisuel par le gouvernement ne semble pas gêner outre mesure le développement des réseaux câblés. Tandis que la ville de Toulouse signe un protocole d'accord avec le nouveau ministre des P et T, celle de Rennes conclut un contrat d'exploitation avec Communication dévelop-

pement, filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Les 11 et 12 juin, l'ensemble des collectivités locales et les partenaires industriels et financiers impliqués dans le dialogue se retrouveront à Montpellier pour « Mediaville 86 », organisé par l'Association des maires des grandes villes de France.

En mars 1985, Rennes était la première ville à signer un accord de câblage avec les PTT, après deux ans de négociations serrées sur les tarifs de location du réseau. Aujourd'hui, M. Edmond Hervé, ancien ministre de la santé et maire de la ville, joue le nouveau les pionniers en confiant l'exploitation du réseau à une société privée dont Communication développement, filiale de la Caisse des dépôts, détient 51 %.

Pour compléter le tour de table, des négociations sont en cours avec la FNAC, Saint-Gobain, la France Caux et le quotidien *France*.

Cet accord confirme la tendance au désengagement financier des collectivités locales. Plus d'avance remboursable aux PTT pour la construction des réseaux, la ville prévoit la première version du plan-câble en 1986. Elle est responsable directe de la société d'économie mixte créée par la loi de juillet 1984. Devant l'ampleur des investissements nécessaires (sept millions de déficit avant l'équilibre d'exploitation), le réalisme a pré-

valu : c'est un partenaire privé, à la fois financier et opérationnel, qui assume l'ensemble des risques.

Toutefois, la collectivité locale n'abandonne pas toutes ses prérogatives puisque le bail dont jouit Communication développement n'est que de neuf ans. En cas de divorce, la société privée peut revendre son fonds de commerce à la ville.

Réalise le contrat d'exploitation signé par Rennes est aussi exigeant. Tirant les leçons du démarrage difficile du réseau de Cergy-Pontoise, la ville et son partenaire ont décidé de lancer immédiatement une programmation ambitieuse, qui ne se limite pas à la simple rediffusion des chaînes existantes.

Ainsi, l'exploitant privé doit, aux termes du contrat, consacrer 5 millions de francs par an au financement d'un programme local. De plus, dès son ouverture le 21 mars prochain, le réseau proposera un canal de paiement à la consommation (*pay per view*) programmant des films exclusifs, des événements sportifs et culturels. Cette innovation dans le paysage audiovisuel français est rendue techniquement possible à

Rennes par le câblage intégral en fibres optiques.

Communication développement a un projet ambitieux : celui de s'attaquer au problème des collectifs pour les immeubles qui ne peuvent recevoir les nouvelles chaînes privées. En attendant le câble, la société propose la rénovation des antennes pour qu'elles puissent recevoir non seulement la « 5 » et TV 6 mais aussi les satellites de télécommunications et les futurs programmes du satellite de télévision directe TDF 1. A condition, toutefois, de confier la gestion de ces services à l'exploitant du réseau câblé, afin d'éviter une concurrence sur les nouvelles technologies. Initiative importante, puisqu'elle pourrait dynamiser le marché des antennes de satellites, tout en assurant la complémentarité avec le plan câble.

La filiale de la Caisse des dépôts, qui est aussi un gros propriétaire de logements collectifs - devrait présenter ses propositions au prochain congrès des FLM et négocier avec les pouvoirs publics.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le congrès du SNJ

OPPOSITION FERME

A LA PRIVATISATION DE TF1

Le sixième congrès du Syndicat national des journalistes (SNJ), qui a eu lieu à Ambleteuse (Pas-de-Calais) au mois de mai, a été surtout marqué par l'annonce de la privatisation de TF1. La motion finale du congrès, intitulée « *Le SNJ s'oppose à la privatisation de TF1* », a été adoptée à l'unanimité. Elle a été portée par le gouvernement de M. Chirac au service public de l'audiovisuel et souligne la participation du SNJ au mouvement de protestation qui s'est exprimé, notamment au cours de la journée de grève du 21 mai. Les syndicats de journalistes (SM), d'avocats (SAF) et de policiers (SAFP et SNAPC), dans un porte-parole, ont tenu pendant le congrès pour défendre les libertés, civiques et syndicales, ont également manifesté leur opposition au « *bradage* » de TF1, et leur soutien à la campagne d'opposition.

La résolution finale du congrès a aussi pris acte de la récente signature de l'accord-cadre sur la modernisation des entreprises de presse, comportant à terme la saisie directe par les journalistes (le Monde du 3 mai). En conséquence, « *le SNJ considère qu'un des combats essentiels des années à venir est la formation professionnelle des journalistes* ».

Enfin, la manière dont la presse read compte trop souvent des immigrés a fait l'objet d'un dialogue fructueux avec M. Harlem Désir, fondateur du SOS-Racisme. « *Il est temps, a déclaré celui-ci, que les immigrés quittent la seule rubrique des faits divers* ».

A l'issue du congrès, deux postes de journalistes ont été renouvelés : Olivier De Lage (Radio-France internationale) et Jean-Paul Garnier (FR3) ont été élus, aux côtés de François Boissarie, Claude Durioux et Daniel Gentot.

Le groupe de presse américain Times Mirror va acquiescer le « *Baltimore Sun* ». Un des principaux groupes de presse américains, le groupe Times Mirror, a annoncé le 28 mai qu'il allait acquiescer pour 600 millions de dollars le groupe A.S. Abell, qui édite le prestigieux quotidien *Baltimore Sun* (douze prix Pulitzer remportés, dont deux l'an dernier), l'*Evening Sun*, et qui contrôle deux chaînes locales de télévision. Avec ces deux nouveaux titres, le groupe Times Mirror posséderait dix quotidiens (dont le *Los Angeles Times*), qui représentent un tirage global de trois millions d'exemplaires. Le groupe Times Mirror contrôle aussi des réseaux de télévision par câble, des banques et des assurances.

Et si nous nous donnons la main pour créer la première agence francophone ? Celle qui se consacrerait à la quête de l'information au pouvoir ?

« *Allons l'idée de la patrie, comme le dit le pub, le jour de gloire est arrivé* ».

(1) Il s'agit du grand publicitaire de Chicago, Leo Burnett.
(2) Feldman, Calvez Associés, Boule, Duc, Dupuy, Petit et Roux, Séguin, Cayez et Goudard.
(*) Vice-président de Roux, Séguin, Cayez et Goudard.

POINT DE VUE

La Bourse ou la pub

par JACQUES SÉGUÉLA (*)

C'est une histoire de pub ?

Un publicitaire va chez un psychologue et lui dit :

« Ah ! docteur, c'est horrible, mon frère se prend pour une poule, que dois-je faire ? »

« C'est très simple, diagnostiquez le médecin, faites-le enlever ! »

« Bien sûr, docteur, réplique le frère, mais cela m'ennuie beaucoup parce que vous voyez, moi, je vende les œufs. »

« Ah ! bon, ça c'est plus sérieux, annonce le consultant. Comment vous appelez-vous tous les deux ? »

« Satchi et Satchi », répond le patient.

Les publicitaires se sont fait financiers. Instigateurs de cette mutation : les deux enfants prodiges du grand frère de la publicité anglaise, les Satchi Brothers. En dix ans, ils ont fait de leur échoppe londonienne le premier groupe de communication du monde. Merci pour eux ; merci aussi à l'édame de fers dont ils sont depuis son avènement les publicitaires de choc. Merci surtout à la City. Ils ont su l'entraîner pour mieux la faire flamber. Et pour cause, a contrario des secteurs industriels de pape, tortue des retours sur investissements, le business de la pub est le livre des rendements : jamais la rentabilité n'avait atteint de tels sommets. Elle l'a fait à la bourse de New York.

Mais toute cette ruée vers l'or a ses revers de fortune. A chaque nouveau cocorico boursier, Charles et Maurice Satchi tiennent un peu plus leur pouce aux œufs d'or, rien ne garantissant qu'ils pourront demain tenir leur foudra. La Bourse comme le mariage vous conviendrait à garder le rythme. Si au départ vous avez eu le goût de placer la barre très haut, la course devient vite folle en avant. La City a un portefeuille à la place du cœur, elle n'a la mémoire que du présent. Dès le premier essoufflement, elle vous étouffe.

Alors, faut-il applaudir ou siffler ? Applaudir d'abord. Jamais mon âme d'Européen n'aurait osé un tel rêve. Le drapeau d'une autre pub flotte sur le plus haut building de Madison Avenue, GG de la réclame yankee. J'ai nos combats l'indigénisme US pour ne pas monter au septième ciel de la revanche. Mais du même coup mon cœur de publicitaire se serre : que reste-t-il de la pub dans cette lessive à dollars ?

Les poètes n'ont jamais gagné à revêtir l'habit de banquier. Nous sommes les serviteurs d'un seul maître, le public. Il nous aime pour ces morceaux de rêve, de rire et de risque dont nous suçons son quotidien. Que nous soyons la première ou la

dernière des multinationales de la réclame n'est pas sa cup et son. Notre fonction est d'être les satém-banquiers de cette société de consommation qui s'avance. Face aux marchés de malheur que sont nos médias dévotus, nous devons rester marchands de bonheur. Et pas marchands de sous. Ni de soupe.

Les Satchi sont désormais bien-nés : qui dès lors fera les campagnes ? Car la pub, la grande, ne se dégage pas. Certes le talent s'achète et les frères Satchi restent à prix d'or tous les meilleurs, mais l'âme peut-elle se vendre ? Les grandes réussites de notre art ont toujours été le fruit de l'union à vie d'un créatif à une machine. Bill Bernbach, notre père à tous, à soixante ans passés, dessinait encore dans les *Boeing*, sur de vieilles enveloppes, les annonces qu'il allait vendre lui-même à Volkswagen. Et le cow-boy de Marlboro n'a eu, vingt ans durant, qu'un même chantre, son inventeur : Léo Gracie (1). Les Satchi et Satchi, eux, lorsqu'ils prennent le Concorde, n'emportent que leurs machines à calculer. Erreur. C'est de machine à rêver dont a besoin notre métier.

Allez, voyez que l'ange français passe. Dans un an, dans trois ans, les grands annonceurs mondiaux vont exiger de leurs agences qu'elles ne soient plus une planche à billets mais un outil de vente. Ils ne se laisseront plus bluffés par la progression du chiffre d'affaire de leur publicitaire mais par celle de leur propre vente. Ainsi viendra le temps de la différence et donc le temps des agences de la différence. Celles qui ont toujours préféré la créativité à la puissance, celles qui ont inventé une méthode de communication plutôt qu'une méthode financière.

Hélas, combien de Jodi français sont-ils prêts pour une guerre spatiale ? Yves Morisset s'est dit vendu à l'Amérique. Il a même osé imprimer qu'au Board de New-York la majorité décisionnelle était yankee. Publicité, à bout de souffle et de clips, cherche toujours son fils de pub. Il ne reste plus que trois chevaliers en lice : FCA, BDDP et RSCG (2).

Et si nous nous donnons la main pour créer la première agence francophone ? Celle qui se consacrerait à la quête de l'information au pouvoir ?

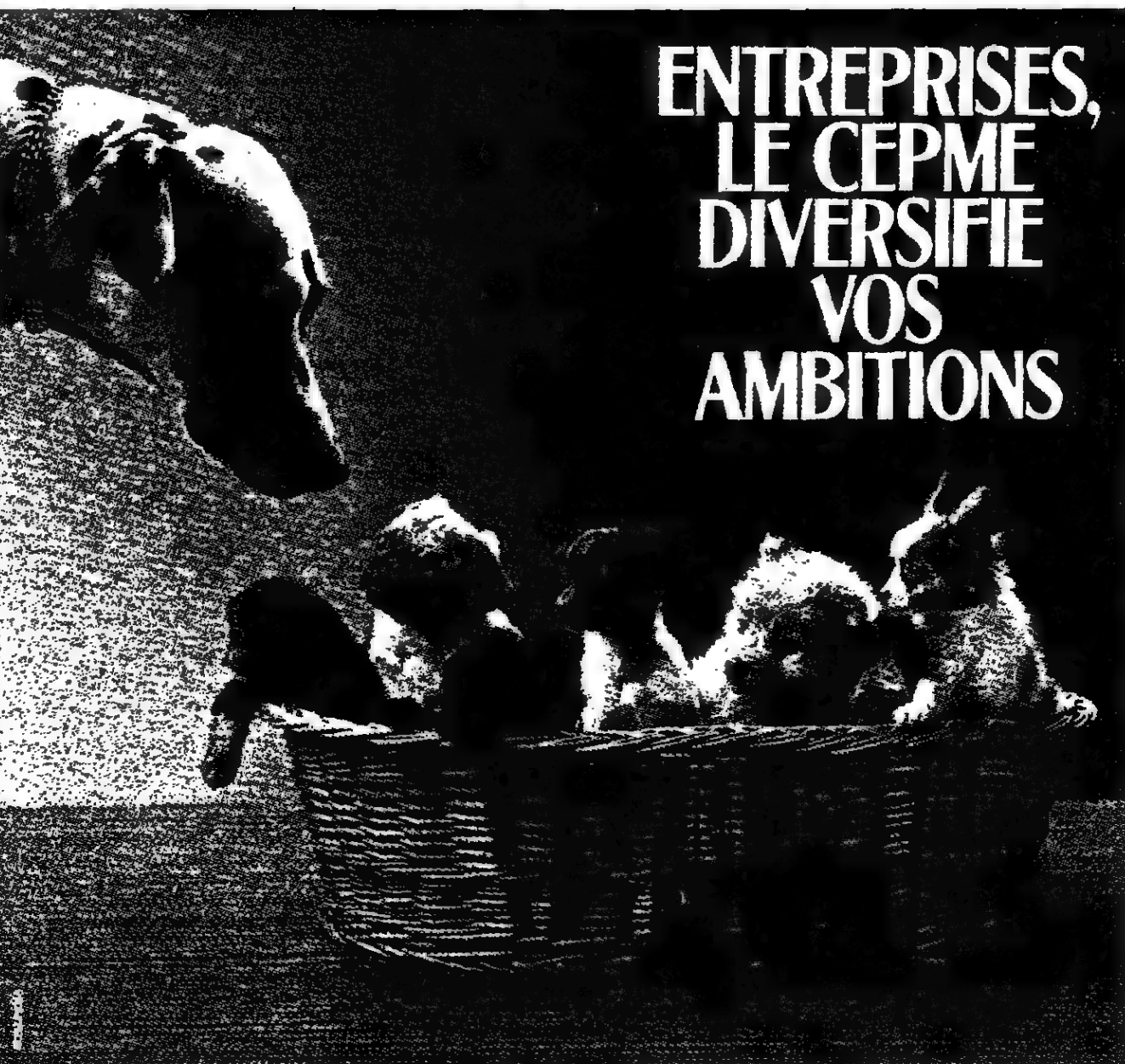
« *Allons l'idée de la patrie, comme le dit le pub, le jour de gloire est arrivé* ».

(1) Il s'agit du grand publicitaire de Chicago, Leo Burnett.
(2) Feldman, Calvez Associés, Boule, Duc, Dupuy, Petit et Roux, Séguin, Cayez et Goudard.
(*) Vice-président de Roux, Séguin, Cayez et Goudard.

hommes

Pihule uni-exe

Les hommes ont-ils une sexualité ? C'est la question que se posent les chercheurs de l'Institut de psychologie de l'université de Paris. Ils ont mené une enquête auprès de 100 hommes, âgés de 20 à 40 ans, sur leur sexualité. Les résultats sont intéressants : 80 % des hommes ont une sexualité active, 20 % sont passifs. 60 % des hommes ont une sexualité régulière, 40 % sont irréguliers. 70 % des hommes ont une sexualité satisfaisante, 30 % sont insatisfaits. 50 % des hommes ont une sexualité équilibrée, 50 % sont déséquilibrés. 60 % des hommes ont une sexualité équilibrée, 40 % sont déséquilibrés. 70 % des hommes ont une sexualité équilibrée, 30 % sont déséquilibrés. 80 % des hommes ont une sexualité équilibrée, 20 % sont déséquilibrés. 90 % des hommes ont une sexualité équilibrée, 10 % sont déséquilibrés. 100 % des hommes ont une sexualité équilibrée, 0 % sont déséquilibrés.



ENTREPRISES, LE CEPME DIVERSIFIE VOS AMBITIONS

Innové, créer de nouveaux produits, se diversifier, créer ou reprendre une entreprise, conquérir de nouveaux marchés, exporter, telles sont les ambitions des chefs d'entreprise. Nous sommes là pour vous donner les moyens de réaliser ces ambitions : au Crédit d'équipement des PME, nous sommes les spécialistes du financement des investissements des petites et moyennes entreprises.

Pour répondre à vos besoins, nous mettons à votre disposition une gamme de produits étendue : prêts à long terme, crédits professionnels à moyen terme, crédit-bail, interventions en fonds propres.

En 1985, plus de 50 000 chefs d'entreprise de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics, du commerce et des services ont fait confiance. Nous leur avons apporté 23 milliards de francs de concours financiers.

Vous avez des besoins de financement, des projets, des ambitions ? Nous les entendons, nous en discutons ensemble. Directement ou en liaison avec votre banque, nous vous proposerons rapidement un financement efficace, compétitif, sur mesure.

Rencontrez-nous, une délégation du CEPME présente dans votre région : Ajaccio 95 21 69 19 - Amiens 22 95 40 86 - Besançon 81 83 20 22 - Bordeaux 56 93 80 30 - Clermont-Ferrand 73 93 66 31 - Dijon 80 45 45 32 - Grenoble 33 46 42 33 - Lille 20 30 84 10 - Limoges 55 79 11 - Lyon 78 71 04 32 - Marseille 91 79 91 17 - Metz 87 66 31 11 - Montpellier 67 58 13 31 - Nancy 83 37 43 02 - Nantes 40 89 73 92 - Noisy-le-Grand 43 04 - Orléans 38 62 71 38 - Paris 42 61 50 92 - Poitiers 49 41 52 52 - Puteaux-La Plaine 47 76 44 18 - Reims 99 31 45 45 - Rouen 35 72 45 45 - Strasbourg 88 22 43 43 - Toulouse 61 23 36 30.

Crédit d'équipement des PME

Le Monde AFFAIRES

Le premier salon de l'entreprise

Hors les frontières

CELLULE de base de l'activité économique, l'entreprise crée richesses et emplois. Sans doute cette évidence avait-elle été masquée jadis par une croissance qui effaçait bien des erreurs et par les luttes sociales qui ont permis d'obtenir une protection longtemps contestée par un patronat trop souvent de droit divin.

Mais cette certitude s'est imposée avec la crise, l'internationalisation de l'économie et le reflux, partout engagé, du rôle de l'Etat. Le ralentissement de l'activité économique a permis de constater la différence entre une bonne et une mauvaise gestion. La concurrence, en se déplaçant du village voisin à Hongkong ou à l'île Maurice, a rendu nécessaire la prise en compte des modes de production venus d'ailleurs. Enfin, le repli de l'Etat a pour corollaire évident la montée du rôle de l'individu et des micro-organisations.

Cette mutation a permis d'engager à déjà profondément transformé l'industrie française. Les mastodontes dans les années 60, le plus souvent par croissance externe et l'impulsion des pouvoirs publics, ont été remplacés par des entreprises de taille moyenne. Le remplacement des héritiers par des managers et le professionnalisme indispensable qui en a résulté ont suscité de nouveaux défis. Qui parlait, il y a un quart de siècle, des audits, des chasseurs de tête ou de l'ingénierie financière ? Or, aujourd'hui, toutes ces entreprises ont matière grise embauchée.

Ainsi se profile en une période équilibrante du premier choc pétrolier - détonateur de toutes les remises en cause - et de l'an 2000 - porteur symboliquement de tous les dangers - l'image de l'entreprise à venir telle que la définit Jean

grandes entreprises françaises telle qu'elle est apparue à l'occasion du colloque de l'Expansion sur la France de l'an 2000, est à l'égard significative. En 1960, l'industrie lourde était largement représentée dans un gotha. Un quart de siècle plus tard, Usinor, Sacilor, Pechiney, Air liquide, Imetal, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc subsistent, et encore en ayant fait souvent évoluer leurs métiers hors de l'industrie lourde. En revanche, les groupes commerciaux - les Leclerc, Carrefour, Intermarché, Auchan... - ont fait leur apparition dans ce classement.

Mais il est un phénomène qui ne transparaît pas, celui de l'explosion des entreprises de services, car celles-ci sont le plus souvent de taille moyenne. Le remplacement des héritiers par des managers et le professionnalisme indispensable qui en a résulté ont suscité de nouveaux défis. Qui parlait, il y a un quart de siècle, des audits, des chasseurs de tête ou de l'ingénierie financière ? Or, aujourd'hui, toutes ces entreprises ont matière grise embauchée.

Ainsi se profile en une période équilibrante du premier choc pétrolier - détonateur de toutes les remises en cause - et de l'an 2000 - porteur symboliquement de tous les dangers - l'image de l'entreprise à venir telle que la définit Jean

Lesourne : implantée dans le monde entier, elle est d'emblée produite par le marché international ; elle est effective restreinte elle est composée pour l'essentiel d'un personnel qualifié ; elle est d'une gestion décentralisée ; elle a des hommes souples ; elle s'engage personnellement, un consensus indispensable à la nécessité du profit.

Mais son accouchement ne se fera pas sans douleur. L'organisation pyramidale, la négociation sociale centralisée, la promotion à l'ancienneté, les confortos dont la majorité des salariés auront bien du mal à se défaire, les structures tayloriennes, mal adaptées à une période de bouleversements, éclateront progressivement au bénéfice d'organisations moins hiérarchisées.

La France saura-t-elle dépasser « la quete de l'immobilité » dénoncée naguère par le commissariat du Plan dans un rapport sur la France de l'an 2000 ? Les salariés sauront-ils accepter une flexibilité nouvelle dans la révolution industrielle, sans créer une société par trop inégalitaire ?

Toutes ces questions seront abordées à l'occasion des débats qui se tiendront du 5 au 6 juin 1986 à l'hôtel George V sous le titre du 1^{er} Salon de l'entreprise.

BRUNO DETHOMAS.



CAPITAL-RISQUE

Le réveil de l'Europe

PLUS vite que dans les autres régions, le capital-risque a conquis l'Europe. Venu des Etats-Unis, il s'est infiltré par la Grande-Bretagne il y a plus de deux décennies, est passé aux Pays-Bas, puis à l'Allemagne, à la France avant de rejoindre la RFA, l'Italie, l'Espagne, la Suède ; tous les pays sont touchés. Plus ou moins encouragés par les pouvoirs publics, il est apparu comme le moyen le plus performant de financer l'éclosion d'industries de pointe. La volonté des gouvernements de lutter contre le chômage en favorisant la création d'entreprises, le développement des marchés financiers et notamment la création de la Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en France ont permis de financer la création de nombreuses entreprises.

A chaque pays son style : la géographie du capital-risque est fort variée. La France, qui dispose d'un capital d'environ 10 milliards de francs, a une structure de type américain, à haut risque et un rôle de banquiers d'institutionnels, où les capitalistes à l'américaine, capables de la plus grande patience, ont permis de financer les entreprises à fortes plus-values, mais à marges faibles.

La RFA, quant à elle, s'est précipitée à la fin des années 70 et a entraîné son retard à marche forcée. Les capitaux disponibles pour le capital-risque en haut de bilan ont dépassé les 10 milliards de francs en 1983, le plus de 1 milliard de francs en 1984 (3 milliards de francs) actuels. Une trentaine de sociétés d'investissement ont été créées, le premier investisseur étant la Deutsche Wagnisfinanzierungs-Gesellschaft (WFG), avec un capital d'environ 100 millions de francs.

C'est la Grande-Bretagne qui reste le principal centre d'activité en Europe, avec environ 10 milliards de francs disponibles sur le marché.

Un marché transnational

Phénomène intéressant en soi, l'industrie du capital-risque s'est rapidement adaptée aux structures européennes. L'ampleur de certains projets d'origine privée, la nécessité, pour un produit technologique, de trouver un marché de grande dimension, ont attiré les intervenants à généralement au niveau européen la pratique du « cross border » ou syndicat d'investisseurs.

Les organismes européens de fonds à risques, parmi lesquels Techno-Venture Management, du groupe allemand Matusehka, Alpha Asset S.A., d'Orange-Plaisance (Pays-Bas) et Four Seasons (Suède), ont ainsi participé à l'automne 1985, à la constitution d'une ES 2 spécialisée dans la fabrication de disques en silicium en séries destinés aux marchés européens.

Les grandes entreprises ont créé des fonds de capital-risque à destination européenne. Saint-Gobain annonçait, en décembre 1985, la création d'Euroventures-France, une émanation d'un fonds de droit néerlandais, Euroventures BV, par douze industriels européens en janvier 1985. La CGE, de son côté, est en train de mettre en place un fonds de 30 millions de francs destiné au marché européen. Ce projet a été soutenu par Lehman, American Express, la société d'investissement britannique S.G. Warburg, Olivetti, le Crédit lyonnais et la Générale de banque de Belgique.

La Communauté européenne n'est pas en reste. Celle-ci a créé, en 1983, l'Association européenne de capital-risque (EVCA), qui regroupe plus de cent vingt membres, soit une soixantaine de sociétés de capital-risque européennes. C'est cette association qui gère les financements accordés par la Commission européenne dans le cadre du programme Venture Consort créé en 1984. Objectif ? Favoriser le développement soutenu par le capital-risque.

D'après l'EVCA, 20 millions d'ECU ont été investis dans treize projets de très diverses (économies d'énergie, biologie, logiciels informatiques...) avec un apport communautaire de 3,3 millions d'ECU. Cent projets seraient, d'après l'EVCA, susceptibles de bénéficier du programme de la Communauté d'ici à la fin de 1986, avec une participation prévisionnelle de la Communauté de l'ordre de 30 millions d'ECU. Celle-ci pourrait toutefois modifier les règles d'éligibilité des projets et réduire les financements. L'objectif aujourd'hui est de développer des sociétés de capital-risque qui leveraient des fonds privés pour financer les grands programmes du type Eurêka ou Esprit. « L'argent existe, certes, explique-t-on à la Commission, mais pas sous une forme de grande envergure, difficilement finançable par des crédits traditionnels. »

Un projet intitulé Eurotech Capital devrait être présenté en juin prochain. Il consiste en la création d'une société de capital-risque européenne au capital de 100 millions d'ECU, alimentée par des obligations sur le marché européen dont les investissements seraient assurés en partie par la Communauté. Une idée qui ne peut pas l'unanimité, mais l'EVCA, mais qui a le mérite de concentrer l'attention sur les grands projets technologiques européens à l'heure où nombre d'investisseurs préfèrent le marché américain. En dépit de la baisse du rendement des investissements en hauts de bilan en 1984-1985, celui-ci reste une vitrine technologique indispensable aux Européens : une des plus-values que l'Europe aura du mal à concurrencer.

C. G.

France : pénurie de bons dossiers

BEAUCOUP d'argent disponible mais peu de projets : telle est la situation paradoxale du capital-risque dans notre pays. Investir en France pour une PME à fort potentiel technologique est commercial et d'en retirer plus-value est devenu une industrie financière. On compte aujourd'hui une soixantaine d'intervenants de type très varié : des banques d'abord (Paribas, Suez, Crédit national, BNP, etc.), qui restent les principaux investisseurs.

Les premières à pratiquer l'investissement en fonds propres sont les banques. Elles ont restées maîtresses du marché, en compagnie des organismes financiers d'innovation (Sofinnova) et du développement régional dont la capitalisation dépasse 1 milliard de francs. Les investisseurs venus ensuite : les spécialistes internationaux du capital-risque, l'américain Citicorp Venture Capital SA, filiale de Citicorp/Citibank, qui vient d'investir environ 1 millions de dollars dans six entreprises françaises en 1985 ; le groupe Charter-house ; Alpha associés SA, filiale du groupe néerlandais Orange Nassau ; Alan Patricof associés (APA), ou Investors in Industry. Les grandes entreprises ont elles aussi entrées dans la danse. CGE, Matra, Thomson, d'autres encore investissent aujourd'hui dans des fonds de capital-risque, avec, pour objectif éventuel, la découverte de produits s'intégrant à leur stratégie (voir le Monde du 17 décembre 1985).

Compilateurs

Avec moins de 200 des encours, soit quelque 50 millions de francs, viennent enfin les sociétés de capital-risque d'origine privée, créées généralement par des entrepreneurs « solitaires » : la Compagnie financière du Scribe (CFS), M. Harari ; Profinance, dirigée par M. Alain Le Gaillard ; François Lacoste ; Intervaleurs ; le Groupe 23. Au total, la capitalisation des organismes représente environ 1 milliards de francs. Leurs encours, sous forme d'actions, d'obligations, de prêts participatifs ou de comptes courants : 4,5 milliards de francs, les engagements étant de

l'ordre de 1 milliard de francs. La part d'intervenants et le capital qui revient au capital-risque proprement dit est cependant réduite. Les investissements dans les entreprises en cours de création sont faibles. Nous manquons de projets », déclare M. Rosier, directeur-adjoint de la BANEXI. Les investisseurs en capital-risque sont pourtant porteurs d'idées : l'informatique, la robotique la conception assistée par ordinateur (CAO), l'intelligence artificielle, les biotechnologies...

Selon M. Robert Lattes, directeur de la banque Paribas, il faut compter aujourd'hui avec des innovations intéressantes dans chacun de ces secteurs, même si les créneaux sont plus étroits qu'auparavant. Ainsi parmi les technologies promises à des développements intéressants peut-on citer les architectures mini-micro, la CAO, la modélisation, la simulation moléculaire, les fibres optiques, les céramiques, les plastiques. L'introduction de technologies de pointe dans les secteurs traditionnels, l'automobile, devrait, elle aussi, permettre l'implantation de projets d'investissements prometteurs. Il reste cependant à trouver les bons produits et, surtout, les entrepreneurs. Si les scientifiques aujourd'hui sont plus faciles à convaincre de leurs idées, ils ne sont pas toujours ceux qui ont la fibre « entrepreneuriale ». Or, pour réussir la création d'entreprise en capital-risque, « il faut un produit innovant, un marché international et un homme capable d'évoluer avec l'entreprise », selon un professionnel. Une aiguille dans une botte de foin. Il existe pourtant des succès stories.

Ainsi, celle d'Alsys, une société de produit logiciel créée par la BANEXI, filiale à 100 % de la BNP. M. Jean Ichbiah, ingénieur de CII, avait créé un langage informatique adopté par le département de la défense américaine (DOD) : l'Ada. En 1980, il remporte un appel d'offre lancé par le DOD et obtient de la CEE un contrat pour définir la racine des « compilateurs », programmes logiciels servant d'interface entre Ada et le programmeur chargé des applications finales. L'heureux homme crée donc une société

Alsys. En 1983, il a une première fois son capital des investisseurs menés par la BANEXI pour 25 millions, afin de financer la recherche à celui de l'industrie. Trois ans plus tard, il fait appel à une deuxième fois au capital-risque pour lancer son développement commercial. Il récolte 10 millions de francs. L'économie d'Ada étant en plein essor et l'entreprise estimant disposer de deux à trois ans d'avance technologique devant elle, grands sont les espoirs de voir ce leader sur son secteur devenir l'occasion d'importantes plus-values pour ses actionnaires.

Echecs en stock

Rares sont cependant les succès de cette espèce. D'après Paribas, sur vingtaine d'affaires, une ou deux permettent de réussir des opérations importantes, cinq ou six se terminent par des pertes, le reste enregistre des performances moyennes.

CATHERINE GOLLIAU.

(Lire la suite page 23.)

**A
Angers,
les Congrès
vont découvrir
la vie de château**

Centre de Congrès d'Angers
33, bd Carnot 49100 Angers
Tel. 41.60.32.33

**LA POSTE,
UNE ENTREPRISE
AU SERVICE DE
VOTRE ENTREPRISE :**

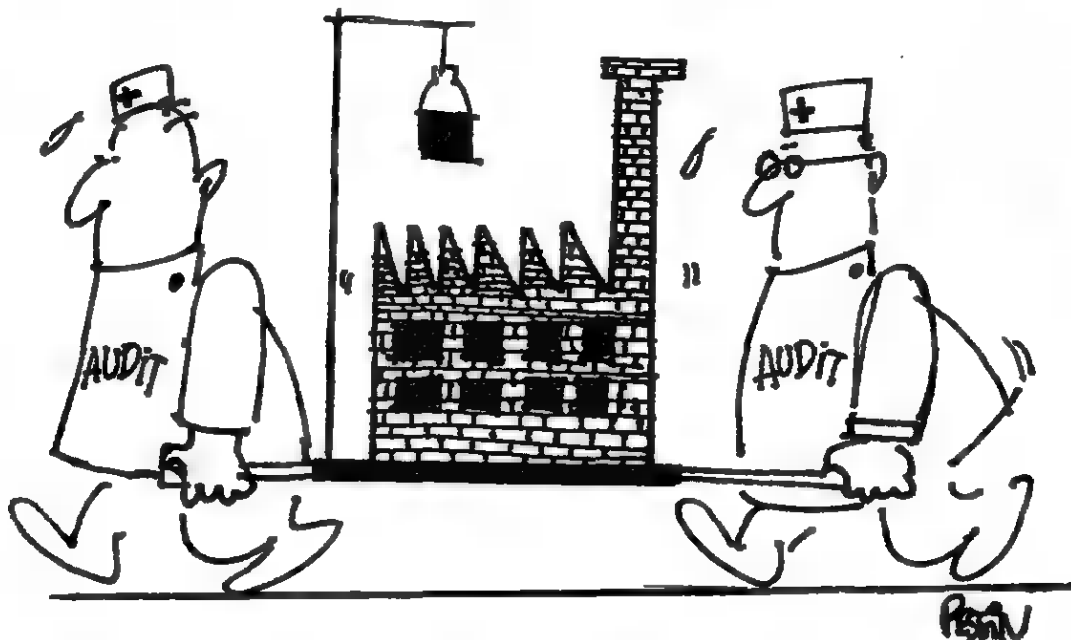
- POUR L'ACHÈVEMENT ACCÉLÉRÉ DE VOTRE COURRIER : CHRONOPOST, POSTEXPRESS, POSTECLAIR.
- POUR VOTRE PROSPECTION COMMERCIALE : imprimés sans adresse, correspondances-réponses, lettres réponses...
- POUR VOTRE GESTION DE TRÉSORERIE : T.U.P., lettre-chèque, virement par support magnétique ou bordereau...

**RENDEZ-VOUS
SUR LE STAND
DE LA POSTE**
(N° 35).

LA POSTE

Vingt ans de retard à rattraper

C. G.



technique d'harmonisation (ATH) était ~~une~~ ~~une~~ en 1981 à l'initiative d'un expert-comptable lyonnais, ~~Robert Diéterle~~ ~~Mati~~ c'est sur des regroupements ~~successifs~~ ~~et~~ ~~l'élaboration~~ ~~de~~ réseaux internationaux que les cabinets aujourd'hui performants ~~ont~~ ~~ont~~ fondé leur développement. L'itinéraire ~~de~~ De Bois, Diéterle ~~et~~ Associés (BDA) est ~~à~~ ~~un~~ ~~égard~~

Le gros appétit des « Big Eight »

PROFESION COMPTABLE FRANÇAISE, février 1986.

(1) Ce tableau ne prend pas en compte les fusions ou associations récentes :
- cabinet ■ Mezars + cabinet Pavis (11 millions ■ CA environ) ;
- cabinet ■ ■ ■ + Fin Waterhouse.
- ■ ■ ■ + cabinet ■ ■ ■ Jacquet.

A l'origine étaient des comptables britanniques qui, obligés de voir clair dans les intérêts de leurs clients dispersés aux quatre coins de l'Empire, mirent à ausculter les comptes pour en extraire le « véritable ». Le client s'habitua à ce que son comptable lui analyse ses résultats et devienne même son conseiller. On ne peut pas auditer sans état d'esprit. On était au début du dix-neuvième siècle. Le développement de l'économie américaine attirait les comptables d'Albion aux Etats-Unis. Ils prospérèrent. Leurs clients aussi. Ils avaient persuadé les grandes sociétés que le repos du président valait bien une expertise régulière, même très cher payée. Huit cabinets s'emparèrent du marché de la comptabilité de l'Etat et du conseil (voir tableau). Ces « Big Eight » se sont implantés en Europe dès le début du siècle pour y suivre les filiales de leurs clients américains. Elles y ont imposé

leurs normes de révision, et
sur les marchés.

Cette expansion s'est faite sans Les Eight dans le «franciser» début des années 70 pour répondre à l'ordre des experts-comptables. Celui-ci leur reprochait de faire de la publicité, ce qu'interdisent les statuts de cette profession libérale. Plus de Coopers and Lybrand et Post Marwick ! Ceux-ci se firent transparents et mirent avant tout français dans leurs sociétés ; Arthur Andersen devint ainsi Guy et associés en 1973-1974.

Les années 80 sont pour les ■
Eight le temps du redéploiement.
Le marché américain ■ saturé.
Les ■ de fusion qu'avaient
pu avoir certains grands cabinets
■ échecs.
C'est vers l'Europe et l'Asie que
■ aujourd'hui les yeux les
Big Eight. Le développement
marchés financiers ■ le

venue ■ l'audit ■ PME performantes leur laissent espérer un doublement du volume d'affaires actuel.

Les cabinets américains n'ont donc diversifiés. Sans délaisser leur clientèle traditionnelle du type IBM ou Lockheed, ils se sont rapprochés des entreprises moyennes. Arthur Andersen s'est ainsi implanté auprès des candidates au second marché et lorgne les collectivités locales. Les services de conseil sont multipliés : conseil en organisation, conseil en marketing, recrutement. Peat Marwick et d'autres font de la chasse de têtes. Les Big Eight participent activement aux mouvements de concentration qui agitent aujourd'hui le marché français. L'un des derniers mariages a été celui de Price Waterhouse, représenté en France par A. Deland, Chauvaud et Associés, et le Petitjean, qui a été racheté par le groupe Scacchi. ■ ■ ■ grandes banques ■ ■ ■ qui ne sont pas sans inquiéter les professionnels locaux.

C. G.

	Chiffre (m\$) d'affaires	Taux % de croissance	Efficacité financière	Nbre d'associés	Nbre de bureaux
ARTHUR ANDERSEN	1 574	13,4	29 802	1 630	191
PEAT MARWICK	1 448	7,8	29 884	2 533	335
COOPERS and LYBRAND	1 410	12,8	36 000	2 860	519
PRICE WATERHOUSE	1 234	7,8	30 372	2 113	378
ERNST and WHINNEY	1 185	11	25 000	2 198	289
ARTHUR YOUNG, Int.	1 080	5,7	28 800	2 580	370
TOUCHE ROSS	873	7,8	28 000	2 550	483
DELOITTE HASKINS and SELL	553	1,9	24 012	2 125	433

	Chiffre (m\$) d'affaires	Taux % de croissance	Efficacité financière	Nbre d'associés	Nbre de bureaux
ARTHUR ANDERSEN	1 574	13,4	29 802	1 630	191
PEAT MARWICK	1 448	7,8	29 884	2 533	335
COOPERS and LYBRAND	1 410	12,8	36 000	2 860	519
PRICE WATERHOUSE	1 234	7,8	30 372	2 113	378
ERNST and WHINNEY	1 185	11	25 000	2 198	389
ARTHUR YOUNG, Int.	1 080	5,7	28 800	2 580	370
TOUCHE ROSS	873	7,8	28 000	2 550	483
DELOITTE HASKINS and SELLS	553	1,9	24 012	2 125	433

Source : International Accounting Bulletin - January 1986.]

ANOR
UN NOUVEL OUTIL DE GESTION :
L'ÉPARGNE COLLECTIVE D'ENTREPRISE.
584 bis rue de la chaussée d'Antin. 75004 PARIS

58 bis rue de la chaussée d'Antin, 75009 Paris.
Téléphone (1) 42 81 24 34. ANORRP 290 735 F

Audit : ... d'une ... expression d'une opinion ... régularité et leur aptitude à donner une image fidèle du résultat, de la situation financière et du patrimoine de l'entreprise. Il peut être contractuel ou légal (commissariat aux comptes).

Commissariat aux comptes : **Le régime des comptes annuels** des sociétés de droit français, de la loi du 24 juillet 1986 sur les sociétés commerciales. Le commissaire aux comptes doit avertir les dirigeants d'une société quand il estime que la fonction de celle-ci est menacée. Les commissaires aux comptes sont experts-


Expertise comptable : au sens strict, surveillance des comptes et établissement de bilans. En fait, la profession se présente comme « l'entreprise » se considère comme entrant dans ses missions : l'audit, le conseil de gestion, l'assistance et le conseil juridiques, les relations avec les banques... En 1986, il y a 7 450 experts-comptables titulaires du diplôme et 12 000 experts-comptables à l'Ordre. L'expert-comptable pour une 85 000.

Dirigeants d'Entreprises,

CARDIF un des leaders de l'assurance vie et
de la capitalisation.

CARDIF leader des régimes de retraite
ENTREPRISES d'entreprise.

seront à votre disposition les 3, 4 et 5 juin,
au premier Salon de l'Entreprise "Le Monde des Affaires"
qui se tiendra à Paris à l'hôtel George V.

 Groupe
Compagnie

CARDIF
ENTREPRISES

L'assurance financière

56 av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly / Seine Cedex. TEL 16 (1) 47 38 83 00

هكذا من الأصل

CAPITAL-RISQUE

Des hommes à risque

HARMONIES de gris et de rouge, lumière douce, ambiance feutrée d'un immeuble ludex de la rue du Faubourg-Saint-Honoré : la Compagnie financière du scribe (CFS) donne d'emblée à ses visiteurs l'image d'une maison cosue et raffinée. Un visage qui ne laisse pas prévoir le métier qu'elle exerce : capital-risque. Créée le 16 avril 1975, la CFS est la première société de joint-venture à l'américaine en France. Elle reste aujourd'hui un cas exceptionnel sur un marché composé essentiellement d'institutionnels. Son histoire est celle de deux frères, MM. Robert et André Harari. Le premier avait fait Sciences-Po et Harvard. Le second Polytechnique et l'INSAE. L'un banquier, l'autre conseil chez Arthur Andersen. Son conseil aux Etats-Unis avait convaincu Robert de l'évolution d'affaires vers le marché des PME à fort potentiel. « La CFS de mon frère n'a pas voulu le suivre... alors il m'a persuadé de créer une banque d'affaires pour PME », raconte M. André Harari.

La CFS démarre quinze actionnaires, tous des amis, un capital social de 1,5 million. La montée en puissance se fait en cinq ans. En 1980, la CFS a 125 actionnaires et un capital de 8,75 millions de francs.

« Ce n'est cependant pas stable : faute de capitaux suffisants, la CFS a pris le contrôle de petites entreprises en profitant par exemple du retrait de leurs dirigeants. Or elle n'a personne pour les remplacer. Les frères Harari se transforment en donneurs et n'ont plus le temps de remplir leurs véritables fonctions de conseil et d'investis-

seurs. Deux échecs en 1980 et 1981 leur imposent une perte comptable de 8,7 millions de francs. La quasi-totalité du capital de la société est engagée. Sur la masse des actionnaires, huit seulement acceptent de suivre une nouvelle augmentation de capital. Entre-temps, André Harari se retrouve seul : son frère est mort.

Hypothèques, réduction des participations et mise en sommeil de la société. M. André Harari entre comme directeur financier dans une entreprise. « C'est un métier où l'on rencontre plus d'échecs que de réussites », explique-t-il aujourd'hui. Pour qu'une entreprise candidate au capital-risque réussisse, il faut qu'elle réunisse trois conditions : un produit de pointe adapté à un marché de niveau mondial et un entrepreneur de premier plan capable d'évoluer avec son entreprise. Or, pour lui, ce qui manque le plus en France, ce sont les hommes. « Faute de rassembler ces trois conditions, les capital-risques acceptent trop les pièges, en pensant remplir les failles. Or on n'y arrive jamais. Mais, heureusement pour la CFS, tous ses investissements n'étaient pas mauvais. « Ce sont les échecs qui ont précédé les réussites », constate M. Harari. Ses participations chez Lectra Systèmes (produit) et Support Systèmes International (lits) se révèlent payantes. Lectra est ainsi devenue l'une des deux vedettes françaises de la conception assistée par ordinateur (CAO).

Fort de ces résultats, M. Harari réactive sa société en 1984 avec un capital de 10 millions de francs. Sa stratégie a changé. Il investit dorénavant

dans des sociétés déjà créées mais ayant besoin de fonds propres pour se développer. C'est le cas de Belokapi (dessins animés) et des Editions du CGL (vidéo formation). Il s'internationalise et crée le New-York fin 1984 CFS North America (1 million de dollars). Celle-ci achète 10 % de la Corporation, une canadienne de capital-risque spécialisée dans les technologies de communication.

Aujourd'hui, la CFS a quitté Support Systèmes International et a diversifié son portefeuille. Sa situation nette comptable est de 30 millions de francs. Elle entend maintenant développer le capital-risque et se lancer dans l'ingénierie financière PME performantes. La même temps, M. André Harari souhaite créer une nouvelle société ouverte à des investisseurs privés, la CFS Investissements et les institutions considèrent hier comme un outsider peu fiable se permet aujourd'hui de faire un tour de table avec Paribas, Suez et la Banexi.

« Ses structures ne se sont pourtant pas développées pour autant. M. André Harari travaille avec son jeune frère de trente-deux ans. Le métier de capital-risque exige une équipe de 300 personnes, 300 millions de francs peuvent être gérés par trois ou quatre personnes », dit le PDG de la CFS, un homme qui se définit ainsi : « Je vis avec mes principes. Avec l'un des principaux investisseurs de la société, je suis directement intéressé par le risque que je prends. »

C. G.

AIDES PUBLIQUES

Une difficile « opération vérité »

ETAIT-IL indispensable, à l'heure où les comptes de l'Etat se font si serrés, d'inscrire des dépenses supplémentaires de 8,3 milliards de francs pour le sidérurgie, pour Renault et pour les chantiers navals dans le collectif budgétaire ? Usinor, la Régie ou Alsthom sont-ils dans un piteux état qu'il faille d'urgence allonger les aides déjà prévues pour ces industries ? 11,8 milliards de francs inscrites dans la loi de finances initiale du gouvernement socialiste.

« Il faut dire la vérité aux Français », dit M. Madelin le 14 avril à TF 1, parlant d'une « ardoise salée » laissée par les socialistes. Le ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme le chiffre à 25 milliards et non à 8,3 milliards (1). En fait, ces dépenses ont été anticipées par le gouvernement Chirac sur des sommes que les industriels avaient prévu de verser en 1987 et au-delà. La question est de savoir si cette anticipation est indispensable.

Pour les chantiers navals, la réponse est positive. Puisque les chantiers produisent à perte, chaque commande de navire implique une subvention pour la société. Le contrat signé avec un constructeur norvégien par Alsthom pour construire le plus gros paquebot du monde avait fortement ébranlé les réserves budgétaires. Si d'autres commandes sont enregistrées cette année, il faudra d'ailleurs une deuxième rallonge, qui est d'ores et déjà prévue pour le collectif de fin d'année.

Pour Renault et pour la sidérurgie, il n'en est pas de même. La Régie manque de fonds propres, mais d'argent à court terme : elle pouvait s'en procurer un peu, et M. Madelin en était partisan. Mais doute M. Besse s'il réussit à convaincre MM. Chirac et Balladur qu'un « geste » de leur part, de 11 milliards donc, est nécessaire pour rassurer la communauté financière internationale, inquiète de savoir si le gouvernement allait soutenir nettement Renault ou pas. La Régie, grosse emprunteuse sur les places étrangères, avait sans doute besoin d'un tel gouvernemental d'air.

L'opération réalisée dans la sidérurgie est, aussi, très intéressante. Elle a été indispensable. A l'entrée de cet hiver, Usinor et Sacilor avaient encore besoin de 20 milliards de francs pour se tirer d'affaire et pour retrouver leur équilibre à la fin 1987. Comme les aides publiques sont strictement interdites à partir du 1^{er} janvier 1986 par la Communauté européenne, il fallait verser cette somme avant. Les socialistes l'ont fait, en utili-

sant un organisme-relais, le Fonds d'intervention sidérurgique (FIS), qui a emprunté 11 milliards pour souscrire 11 obligations d'un même montant émises par Usinor et par Sacilor. Ainsi cette somme a-t-elle été versée, l'acier n'a, en théorie, plus besoin d'argent. Il restait, pour l'Etat, à rembourser le FIS en 1988 et en 1987. Le gouvernement Chirac a préféré anticiper ce remboursement en bloquant l'essentiel des dépenses dans le budget 1987 et d'y consacrer les crédits réservés aux autres secteurs, politiquement plus valorisants.

Par ailleurs, le gouvernement a profité pour apurer d'autres emprunts contractés par les sidérurgistes depuis 1978 auprès de la Caisse d'amortissement de l'acier (CAPA). Cette seconde opération permet de rembourser aux industriels la CAPA mais aussi de transformer les emprunts des groupes sidérurgistes en capital et donc de reconstituer le bilan d'Usinor et de Sacilor, reconstitu-

tion qui est juridiquement « saire » avant la fin de cette année. Même si les firmes nationales peuvent toujours gagner quelques mois, il fallait bien réaliser cette restructuration du capital que M. Bérégovoy avait pudiquement laissée à ses successeurs, comme l'avait fait M. Barre en 1981.

Une dépense de 8,3 milliards, qui s'ajoutent à 11,8 prévus, l'ardoise des industries traditionnelles est effectivement « salée ». Et encore le « saut » n'a-t-il été pris en compte ce qu'il faudra attribuer à CDF-Chimie. Les organismes-relais ont l'avantage de permettre à l'Etat de verser de l'argent qu'il n'a pas. Jusqu'au jour où il faut le rembourser.

ERIC LE BOUCHER.

(1) A ces 8,3 milliards, M. Madelin ajoutait 16,1 milliards de francs versés à la CAPA mais que celle-ci remboursera, soit 8,3 milliards de francs (le Monde du 16 avril) et qu'il convient donc de ne pas prendre en compte d'un point de vue budgétaire.

Pour l'Auvergne et la France

TRAVAILLER, économiser ses bénéfices, risquer ses fonds propres et avec prudence pour progresser plutôt que de la faire avec l'argent des banques, ce n'est pas s'endormir, mais travailler. Telles sont les recettes que François Michelin considère comme indispensables à la réussite ; un cocktail de bon sens qu'il applique dans son entreprise, la Michelin pneumatique (dernière l'émiratin Goodyear), que, d'une façon générale, à l'exception de l'industrie française.

Les bras croisés, concentré, très grand patron, à l'effort de l'entrepreneur, le petit-fils d'Henri Michelin, le fondateur, était le maître de la Michelin. L'opération de l'Auvergne et de la France est une réussite.

« Je crois qu'il fallait faire les expériences qui ont été faites pour démythifier un certain nombre de choses sur ce qu'est le capital et les actionnaires, a notamment déclaré l'entrepreneur, et je pense qu'il fallait qu'on les fasse vraiment pour que progressive-

ment nous retrouvions les choses de fond de notre pays, et les conditions essentielles de développement des hommes. »

Evocant la question du commerce extérieur français, M. Michelin a insisté sur l'importance de l'exportation pour le développement de la maison depuis de très nombreuses années. « Mais, a-t-il ajouté, vous vous rendez bien compte qu'arrive un moment, où quand le taux des produits fabriqués par Michelin est trop nettement supérieur à l'exportation par Michelin, il y a un risque de déséquilibre majeur. »

Au départ, c'était avec un dollar à 5,60 F, et quand le dollar est tombé sur environ de 4, la perte a été considérable, mais nous avons continué, a-t-il poursuivi, car cela était absolument nécessaire, et progressivement, nous substituons à une exportation de produits qui devient trop importante pour la manufacture des rentrées de dividendes ou de royalties dans des pays où nous sommes installés. »

France : pénurie de bons dossiers

(Suite de la page 21.)

Les taux de sinistres des trois premières années d'investissement ont certes baissé depuis 1980, le savoir-faire des investisseurs s'améliorant, mais, après la loi de capital-risque (SOFARIS), il n'y a pas de baisse de la période 1980-1982 face à la période 1983-1985, alors qu'il tombe à 6 % pour les entreprises en phase de développement.

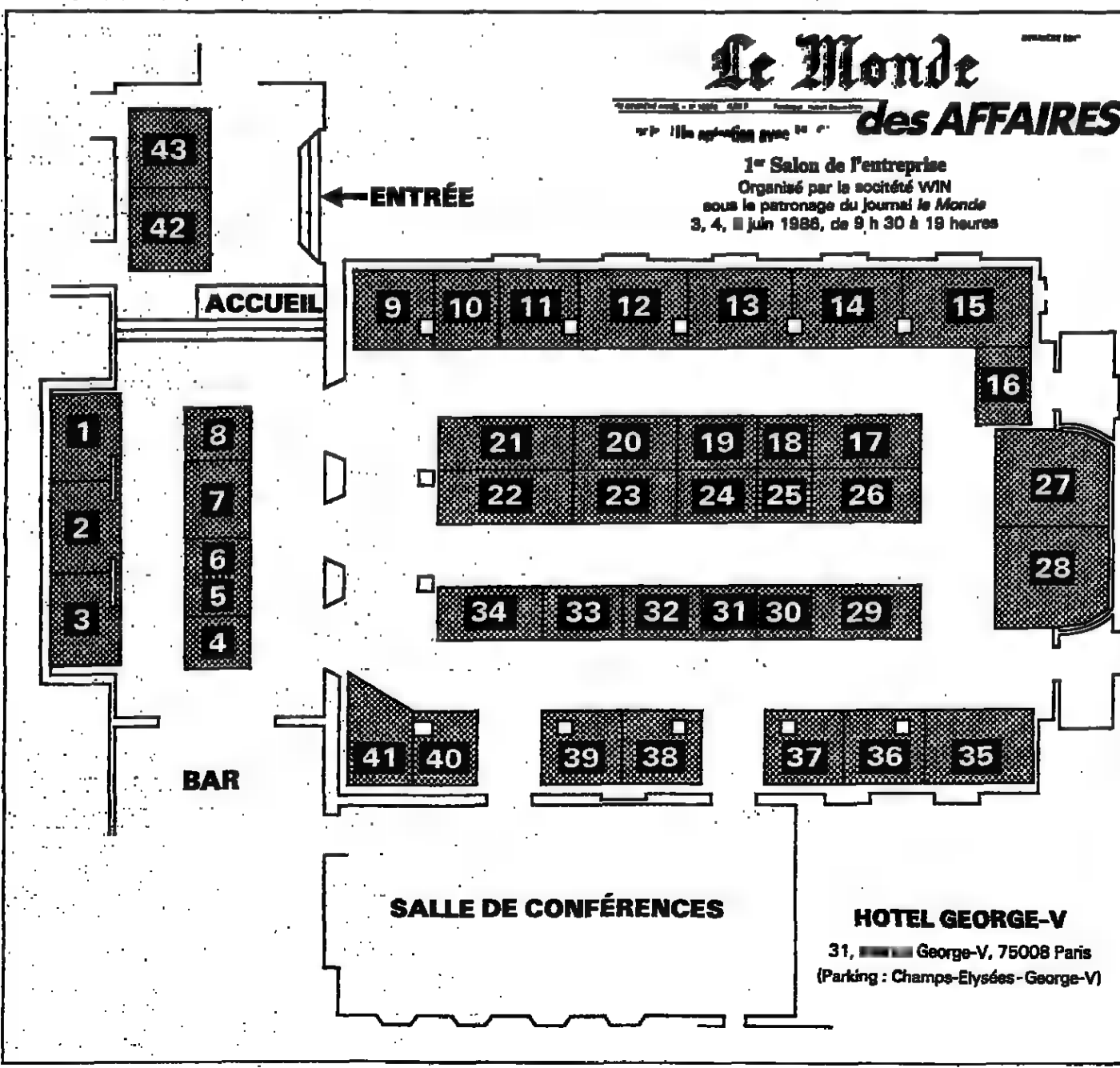
Le fort taux d'échec des entreprises qui se créent explique que, sur la soixantaine d'intervenants du marché dit de capital-risque en France, moins d'une dizaine s'adressent aux PME de moins de 10 millions de francs (La BANEXI-Paribas, APA, Investoria Industry, Charterhouse, Alpha, SA, François Lacoste). Les autres composent la majorité de leur portefeuille : des participations dans des PME déjà lancées mais en mal de fonds propres. La création du second marché a encouragé cette tendance. Il permet, en effet, à l'investisseur d'entrer et de sortir plus aisément des entreprises à améliorer ou à plus-values. Il a l'avantage qui ne peut déplaire à un milieu essentiellement composé d'institutionnels par nature prudents.

L'augmentation régulière du nombre d'intervenants sur le marché a entraîné toutefois une surabondance. Certains chefs d'entreprise, qui, en phase de développement, avaient besoin de fonds propres, ont obtenu des « entrées » de capital à des prix supérieurs à la valeur estimée de leur société. La pratique du pool d'investisseurs s'étant généralisée, chacun essaie d'accrocher les affaires à forte plus-value potentielle, sans prendre trop de risques. Au grand dam de certains entrepreneurs en capital-risque, pour qui nombre d'intervenants limitent par trop leur vision du métier à une philosophie boursière. La recherche de rendement remplace l'affectio societatis, l'acceptation, par le capitaliste de risques importants, dans l'espoir de plus-values qui surmultiplient la mise originale. Jusqu'à aujourd'hui, le taux de rendement du capital-risque s'est révélé médiocre. Les investisseurs restent discrets sur leurs résultats, mais il semble qu'il soit en moyenne de l'ordre de 5 %, contre 20 % ces

dernières années aux Etats-Unis. Les dispositions fiscales prises par la loi du 11 juillet 1985, harmonisant le statut des sociétés de capital-risque, d'impôts plus-values et produits nets, ont suscité des titres. Elles s'ajoutent aux initiatives prises par les pouvoirs publics : création des fonds communs de placement à risque et organisation

d'un système d'assurances, la SOFARIS, pour stimuler l'essor du capital-risque en France. Il semble qu'en termes quantitatifs cette politique soit une réussite : le marché est en train de s'épanouir. Peut-être, reste-t-il encore aux investisseurs à découvrir l'esprit entrepreneurial.

CATHERINE GOLLIAT.



- Stand 1 : Editions Régionales et administratives.
- Stand 2 : Association nationale des conseils juridiques.
- Stand 3 : Investors in Industries.
- Stand 4 : ANOR.
- Stand 5, 6, 7 : BRED.
- Stand 8 : Shell Tour.
- Stand 9 : Barreaux de Paris.
- Stand 10 : Crédit du Nord.
- Stand 11 : Palais des congrès, Angers.
- Stand 12 : Institut national de prévoyance collective.
- Stand 13 : L'Honn.
- Stand 14 : Agence nationale pour la création d'entreprises.
- Stand 15 : Renfer.
- Stand 16 : Institut national de la propriété industrielle.
- Stand 17 : Interprofessionnelle de la prévoyance des cadres.
- Stand 18 : Jones, Lang, Wootton.
- Stand 19 : Electricité de France.
- Stand 20 : NOVELEC.
- Stand 21 : Crédit national.
- Stand 22 : Buisson, agent de change.
- Stand 23, 24 : UAP.
- Stand 25 : Ernst & Whinney Conseil.
- Stand 26 : Le Continent.
- Stand 27, 28 : Le Monde.
- Stand 29 : ANVAR.
- Stand 30 : Galtier Industrie.
- Stand 31, 32 : BNP.
- Stand 33 : MONETA.
- Stand 34 : Editions Francis Lefebvre.
- Stand 35 : Direction des postes de Paris.
- Stand 36, 37 : CARDIF.
- Stand 38 : INDUSTRIELEC.
- Stand 39 : Ministère de la recherche.
- Stand 40 : J. François-Dufour, Kervin C, agent de change.
- Stand 41 : AXIVA.
- Stand 42 : Commissariat du Salon.
- Stand 43 : Bureau de presse.

SECTEURS DE POINTE

FORMATIONS D'AVENIR

Spécialistes du peaufinage : les qualitiens

La « non-qualité » signifie hausse des coûts, perte de clientèle et perte de marchés. D'où la nécessité de créer des formations spéciales pour éviter ce manque à gagner.

La recherche sur l'homme et son environnement, spécialisée dans la « culture d'entreprise ». C'est la « formation de l'opérateur », quel que soit son niveau, et de sa capacité à communiquer. L'organisation taylorienne du travail, mais aussi le rôle classique de l'encadrement, seul détenteur de la responsabilité de l'information, sont remis en cause. D'où la formation de cadres et opérateurs à leurs nouveaux rôles, par l'initiation aux méthodes de la qualité (statistiques, analyse de la valeur, métrologie) ou aux relations humaines (animation de groupe, dialogue). Les formateurs répondent à ces besoins, par l'apprentissage des méthodes, tantôt celui de l'animateur, tantôt celui de l'animateur.

simple spécialisation technique. M. Thibaut, responsable de la formation. Même démarche à l'EDHEC, qui organise à partir d'octobre 1986 un master de gestion de la qualité destiné aux futurs ingénieurs diplômés. Dans un domaine plus restreint, un DESS « qualité et gestion de la qualité » est délivré par la faculté de pharmacie de Lyon. Reste que certaines formations refusent la coupe méthode, relations humaines. C'est le cas de l'ESIC (Paris), qui lance avec Centrale et l'Ecole spéciale des travaux publics un master de « qualité et management de la qualité » qui veut « fédérer les deux tendances de la gestion de la qualité », affirme M. Pascal Morand, directeur du master. Certains spécialistes esti-

remment, la tendance n'est plus à la création de nouveaux diplômes de qualifié, mais plutôt à la sensibilisation du personnel des entreprises aux problèmes de qualité par le biais de la formation continue. Ceux qui se destinent demain à des postes de responsabilité dans les services qualité doivent donc piloter leurs études sur deux fronts : une formation de base, d'ingénieur, soit de « manager », complétée par des cours de qualifié.

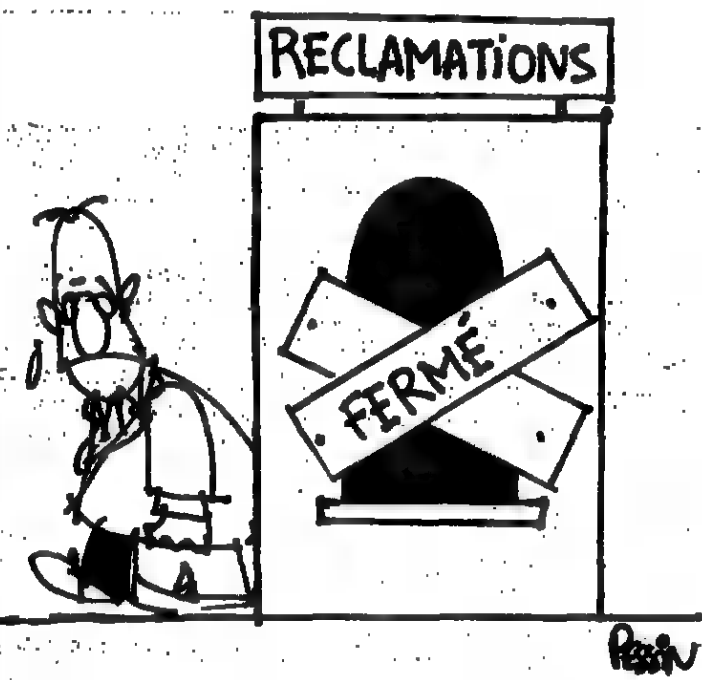
Dans ce domaine, le ministère de l'Industrie publie un répertoire des actions de formation à la qualité (édité à la Documentation française) (2). L'expérience la plus complète est menée par l'Institut universitaire de formation continue à Besançon, qui délivre un diplôme de l'université de Franche-Comté de niveau licence intitulé « responsable de la gestion de la qualité ». Les quinze à dix-huit stagiaires, souvent des techniciens ou des cadres en quête d'un meilleur emploi, sont embauchés dans toute la France dans les services qualité pour les plus jeunes, comme responsables qualifiés du PMI pour les plus expérimentés.

Le Centre d'actualisation scientifique et technique, qui dépend de l'INSA (Institut national des sciences appliquées) de Lyon, propose quant à lui, plus de quinze stages de courte durée dans des spécialités variées de la formation qualifiée.

En plus des universités, des organismes de tous genres se sont rattachés aux formations qualifiées. Le répertoire du ministère indique plus de mille stages dispensés par une soixantaine d'organismes : des divers associations de qualifiés, des associations de commerce et d'industrie, en passant par des organismes privés et des cabinets de consultants. Mais une vingtaine de centres spécialisés dans la qualité, comme M. Gilbert Ravet.

Depuis 1984, la formation de la qualité emprunte une troisième et nouvelle voie. Une série de séminaires, animés par la direction de l'enseignement supérieur et appuyés des associations (séminaires, ateliers d'entreprises, cours) dans une trentaine d'universités, IUT et grandes écoles. D'autre part, les méthodes de la qualité sont progressivement introduites dans les programmes de l'enseignement secondaire technique, du CAP au BTS, à partir de la rentrée 1986. Ce n'est qu'un début, mais l'intégration de la qualité dans ces filières est peut-être l'action qui aura à long terme le plus d'efficacité.

ANTOINETTE REVERCHON.



L'université technologique de Compiègne préfère la technique. Elle crée, dès 1971, une filière d'« ingénieurs qualifiés ». « Nos trente à quarante diplômés annuels trouvent facilement des emplois dans les services qualité de grandes entreprises, dans les bureaux d'études et dans les laboratoires d'essai de matériaux », affirme M. Schachter, professeur à l'UTC.

A l'université d'Angers, en revanche, la maîtrise d'électromécanique et de gestion de la qualité insiste particulièrement sur l'organisation, la gestion et les relations humaines. « Notre idée est de donner aux étudiants une « culture industrielle » plutôt qu'une

ment que des jeunes diplômés issus de filières qualifiées n'ont ni l'expérience ni le poids nécessaires pour influencer la politique d'une entreprise. « La qualité n'est pas seulement une affaire de qualifiés », estime M. Gilbert Ravet, délégué général de l'Association française des Cercles de qualité (AFCQ) et chargé d'une mission « qualité » au ministère de l'Economie, même s'il est spécialiste des méthodes de la qualité.

A l'UTC, M. Schachter reconnaît qu'un qualifié ne peut être parachuté dans l'industrie pharmaceutique ou agro-alimentaire sans être d'abord un professionnel du secteur. Appa-

dynamique pour la reconnaissance de la parole qui devrait être quatre fois plus rapide que les circuits existants. Parmi ses applications : bureautique (terminaux Bull), commande vocale de machines diverses. La durée du développement est de vingt-sept mois.

Un laboratoire pour étudier les matériaux métalliques

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et le groupe Saint-Gobain ont récemment créé un laboratoire commun sur le thème des matériaux et tout particulièrement des matériaux métalliques, qui devrait entrer en fonction dès l'automne prochain.

Unique en son genre, ce laboratoire sera composé d'une équipe de chercheurs du CNRS ainsi que de chercheurs et techniciens détachés du groupe Saint-Gobain (soit une quinzaine de personnes), dirigés par Jacques Durand, professeur à l'université de Nancy. Il sera installé dans les locaux du centre de recherches de Pont-à-Mousson, à Madières (Meurthe-et-Moselle), et pourra ainsi bénéficier des moyens de cette filiale du groupe, notamment en matière d'équipement de laboratoire.

La création de ce laboratoire devrait s'accompagner d'un important programme d'investissement en matériel scientifique. La région Lorraine pourrait participer à son financement, de même que le ministère de la Recherche, dans le cadre du nouveau programme mobilisateur sur les matériaux.

COMMUNICATION

RÉTINE câble Talence

Un réseau de liaisons informatiques très développé va être mis en place sur le campus universitaire de Bordeaux

DEPUIS quelques années, le campus universitaire de Talence est câblé en optique. Une « première » en Europe, affirment les membres de l'ADESO (Association pour le développement de l'électronique du Sud-Ouest), qui ne compte pas moins de deux ans.

Deux kilomètres de câbles à dix fibres relient entre eux les laboratoires et les centres de recherche installés sur le campus, au particulier le centre d'images et ressources de l'Institut géodynamique, le laboratoire de l'Ecole nationale supérieure d'électronique et de microtechnique, le centre Vidéo-communication numérique du laboratoire associé des sciences de l'information et de la communication, ainsi que le Centre interuniversitaire de calcul qui est doté d'un gros ordinateur IBM 4381.

Cet ensemble, symboliquement baptisé RÉTINE (Réseau et traitement d'images numériques pour l'économie de l'Aquitaine), devrait pouvoir fonctionner d'ici à quelques semaines et permettre des échanges informatiques et des échanges d'images entre les différents centres. Dès l'an prochain, le réseau sera relié à des centres

de recherche extérieurs au campus, en particulier au département d'imagerie du CHR du Haut-Levéque et à des entreprises industrielles de pointe de la région.

L'architecture retenue (réseau Carthage) est celle récemment développée par le Centre commun d'études de télécommunication et de systèmes (CCETT) de Rennes, qui permet de relier « en boucle » des matériels informatiques hétérogènes.

Les promoteurs de ce projet, qui a bénéficié de financements de différents ministères (éducation, culture, recherche, industrie) et du conseil régional, ont voulu utiliser les nouvelles techniques de traitement et de synthèse d'images pour la recherche, l'exploration des ressources numériques et énergétiques, la médecine, mais aussi la possibilité de conduire les différents laboratoires à mettre en commun les résultats de leurs recherches. Il s'agit d'enrichir mutuellement leurs savoir-faire et de vulgariser l'information scientifique et technique sur les technologies nouvelles de l'image électronique.

JEAN-MARIE DUPONT.

(Publicité)

SCHLUMBERGER n° 1 mondial de la recherche pétrolière veut licencier 168 salariés

Le personnel d'Etudes et Productions Schlumberger-Ciamart (92) et les organisations syndicales CGT, CGC et CFDT s'adressent à vous :

Notre entreprise, à Ciamart, opère dans le secteur para-pétrolier et exporte 99 % de sa production en direction :
- de l'Europe, de l'Amérique (Nord et Sud) ;
- de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient.
Composée de 88 % d'ingénieurs, cadres et techniciens, les 893 personnes d'une haute compétence professionnelle qui travaillent à Etudes et Productions Schlumberger contribuent, depuis plusieurs décennies, au succès et à la notoriété du groupe.

Le groupe Schlumberger est une multinationale réalisant chaque année des centaines de millions de dollars de bénéfices :

	1985	1984	1983
Chiffre d'affaires	\$ 587 087 000	\$ 570 442 000	\$ 577 458 000
Bénéfice net	\$ 35 036 000	\$ 11 827 000	\$ 10 842 000
Bénéfice net par action	\$ 1,17	\$ 4,10	\$ 3,73
Dividende déclaré par action	\$ 1,20	\$ 1,12	\$ 1,00

* Le bénéfice net pour 1985 comprend des charges exceptionnelles de 111 millions de dollars (1,71 dollar par action). Si l'on exclut ces charges, le bénéfice net est de 862 millions de dollars (2,88 dollars par action).

Un de ses actionnaires M. SEYDOUX achète des chaînes de télévision et organes de presse.

La direction d'E.P. Schlumberger envisage aujourd'hui la suppression de 168 emplois, soit 19 % de l'effectif, en prétendant des raisons économiques conjoncturelles.

Alors que la situation s'inverse par la remontée du prix du baril, Schlumberger tente de « dégonfler » qu'elle effectue au sein de son secteur pétrolier (vitalité).

L'entrée récente de Flopetrol (Mekou) dans ce secteur d'activité en est l'illustration, d'autant que cette société sera désormais supervisée par notre P-DG, qui dirige déjà « Wireline Atlantic ».

Le redéploiement mondial en trois pôles géographiques au lieu de deux (Ciamart, Houston) a des conséquences directes sur les études faites à Ciamart et donc sur nos productions futures.

Désinvestir de France en baissant de 15 % le budget des Etudes de recherche pétrolière (logging) de Ciamart au profit du nouveau centre de Fuchino (Japon), c'est laisser fuir une technologie de pointe que notre entreprise maîtrise parfaitement, en affaiblir le potentiel technique, abandonner nos ambitions en matière de haute technologie et, à plus long terme, poser la question de son devenir.

Il faut stopper ces décisions politiques, prises au niveau du groupe, contraires aux intérêts des salariés et du pays.

Nous sommes prêts à agir pour nous faire entendre et être écoutés.

LE PERSONNEL DE EPS
26, rue de la
92140 Ciamart.

Par objectif

UNE DE JEAN GANDOIS

Non belge d'un industriel français

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

« Je ne suis pas belge », dit-il avec une certaine fierté. C'est Jean Gandois, 52 ans, directeur général de la société de conseil et d'études de l'industrie française, la SIF. Il a travaillé pendant dix ans pour la firme belge de l'industrie chimique, la Sibelco, à l'époque où elle était dirigée par son père, Jean Gandois père. Mais il a quitté la Belgique pour la France, où il a fondé sa propre entreprise, la SIF, en 1971. Aujourd'hui, la SIF compte plus de 100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs.

Demain

Parole automatique

Deux marchés relatifs au développement de circuits intégrés, spécialisés dans le traitement automatique de la parole, viennent d'être notifiés par la direction des affaires industrielles et internationales (DAII) de la direction générale des Télécommunications.

Le premier VLSI (Very Large Scale Integration) ou circuit à très grande intégration, dont le développement est confié à Télec, a pour fonction l'analyse, le codage et la synthèse de la parole. Parmi ces applications, les vocodateurs et le stockage numérique pour répondre au registreur statique et pour mesurer les performances. La durée du développement est de trente mois.

Le second VLSI, confié à Bull, est un processeur de compréhension

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Importante société informatique recherche CHEF DU PERSONNEL

Une entreprise de taille humaine (140 personnes), basée à Paris, filiale d'un important groupe dans le domaine informatique, recherche son Chef du Personnel pour prendre en charge l'ensemble des activités de la fonction.

Il participera le Président à l'élaboration de la politique sociale, prendra en charge les relations les partenaires sociaux, le CE, les DP et le CHSCT, supervisera l'administration. Une sérieuse connaissance du droit du travail est requise.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, âgé d'environ 30/35 ans, ayant une expérience solide de la fonction Personnel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
Pierre Rigollier S.A.
A l'attention de M. J.-P. Anselmo. 11, rue Leroux 75016 Paris.

Chef de fabrication ingénieur

ENH - EAM - ICM - ENL

Société leader dans le domaine de la TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES (1500 personnes) recherche pour son unité de l'Est (200 personnes (80 km de Metz) un chef de fabrication.

Homme de terrain, vous avez le sens du management des hommes et de l'organisation. En relation directe avec le Directeur d'Unité, vous êtes responsable de 2 ateliers :
- d'injection (30 presses) 80 personnes
- et de finition 40 personnes.

Vous assurez des services entretien et de la maintenance de la machine d'atelier - 50 personnes. Homme de production, vous avez l'autorité naturelle vous permettant de gérer la fabrication dans le souci constant de la qualité des coûts et du respect des délais. Ce poste représente un réel challenge pour un jeune candidat (même débutant) il fort potentiel qui pourra évoluer au sein d'un grand groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 0522, à Média-System, 11 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Une recherche très opérationnelle

La filiale française d'un des leaders mondiaux de l'acoustique recherche un
INGENIEUR CHIMISTE

Membre de la direction de la recherche et du développement, il a la responsabilité des études sur les nouveaux produits en plastique composite, allant de la prospective produits à la réalisation des moyens de production. Il assure un rôle d'animateur et a de nombreux contacts avec les services prospective et marketing des entreprises clientes.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant plusieurs années d'expérience au sein d'un bureau d'études ou d'un service développement. Il justifie d'une connaissance effective des plastiques et/ou composites et/ou de la technologie des polymères.

La croissance de l'entreprise offre de réelles opportunités de développement de carrière. Poste à pourvoir en Région Parisienne Ouest.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 605 à I.M. (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

DES INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS ouverts aux techniques nouvelles

La développement technologique, l'utilisation de l'énergie, en multipliant les risques humains et matériels, ont mis en premier plan des préoccupations industrielles la Sécurité.

L'APPAVE - important organisme de vérifications techniques - répond à ces préoccupations. Elle offre aux entreprises de Paris et de la Région Parisienne l'assistance d'équipes spécialisées à haute qualification.

Les ingénieurs actuellement recherchés devront être issus de l'ENST, l'ENSM ou similaires.

Ils assureront des missions de contrôle de sécurité en milieu industriel et devront être capables d'évoluer à court terme vers une activité de contrôle en Automatismes, Robotique, etc.

Les plus performants trouveront, à moyen terme, l'opportunité d'évoluer vers des postes d'encadrement d'équipes d'inspecteurs.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 8638 à APPAVE, Service Recrutement, 17 rue Solenne 75854 Paris Cedex 17.



RANK XEROX

Leader de la bureautique, avec plus de 4500 personnes, l'objectif du Groupe est de réaliser d'ici 1990 100 % de son Chiffre d'Affaires grâce à son développement des systèmes bureautiques et informatiques.

Nous recherchons

1 Chef de projet génie logiciel

au sein de notre Direction des Systèmes d'Information employant 120 personnes et s'appuyant sur un environnement technologique particulièrement riche :

IBM, MVS/IMS, FOCUS, terminaux et postes bureautiques.

Il mettra en oeuvre un projet ambitieux de génie logiciel sur la base de postes de travail évolués (bureautique, intelligence artificielle), et nous recherchons un chef de projet ayant une expérience d'utilisation ou de développement dans ce domaine.

Vous serez responsable de la définition, de la

mise en oeuvre et de la promotion des méthodes et des outils choisis.

Un esprit méthodologique allié à une forte capacité d'écoute et de dialogue constituent des atouts essentiels pour réussir dans cette fonction de haut niveau.

Ingénieur d'une grande école, avec 4 à 8 ans d'expérience professionnelle, soit dans la conduite de projets importants, soit dans la construction de systèmes informatiques classiques.

Pour ce poste, adresser votre candidature C.V. sous réf. LLM.178 à Hélène Lautredou.

2 Chefs de projet utilisateur

Notre Direction Administrative gère des informations concernant nos clients et leurs contrats. Elle est le garant de la qualité de notre service et de l'équilibre financier de l'entreprise.

Vous serez responsable des études d'organisation, de la conception et de la mise en oeuvre des systèmes informatiques et bureautiques, en relation étroite avec la Direction des systèmes d'information.

Vous serez l'interlocuteur privilégié des utilisateurs et bien sûr l'élaboration des cahiers des

charges que dans la formation à dispenser.

Diplômés d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou scientifique (X, Mines, Centrale, Ponts et Chaussées), avec 2 à 8 ans d'expérience professionnelle dans la conduite de projets d'organisation et informatiques dans un environnement similaire.

Pour ces deux postes adressez votre candidature C.V. sous réf. A.L.M.178 à Stéphane Roussel.

Pour l'ensemble de ces postes, votre intégration au sein des Directions Informatique et Administrative vous assure de nombreuses possibilités de carrière.

Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 11 rue d'Aulnay-sous-Bois Cedex.



THOMSON SINTRA
ACTIVITÉS SOUS-MARINES

FILIALE THOMSON CSF

PARMI LES PREMIERS DANS
SON DOMAINE AU NIVEAU
MONDIAL

GRANDS SYSTEMES
EMBARQUES INFORMATIQUE
TEMPS REEL

RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT D'ARCUEIL

Ingénieurs informaticiens.

Grandes écoles - 3 à 5 ans d'expérience.

- Développement de logiciels de base (Moniteur, Compilateur, S.G.F., Handlers, etc...) destinés à la nouvelle génération de systèmes embarqués hautes performances.
- Développement de systèmes embarqués hautes performances.
- Evolution des postes et responsabilités pour candidats à valeur.

Réf. JFS 701.

Ingénieur électronicien.

Bonne formation en Informatique - 2 à 5 ans d'expérience.

- Destiné à assurer l'évolution du matériel du programme (Microprocesseurs 8080 et 68000)
- Mise au point d'équipements de série.
- Après une période de formation de quelques mois à nos matériels dans l'établissement de Cagnes-sur-Mer, l'activité sera exercée dans notre établissement d'Arcueil.

Réf. JMD 492.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Martine Bialobos THOMSON SINTRA ASM 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX. Frais de transport éventuels à notre charge.

de l'Inde

SECTEURS DE POINTE

de l'Inde

V

INGÉNIEURS INFORMATIENS

ous désirez acquérir la maîtrise des technologies de pointe, dans le domaine de l'intelligence artificielle, des protocoles de télécommunications, du génie logiciel...

Nous recherchons des ingénieurs diplômés de Grandes Écoles avec une bonne expérience informatique et désirant exercer des activités de conception et de réalisation de logiciels pour des systèmes complexes.

Venez prendre la direction de nos projets, au sein d'une entreprise dynamique : 1300 personnes, 864 millions de chiffre d'affaires en 1985, une implantation nationale et internationale.

SESA - Direction
des Ressources
Humaines
30, Quai de Dion
Bouton 92806
Puteaux Cedex
Réf. : 16-LM

SESA

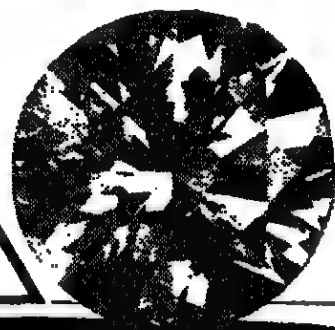
Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir une entreprise.

Nous avons développé des technologies un

savoir-faire exceptionnels dans le domaine des télécommunications, des réseaux monétiques, des systèmes d'automatisation : électronique, péages de métro, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac... Les succès que nous obtenons dans le monde en témoignent.

Nous voulons faire partager notre conception du "Parfait Simple".



Systèmes avancés de télécommunications

Oui, la technologie française s'exporte bien en Asie du Sud-Est

La France : En concurrence avec les meilleurs fabricants mondiaux de systèmes électroniques, nous devons nous imposer sur ce continent comme sur tous les autres. Nous sommes déjà un milliard en France à l'export.

Si vous êtes comme nous, sans complexes, nous sommes prêts à vous intégrer sur cette zone. Pour cela, il faut bien sûr que vous soyez diplômé d'une grande école de commerce et que vous puissiez justifier d'une première expérience réussie à l'exportation de biens d'équipement.

Merci d'adresser CV, photo, rémunération souhaitée, sous la référence M 32/1386 R à

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON STRASBOURG TOULOUSE NANTES NIMES ROMA VENIZIA LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Filiale Groupe Multinational
Équipements Automobile
recherche

**INGENIEURS
ETUDES ET
ESSAIS**

Diplômés d'une école d'Ingénieur (AM, ENI, ENSI, INSA etc.).
Débutants ou ayant une première expérience dans une industrie de grande série et parlant couramment l'anglais.

Les candidats verront offrir de réelles possibilités d'évolution dans notre groupe. Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Nord/Est de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à référence 822 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris cedex 01, qui transmettra.

Important groupe français en expansion - 3500 personnes, 12 filiales France et étranger - leader européen dans le domaine de la Connectique recherche

INGENIEUR METHODES ACHATS (réf. IMA)
Tout en participant à la politique achats, il assure la prospection de fournisseurs et de techniques.

Ce poste riche en responsabilités (Bureau études, production, qualité, fournisseurs) est à nature à recruter un ingénieur mécanicien ou micromécanicien expérimenté possédant une première expérience industrielle et ayant une bonne maîtrise de l'anglais.

La politique de diversification du Groupe vers de nouveaux créneaux amène la Division Equipements Industriels à enrichir son bureau d'études et développements en créant plusieurs postes d'

INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONFIRMES ET DEBUTANTS

Ils travailleront sur des projets électroniques très divers allant du diagnostic automobile à des micro-terminaux et sous-ensembles destinés à la monétique et à l'industrie des Télécommunications.

Les ingénieurs confirmés (5 ans d'expérience industrielle) participent des études de l'élaboration du cahier des charges à la livraison client.

Les ingénieurs débutants participeront à des degrés divers à ces différents projets. Nous recherchons des candidats motivés, dotés d'un bon esprit d'entreprise ayant la volonté de s'intégrer à une jeune équipe.

Les postes sont à recruter à VIEILLE POSTE (Proximité Orly).

Merci d'adresser CV + lettre man. + prétentions ou salaire à la Société SOURIAU, sous la référence choisie, 9/13, rue du Général Gallieni, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

SOURIAU : PARTAGER LA PERFORMANCE



INTERLEC, notre division équipements, conçoit et réalise des systèmes de pilotages automatiques de Métro. Attachant une grande importance à la réputation internationale, nous nous sommes engagés à conquérir et désirons de nous améliorer sans cesse, nous recherchons notre (H/F)

Responsable Qualité

Il animera et coordonnera le service qualité dans les actions de définition, industrialisation, inspection et recette des matériels et installations. Il développera l'esprit qualité à tous niveaux, tant auprès des responsables que nos clients services, qu'auprès de ses homologues chez nos clients ou nos fournisseurs.

Il sera basé au BOURGET, mais sera amené à se déplacer en France et ponctuellement à l'étranger. Ingénieur grande école, il possède une expérience confirmée (5 ans minimum) en Méthodes ou Qualité, qui aura permis de mettre en valeur ses talents d'homme de contact, sa force de conviction et son sens de l'organisation.

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, merci de nous adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre, photo et prétentions) à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel 2 rue Auguste Comte - Immeuble Le Berry - 92170 VANVES



MATRA TRANSPORT

APPLICATIONS INDUSTRIELLES
DE
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

INGENIEUR COMMERCIAL CONSULTANT

Notre société fabrique à l'échelon européen des systèmes industriels destinés à des applications de contrôle de processus et de machines, intégrant les techniques de l'intelligence artificielle.

Nous recherchons un ingénieur dont la mission sera double :

- intervenir en qualité de Conseiller auprès des Entreprises,
- réaliser un C.A. annuel en temps que Responsable de produits.

Nous accueillerons un candidat de formation supérieure, possédant une solide expérience (5 ans minimum) du milieu industriel acquise soit comme ingénieur d'Affaires, soit comme ingénieur commercial.

Anglais parlé indispensable. Rémunération motivante composée d'un fixe + primes + voiture de fonction.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à M. A. L. PUBLICITE 27 rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra en toute confiance.

DEFENSE, TRANSPORT
INFORMATIQUE/TELECOM

INGENIEUR GENIE LOGICIEL
GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE HAUT NIVEAU

Nous sommes une importante Société française réalisant des systèmes complexes de contrôle commande et des produits d'informatique spécialisée où LA SECURITE EST EN JEU.

L'ingénieur recherché - pour l'un de nos centres d'études situé en proche banlieue Sud Paris - développera et VALIDERA DES LOGICIELS DE HAUTE SURETE (analyse de complexité pour en déterminer la fiabilité, analyse statistique des fautes et probabilités...). L'expérience du développement de logiciel temps réel est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. MGL 6604.

مركز من راحل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Secrétaire général

350.000 F

Technologie de pointe - Cet organisme, établissement public industriel et commercial (environ 300 personnes), se consacre au développement des technologies nouvelles, recherche son secrétaire général. Véritable second du directeur général pour la gestion et l'administration de l'organisme, il assure personnellement la direction des affaires sociales et supervise l'ensemble des services fonctionnels : finance - comptabilité, administratif, juridique, propriété industrielle, sécurité, services techniques généraux. Il dirige directement une cinquantaine de personnes. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou ayant l'expérience d'un contenu scientifique et technique) ayant acquis dans la direction d'un établissement, d'une filiale ou dans un poste de secrétaire général similaire la maîtrise des problèmes de gestion, d'administration et de relations avec les partenaires sociaux. Il participerait activement à l'amélioration continue des structures en vue de valoriser au mieux le savoir-faire technique de l'établissement et s'intégrerait avec aisance dans un milieu scientifique comprenant une majorité d'ingénieurs et de techniciens supérieurs. La rémunération annuelle, de l'ordre de 350.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2772M.

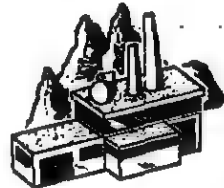
PA

3, rue - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Offres PA Minitel : 36.14.91.66

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR AM, Génie Chimique...

Pour nous, l'entretien travaux neufs n'est pas une tâche de garage.



Fille d'un groupe industriel français de renommée internationale, notre entreprise (250 personnes) est l'un des grands noms mondiaux de la production de sodium, vanadium, lithium... Le budget annuel d'investissement et de fonctionnement de notre service E/TN représente 15% de notre CA ; l'effectif est de 60 professionnels, de bon niveau.

Ingénieur diplômé âgé d'au moins 5 ans, vous assurez aujourd'hui l'ensemble des paramètres technico-économiques de la fonction et avez l'habitude de manager les hommes.

En relation avec nos services techniques, vous dirigez les études, la construction, les essais et la mise en route des installations pilotes ou industrielles dans un contexte aux réactions rapides face aux évolutions des marchés et gères votre budget.

L'anglais est un atout.

Le poste est à pourvoir en SAVOIE.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 413 LM à notre Conseil :

SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
Membres du Syndicat

Pour un projet international

Nous sommes un important groupe spécialisé dans l'électronique et l'informatique industrielle de pointe et recherchons pour un grand projet.

Ingénieurs Radiocommunications

TRAITEMENT DU SIGNAL-TRANSMISSIONS RADIO

De formation supérieure (ISE, ENSITH, Sup Telecom... avec option radio) vous avez acquis une première expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine. Nous vous confierons la responsabilité d'une petite équipe chargée du développement de sous-ensembles d'émission, réceptions et pyramides de fréquences.

Passionnés de radio, vous saurez vous adapter aux technologies nouvelles qui entourent votre domaine. Vous y développerez les capacités d'innovation et de rigueur exigées par les caractéristiques de ce projet.

Lieu de Travail : proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RD 102, bd. Malesherbes 75001 Paris.

JFD conseil

LOGISTA

Ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Vous êtes DEBUTANT et vous cherchez une STRUCTURE D'ACCUEIL capable de vous apporter formation, diversité et technicité.

ou encore
Vous possédez une PREMIERE EXPERIENCE de 2 à 5 ans et souhaitez donner un NOUVEAU SOUFFLE à votre carrière dans une société solidement implantée sur son marché et dont la taille privilégie encore le dialogue dans l'entreprise.

LOGISTA filiale d'un grand groupe français, rassemble aujourd'hui 265 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que la TELEMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX, L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION.

Depuis 10 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante.

Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo. Pour le reste, accordez-nous quelques jours.

LOGISTA 30 quai de Dion Bouzon 92806 Puteaux Cedex. A l'attention d'Hervé Copier.

LOGISTA : DES HOMMES DE SOLUTIONS.

Ingénieur micro-électronicien

Au sein d'HP France, nos divisions situées à Grenoble sont chargées du niveau mondial du développement, de la production et du marketing de matériels performants, réseaux et ordinateurs personnels. Dans ce cadre, notre laboratoire d'analyse est responsable de la qualification des composants fabriqués en Europe par nos fournisseurs.

Vous serez responsable de l'analyse de circuits intégrés complexes pour effectuer des évaluations technologiques, des qualifications et analyses de défaillance.

Ce poste, requiert de votre part d'acculer les connaissances pratiques de la technologie MOS ainsi que des mécanismes de défaillances associés. Votre expérience professionnelle, votre personnalité autonome et votre aisance en anglais vous permettront d'assumer cette mission avec succès.

HP est une entreprise internationale qui pratique une gestion par objectifs de son personnel. Elle offre de larges perspectives de carrière tant au plan national qu'international.

Il vous faut adresser votre candidature comprenant un CV et une lettre indiquant clairement vos motivations et la référence GPCD/10/M, à Jean-Philippe LEBLANC - HEWLETT-PACKARD France - Service Recrutement - 11 avenue Raymond Chanot, 69000 LYON.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES
3 USINES
4,3 MILLIARDS DE CA
3° EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE



HEWLETT
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

Groupe industriel en pleine expansion - 1400 personnes - M. CA ayant pour LA TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES (pièces techniques) recherche pour ses unités de production situées :

- dans une petite ville l'Ouest (60 km d'Angers) 400 personnes

- dans le Nord (45 km de Lille) 350 personnes

FUTUR ADJOINT CHEF DE FABRICATION

INGENIEUR ECAM - ENSM - ENSI

• Il supervise et anime l'équipe 150 personnes de l'atelier d'injection un permanent d'efficacité et de rentabilité.
• Il organise et optimise la fabrication dans le respect de la qualité et des délais.
Nous confier ce poste à un candidat ayant une première expérience dans une entreprise industrielle (mais non limitée acceptée).

Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe pour des hommes dynamiques et à fort potentiel. Adresser lettre manuscrite, CV, photo + prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75001 Paris, qui transmettra.

INGENIEUR METHODES

ECAM - IDN - ICAM - HEL

En relation directe avec le Directeur d'Unité :
• Il optimise la productivité du cycle de fabrication.
• Il recherche de nouveaux procédés et améliore les postes de travail.
Avec le Service Central Méthodes, il coordonne la mise en œuvre des programmes arrêtés et lance les programmes en série.
Rigueur et sens de la communication sont des qualités déterminantes pour ce poste qui peut éventuellement convenir à un débutant (+ BTE apprécié).

Présents dans 75 pays, forts de nos 26 000 collaborateurs, de la puissance de nos moyens techniques et des coopérations engagées, nous développons sur tous les marchés des solutions de qualité compétitives et évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs le monde davantage de liberté pour mieux communiquer afin de mieux entreprendre.

BULL ENGAGE DES JEUNES INGENIEURS MOTIVES PAR L'INFORMATIQUE DE GESTION

Jeune diplômé, débutant, que vous sortiez de Grande Ecole ou que vous possédiez DEA/DESS option informatique indispensable, recherchez une carrière évolutive.

Si vous êtes motivé par les systèmes d'information et la communication d'entreprise, venez vous associer à la Direction des systèmes d'information du Groupe BULL où vous participerez au développement des applications informatiques, gestion, bureautique, réseaux et production informatique.

C'est un premier temps, une formation à la fois, centrée sur les méthodes et très orientée terrain.

Animé par l'esprit d'équipe, vous pouvez concilier une bonne capacité d'adaptation aux changements technologiques à un goût pour le travail concret et méthodique.

En somme, nous proposons aux meilleurs d'entre nous un véritable parcours qui, selon vos compétences, vous permettra d'évoluer à terme vers des postes d'encadrement.

Bull



Prenez contact avec nous, envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à M. Nanni, PR 5G090 sous référence 13 CNL, 94 avenue Gambetta - 92000 Clichy Cedex 20

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Arianespace recrute

Afin de renforcer la Division Systèmes au sein de notre DIRECTION INDUSTRIELLE, nous vous offrons d' :

l'ingénieur responsable des interfaces électriques du lanceur

• Vous êtes **INGÉNIEUR ELECTRONICIEN**.
• Vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine des systèmes électriques embarqués, et votre anglais est courant.
• Vos qualités principales sont la rigueur et l'esprit de synthèse allés au sens du concret.
• Vous souhaitez occuper un poste qui vous permettra d'acquies rapidement une connaissance générale du lanceur.
C'est pourquoi nous désirons vous confier :
• La gestion des interfaces Lanceur/Sol et Lanceur/Lanceur.
• L'étude des compatibilités entre satellites.
• La gestion du logiciel de commande des satellites.
• La participation aux revues systèmes électriques et aux modifications de modification du lanceur.
• Le poste est à pourvoir à EVRY, mais il nécessite quelques déplacements à KOUJOU et à l'étranger.
Si vous désirez vous joindre à nous, merci d'adresser votre candidature à : Bernard MALAGIE - Relations Humaines - ARIANESPACE
Boulevard de l'Europe - B.P. 177
91100 EVRY CEDEX



INGENIEURS CONCEPTEURS REDACTEURS

Débutants ou possédant une première expérience vous avez outre une formation supérieure (Bac + 4 minimum) le goût et le souci de l'information.
Vous rejoindrez une équipe jeune, motivée qui conçoit, développe et informatise la documentation liée au logiciel CFAO Casia. Pratique de l'anglais indispensable.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à DASSAULT SYSTEMES, Nicole MOUZARD, 40, bd Henri-Sellier, 92150 Suresnes.

dassault systems

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE ET INGENIERIE



Société de distribution de biens d'équipement et de Paris, nous recrutons un nouveau collaborateur. De l'ingénieur mécanicien ou équivalent, le candidat âgé de 35 ans environ, aura une expérience de 5 ans minimum dans le service technique et possèdera les connaissances des nouvelles techniques d'usage (robotique, FAO, etc.) et autres moyens de production modernes.
Outre l'animation d'une équipe de 20 techniciens, il sera chargé de l'introduction de nouveaux produits sur le marché et du suivi de leur évolution (contacts fréquents).
Anglais parlé et écrit.
Déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'étranger.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 07903 M. BLEU Publicité 17, rue du Doo-ling, 92000 Nanterre Cedex qui transmettra. Confidentialité

Ingénierie de systèmes informatiques

Implantée en France et à l'étranger, notre société compte parmi les leaders de l'ingénierie productive :
• savoir-faire dans l'automatisation de procédés industriels complexes s'appuyant sur une maîtrise reconnue des systèmes informatiques Temps Réel et une méthodologie de développement étroitement associée à des outils performants dans l'environnement VAX/VMS.
Une expansion régulière nous conduit à renforcer nos équipes en créant plusieurs postes de cadres :

Responsable technique de projet informatique

Dans le cadre des projets d'informatique industrielle complexes, vous dirigerez une équipe d'ingénieurs et de techniciens depuis la phase de conception jusqu'à l'intégration sur le site. Vous serez en contact direct avec le chef du département études informatiques la responsabilité du respect de la qualité technique, des délais et des coûts. Ce poste, qui nécessite de solides compétences techniques en informatique Temps Réel (minicalculateurs, moniteurs temps réel, langages évolués, protocoles, réseaux locaux industriels, automatismes), s'adresse à un ingénieur diplômé possédant une expérience d'au moins 4 ans et ayant participé à la réalisation de plusieurs projets complets. (Réf. MSC/IS/RP)

Ingénieur concepteur

Vous assisterez le responsable technique de projet dans les phases de spécification et de conception de l'architecture interne de l'application. En contact direct avec lui, vous assurerez la réalisation d'une partie du système jusqu'à l'intégration sur le site.
Ce poste qui nécessite de solides bases en informatique Temps Réel, une réelle aptitude à la conception, s'adresse à un jeune diplômé en informatique débutant ou première expérience. (Réf. MSC/IS/IC)
Le lieu de travail est situé en banlieue ouest (accès SNCF et RER).



Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature pour la référence du poste choisi.
Ordis - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

SODETEG S.T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique
550 personnes dont 250 ingénieurs - 80 % du C.A. réalisé à l'export
recherche dans le cadre de sa forte expansion

INGÉNIEUR GÉNIE LOGICIEL DE HAUT NIVEAU

De formation Grande École, vous avez acquis une expérience d'environ cinq ans dans la réalisation de projets logiciels en TEMPS RÉEL et êtes intéressés par les techniques de génie logiciel.
Vous serez chargé au sein de la Direction Technique de promouvoir la méthodologie de développement logiciel et de définir les outils d'atelier logiciel (gestion de configuration et de projet, environnement graphique).
Vous établirez avec les chefs de projets les plans de développement et de qualité.

SODETEG/T.A.I. présente dans 25 pays, offre à des ingénieurs talentueux et disponibles, une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence I/M à la Direction des Affaires Sociales, SODETEG/T.A.I., Sandrine MANDIN, 285, rue de la Minère, B.P. n° 11 - 78530 BUC.



Dynamique, jeune, ingénieur... et leader de notre bureau technique.

Jeune diplômé(e) en Arts & Métiers, HEI, ENSAIS... vous êtes bien un ingénieur déjà très performant :
• vous possédez une formation complémentaire en automatisation industrielle.
• 11 années passées au sein d'un Bureau Technique, de préférence dans l'agro-alimentaire, vous ont familiarisé(e) avec les problèmes de maintenance et de gestion des dossiers techniques.
Mais surtout, vous êtes un battant : dynamique et volontaire, vous savez faire partager vos convictions et motiver vos équipes.

Alors rejoignez-nous et devenez le leader de notre Bureau Technique ! A la tête d'une équipe de 6 personnes, vous serez chargé(e) de garantir l'optimisation technique à moyen terme des outils de production : fiabilité, mise à jour technique, réduction des coûts d'entretien...

La taille de notre groupe, notre niveau technologique et notre capacité de renouvellement sauront satisfaire vos ambitions personnelles.

Nous vous remercions de faire part de vos motivations à Bernard Franot, sous référence BT
Belin, BP 93 - 91003 EVRY CEDEX.

A LA POINTE DES TECHNIQUES : LE NUCLEAIRE

Société, leader dans son secteur d'activité, recherche



Les candidats seront diplômés d'une école d'ingénieurs reconnue sur le plan national et justifiant d'une première expérience professionnelle dans leur spécialité.
Ils seront familiarisés avec les techniques de gestion d'entreprise et pourront prétendre à des responsabilités d'affaires et de contrats.
Un sens aigu de la communication ainsi qu'une bonne connaissance de la langue étrangère seront appréciés.



en Mécanique - Maintenance Automatismes Industriels.
Les candidats seront titulaires d'un diplôme Universitaire de Technologie ou d'un diplôme de Technicien Supérieur.
Ils devront posséder un sens aigu des responsabilités et de grandes capacités de contacts.
Leur mission sera de participer à l'exploitation d'équipements complexes (procédés physico-chimiques, maintenance, micro-informatique, gestion assurance qualité).

Lieu d'attachement : Région Parisienne.
Des déplacements sont à prévoir auprès de nos unités opérationnelles situées sur les différents sites nucléaires.
Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. 8273 M. CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

85 Agences, 1250 Collaborateurs,
recherche pour assurer à court terme des responsabilités d'encadrement

UN COMPTABLE

Vous êtes :
- titulaire d'un DECS complet ou en cours
- ouvert à l'utilisation de la micro-informatique comme outil de productivité dans la comptabilité
- capable d'organiser et d'animer une équipe comptable et d'apporter aux autres services de la Banque l'assistance nécessaire pour une bonne exploitation du système comptable.
Vous avez :
- 30 ans
- une bonne maîtrise de la Comptabilité Générale et la préférence, les connaissances en matière de Comptabilité Bancaire
- des notions de fiscalité d'entreprise et vous êtes intéressé par les systèmes de Comptabilité Budgétaire.

Lieu de travail : SAINT-QUENTIN en YVELINES
Adressez-nous votre demande manuscrite, CV détaillé et photographie à
BPROP - Direction des Relations Humaines
avenue Newton - 78183 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

مركزا من لاصال

1^{er} Monde

SECTEURS DE POINTE

Responsable d'études informatiques

Paris. Un très grand groupe financier recherche un responsable d'études pour sa filiale informatique. Dépendant du Responsable du Secteur Assurances, il prendra en charge la réalisation et le développement des applications concernant les assurances. Il encadrera directement une équipe d'une dizaine d'analystes et de programmeurs. Il sera le conseiller et l'interlocuteur permanent des utilisateurs.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, a une formation supérieure (école d'ingénieurs ou équivalente), une expérience informatique minimum de six ans dont deux ou trois comme chef de projet. La connaissance des systèmes de gestion de bases de données est indispensable; l'expérience de l'environnement Bull GCOS/8/DMA est souhaitée. Le poste requiert une personnalité de haut niveau, un esprit de synthèse et des qualités relationnelles. *Motivés par l'opportunité d'évolution au sein de la SEMA-SELECTION.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à H. BOUET sous référence SEMA-SELECTION, 11, rue de la République 92126 MONTRouGE CEDEX.

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

INGÉNIEUR III-B
recherche pour diriger une activité informatique de développement de systèmes temps réel (hard et soft) pour traitement d'images et de signaux.

Sont requis : - une expérience technique de la spécialité, - l'expérience de la direction d'équipes de 50 personnes ou plus, - l'anglais courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 91028/LM, à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS.

Groupe industriel leader dans sa profession recherche pour sa Division PROCESS CONTROL

INGENIEURS SYSTEME

ayant plusieurs années d'expérience en informatique industrielle Temps Réel pour développement logiciel et mise en œuvre d'ensembles à base de mini calculateurs.

Envoyer CV et prêt. sous réf. 8409 à Contasse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOURIAU, n°1 européen du connecteur professionnel, présente sur tous les marchés de l'aéronautique, des lanceurs, de l'informatique et des fibres optiques, recherche pour l'une de ses unités en Pays de Loire un :

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

L'intéressé sera correspondant à l'unité via à vis de la Direction Informatique (siège VAX 780). Assisté d'un programmeur, il assurera la conception et la réalisation d'applications micro-informatiques. En outre, il conseillera les utilisateurs dans le choix des logiciels standards et facilitera leur mise en œuvre. Ce poste s'adresse à un généraliste, niveau Licence, avec quelques années d'expérience, et capable en gestion de production. Le candidat devra être capable d'analyser et d'exprimer en termes informatiques les besoins des utilisateurs. Les qualités relationnelles seront particulièrement appréciées. Anglais souhaité.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT MOULAGES PLASTIQUES

La candidate a la passion de la technique, l'expérience réussie de l'animation d'une équipe de techniciens de haut niveau, une solide formation de base (ECP, Mines, ENSAM...) et l'ambition de diriger dans quelques temps un département complet. Avec une équipe jeune et motivée d'environ 25 personnes (ingénieurs, techniciens professionnels) il sera responsable de la définition de la conception, la fabrication et la mise en route de l'ensemble des moyens techniques du département.

Adresser CV + photo en précisant la réf. à SOURIAU, Service du Personnel, BP 50, 72400 LA FERTE BERNARD

SOURIAU : PARTAGER LA PERFORMANCE

sonauto



Nous importons et distribuons en France les automobiles PORSCHE, MITSUBISHI, SEAT et les motos YAMAHA. Nous avons conçu une informatique largement distribuée autour d'un SPERRY 1100/62 supportant un réseau maillé réparti entre la France et l'étranger. Nous entamons une nouvelle étape en accueillant à Cergy-Pontoise (95) :

un organisateur informaticien

Aux côtés du directeur du département "pièces et rechange" (110 p.), vous serez responsable informatique, conduire les réorganisations internes, sous-traiter l'informatique, doter le département d'outils de gestion, pour optimiser et aider les décisions, appuyant les systèmes existants.

Ingénieur, vous avez acquis en cinq ans une solide expérience de conduite de projets en milieu industriel ou dans la distribution ; vous vous êtes éloigné de la technique pour vous consacrer à vos utilisateurs. Enfin, vous voulez raisonner en termes de système d'information à l'échelle d'un département.

Motivé consultant, M. S. BLAIN, vous remercie de lui écrire (réf. 4794 LM), "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

QUAND L'OBJECTIF EST POINTU, LA PRECISION S'IMPOSE.



Espace, télécommunications, armement, électronique, automobile, transports... MATRA signe de sa marque les grandes compétitions de temps. Aujourd'hui, MATRA DATASYSTÈME, constructeur français, reprend cet esprit de compétition. Avec chez nous les collaborateurs une implication totale : de la conception à la maintenance, passant par le marketing, la recherche, le développement, la fabrication, le commercial. Et avec l'intention arrêtée d'imposer "la recherche de l'excellence technologique" sur le marché de la super mini 16 et des stations de travail, dans des domaines pointus :

- calcul scientifique,
- graphique,
- réseaux, télématique,
- bureautique.

Pour gagner ce challenge, MATRA DATASYSTÈME attend des professionnels confirmés qui souhaitent allier connaissances techniques, créativité avec rigueur de gestion et sens du service.

Des hommes et des femmes capables de percer au plus vite dans un secteur de pointe.

- Chef de produit CAO / DAO et produits graphiques	Réf. 301
- Chef de produit bureautique	Réf. 302
- Chef de projet développement produits	Réf. 401
- Ingénieurs commerciaux grands comptes filiales	Réf. 201
- Ingénieurs technico-commerciaux CAO, bureautique, simulation	Réf. 202
- Instructeurs service formation	Réf. 501
- Ingénieurs support	Réf. 502
- Ingénieurs recherche et développement débutsants ou expérimentés	Réf. 601
- compilation, système d'exploitation, circuit VLSI	

Si vous désirez conjuguer vos ambitions avec notre précision, n'hésitez pas... suivez la flèche.

Veuillez adresser votre candidature à Monsieur Denis BELLOCQ, Directeur des Ressources Humaines de MATRA DATASYSTÈME - Parc d'Activités de Bois-d'Arcy - 1, avenue Niepce - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

MATRA DATASYSTÈME
L'INFORMATIQUE SIGNÉE MATRA

Veuillez adresser une lettre manuscrite accompagnée de votre C.V. en mentionnant la référence du poste qui vous intéresse (précédée de la mention MO).

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

EGOR TECHNOLOGIES

cherche un  rare de plus !

Les entreprises de pointe sont toujours plus nombreuses à nous faire confiance ; nous savons trouver les hommes dont elles ont besoin aujourd'hui pour mieux se développer demain.

Cette mission est difficile mais combien passionnante. Elle demande une connaissance précise des marchés de l'électronique, de l'informatique et des industries nouvelles mais aussi opiniâtreté et imagination. En un coup de professionnalisme.

Ingénieur de formation, vous bénéficiez d'une solide expérience de la gestion des secteurs qui nous intéressent.

Vous souhaitez maintenant vous investir dans une profession à caractère libéral.

Nous sommes une équipe de professionnels, vous notre oiseau rare ?

Merci d'adresser, lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous la référence ME/732 à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

INGENIEUR CONSULTANT

CHOISISSEZ
VOS ARMES

PARIS

Diplôme d'une grande école d'ingénieurs, vous avez un excellent niveau de compétence en systèmes hétérogènes de télécommunications SNA, DSA et une bonne connaissance de l'exploitation.

Vous agirez en tant que conseil dans la mise en place de systèmes informatiques auprès des grandes entreprises.

Vous participerez à l'élaboration et à la stratégie Marketing du groupe.

5 ans d'expérience vous ont permis d'acquérir les capacités d'organisation et d'intervention sur des grands comptes.

Des déplacements en Europe sont à prévoir.

ICL, premier constructeur informatique européen, offre une situation souple qui valorise vos compétences.

Adressez votre candidature (CV + photo) :

à Jean-Pierre Barret, ICL France,
Direction des Ressources Humaines,
16 cours de la République - 75001 Paris.

ICL

A LA POINTE DE L'INFORMATIQUE

INGÉNIEURS LOGICIELS

Informatique technique et industrielle

Pour participer à la mise au point de logiciels techniques, optimiser la qualité de nos prestations, maintenir le développement le plus important du marché, THOMSON-ANSWARE, SSI du Groupe ICL (1050 personnes, 300 MF en 85), s'appuie sur des équipes d'ingénieurs expérimentés et regroupés par domaines de compétences.

Participez au développement de logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines :

- Productique, Robotique,
- Contrôle de Processus,
- Systèmes embarqués,
- Traitement d'images,
- Instrumentation,
- Génie Logiciel,
- Télécom.

Informaticiens, Automaticiens, Electroniciens

Grandes écoles ou Universités, vous avez une expérience d'environ 2-3 ans en mini-ordinateurs : DIGITAL, HP 1000, SOLAR, MITRA, GOULD, micro-processeurs : INTEL, MOTOROLA, etc.

Vous maîtrisez les langages : Assembleur, C, Pascal, PLM, LTR.

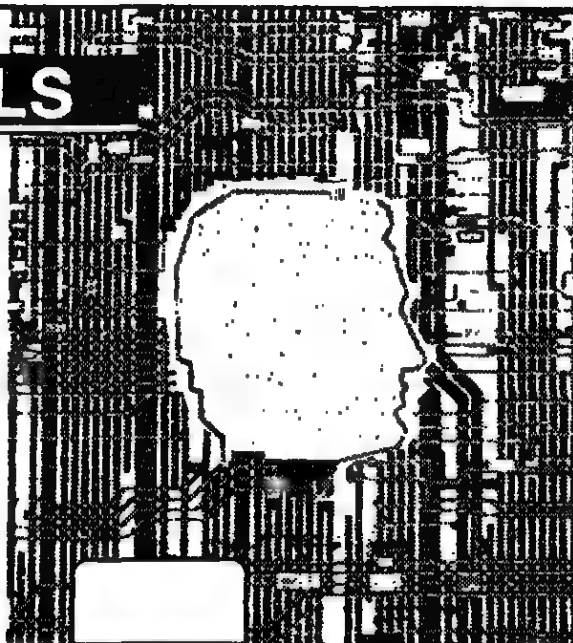
La connaissance d'UNIX est un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir sur les régions Paris-Ile-de-France, Est, Sud-Est, Centre, Ouest, Sud-Ouest.

Adressez votre dossier de candidature, en précisant la référence 4800/M à la région de recrutement, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75005 Paris, qui transmettra.



C&E



Alcatel

THOMSON
ANSWARESociété Vendômoise d'Avionique
(filiale du premier Groupe Electronique français)

Cette unité de 500 personnes assure la fabrication d'équipements électroniques : onduleurs, capteurs, etc.

Elle emploie actuellement 15 ingénieurs D.P.E. sous la conduite d'un SUPLEC.

Nous recherchons des

INGENIEURS D.P.E.
(Arts et Métiers, E.N.S.C.M.M., I.D.H.E.I., etc.) :

1. Un ingénieur débutant, spécialisé en micro-techniques, pour assister sur le plan des techniques micro-mécaniques un ingénieur E.N.S.C.T. Chef de fabrication - 120 personnes
2. Un ingénieur ayant un premier contact avec l'électronique, et possible en petite mécanique, pour réfléchir à l'automatisation et à la modernisation des processus de fabrication sous les directives d'un Art et Métiers.

Ces postes sont à pourvoir à VENDÔME, agglomération historique du Val de Loire, au doux climat tourangeau, à 1400 de PARIS, 30 minutes de BLOIS, 40 minutes de TOURS.

La moyenne d'âge du personnel est de 35 ans et l'équipe de Direction a su développer un climat convivial, utilisant les méthodes modernes de management économique et des ressources humaines.

Adressez C.V., photo et rémunération actuelle à SVA - BP 67 - 41102 Vendôme Cedex.

La croissance moyenne sur les dix dernières années. Les résultats nous donnent raison, nous avons su faire les bons choix stratégiques et attirer les candidats de valeur à la réalisation de nos projets.

Spécialistes Bases de Données

Bordeaux - Lille - Lyon

Vous interviendrez auprès de nos clients et prospects pour leur conseiller en matière d'architectures de données. Vous répondrez à des cahiers de charges et composerez dans un milieu d'applications de gestion des solutions intégrant réseaux, bases de données, langage de 4^{ème} génération.

Issu(e) d'une grande école d'ingénieur ou équivalent, vous avez travaillé au moins 8 ans dans une SSI ou une entreprise. Vous avez déjà participé à la mise en place de bases de données et de systèmes d'information. Vous maîtrisez, de préférence, les langages de 4^{ème} génération. La connaissance de notre gamme Digital est un atout. Vous parlez l'anglais.

Merci d'envoyer votre manuscrite + C.V. + photo sous réf. MON225 à Marie-Jeanne LE ROUX, DIGITAL EQUIPEMENT FRANCE, Recrutement, 2, rue Crémieux, 91000 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

L'informatique, côté affaires 450/500 KF

Nous sommes un grand constructeur informatique animé de larges ambitions. Nos matériels équipent déjà plus de 40 pays un nombre important de clients dans des secteurs très variés.

Nous recherchons pour gérer et développer des secteurs économiques

Ingénieurs
commerciaux
«consultants»

Lyon, Grenoble

Vos futurs clients sont des grands comptes régionaux à qui vous vendrez produits et services avec une approche très professionnelle (détection de problèmes spécifiques pour apporter des solutions).

Vous vous caractérisez par une grande faculté d'adaptation et de communication, un esprit d'analyse et de synthèse rapide, un fort tempérament commercial et une très large culture informatique (bases de données, réseaux locaux, protocoles de communication).

Dans 2, 3 ans, votre réussite vous permettra d'accéder à un poste de management.

Anglais : un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil en recrutement Meta Conseil, François Arminjon, 50 rue de la Grange 69009 Lyon, qui transmettra votre candidature à la plus grande confidentialité.

Un groupe bancaire de premier plan
recrute pour son Inspection Générale de
Jeunes Diplômés
de l'Enseignement Supérieur
(H.E.C., ESSEC, E.S.C., Sciences Po,
Maîtrise de Sciences Eco, Droit des Affaires)

ayant le possible un bon niveau d'expérience bancaire ou même débutants.

Le groupe possède une grande capacité d'esprit, la capacité de synthétiser et d'appréhender les données de l'expression orale ou écrite.

De bonnes connaissances de base en matière de comptabilité générale, d'analyse financière et éventuellement d'informatique, sont indispensables pour suivre la formation dispensée à des candidats retenus imposant une mise à niveau permanente pour suivre l'évolution des techniques bancaires.

Fréquents déplacements en France.

Perspective de carrière importante au sein du Groupe pour les personnes ayant fait leur preuve à l'Inspection Générale.

Adressez CV, lettre manuscrite et prétentions en précisant la réf. PM 0426 à Lévi Tournay Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75001 Paris 02, qui transmettra.

مكتبة من راجل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

DEFENSE, TRANSPORT
INFORMATIQUE/TELECOM

CHEF DE PROJET SYSTEME 2^e GENERATION

Nous sommes une importante Société française réalisant des systèmes complexes de contrôle commande et de produits d'informatique spécialisée. Un de nos Départements, situé en proche banlieue Sud Paris, met en chantier l'étude de la nouvelle génération d'un système. Le chef de projet recherché établira les spécifications, assurera le suivi technique de l'étude avec son équipe, le centre de recherche appliquée et les autres intervenants de la Société et coordonnera l'activité des coopérateurs français et étrangers. Il sera en contact avec les organismes d'Etat et les futurs clients. Homme d'animation et de contact, sachant faire la synthèse et opérer les choix parmi de multiples contraintes, il devra avoir une expérience d'ingénieur système d'au moins 5 ans avec des connaissances en micro-informatique, transmissions de données, support transmission (si possible hyperfréquence). ANGLAIS COURANT. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. MCP 6603.

Filiale d'un Groupe Chimique Américain
recherche

LE RESPONSABLE SECURITE

pour son usine située en HAUTE NORMANDIE
Formation : INGENIEUR CHIMISTE
Environ 30 ans, il devra justifier d'une expérience de quelques années dans une activité de sécurité. Connaissance de l'anglais. Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à PIERRE LECHEAU S.A. s/réf. 7471 - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.



Cabinet NAKACHE

recherche pour son département informatique industrielle pour Paris et Sud-Ouest
ingénieurs grandes écoles

3 à 4 ans d'expérience (Sud-Ouest), débutants (Paris) pour importants projets industriels de pointe. Connaissances temps réel, langage C, PASCAL et Assemblage - Série 68000 ou INTEL 8086 souhaitées. Possibilité d'évoluer vers Chefs de Projets. Envoyer CV à B.P. 13 - 33160 St Médard en Jallas ou 53, Bd Sébastopol 75001 Paris. Entretien possible sur Paris pour poste Sud-Ouest.

Filiale Groupe Multinational équipements automobile recherche

INGENIEUR QUALITE

Le candidat sera diplômé d'une école d'ingénieur type AM, ENI, ENSI, UTC, etc... et possèdera une première expérience de 2 ans minimum dans l'industrie de grande série au sein d'un service assurance qualité utilisant des moyens statistiques très élaborés.

INGENIEUR MAINTENANCE ET ENTRETIEN

Le candidat ingénieur diplômé aura :
- une bonne expérience des moyens modernes de production (machine à commande numérique, centre d'usinage),
- à encadrer une équipe de techniciens chargés de la maintenance et de l'entretien des installations du centre de production.

INGENIEUR GESTION DE PRODUCTION

Le candidat de formation supérieure (ingénieur ou universitaire) sera très expérimenté dans la gestion des stocks. Il se verra confier la responsabilité des flux de production et l'administration des ventes.

La connaissance de l'anglais est requise pour l'ensemble de ces postes qui sont à pourvoir en proche banlieue Nord/Est de Paris. Les candidats retenus se verront offrir de réelles possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 8276 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris
Centre de Mise en Forme des Matériaux
Alpes-Maritimes
recherche

CHERCHEURS

DEBUTANTS

Grandes Ecoles, Agrégation, DEA

- Recherche appliquée de très haut niveau sur des matériaux de pointe et des thèmes mobilisateurs (productique, aéronautique, polymères et composites, modélisation numérique par éléments finis...)
- Responsabilité d'une étude en liaison avec l'industrie.
- Cadre international (projets Eureka, Brita).
- Préparation de la thèse de Doctorat de l'Ecole des Mines de Paris.
- Rémunération nette annuelle supérieure à 88.000 F.

Envoyer CV à P. NAVARD
Ecole des Mines - Sophia-Antipolis
06565 VALBONNE Cedex - 93.33.05.58.

Un des grands noms
de l'instrumentation de mesure.

PEKLY S.A.

recherche pour son
Service Etudes à Rangis

UN INGENIEUR

débutant ou ayant une première expérience type AM option EKA.
Domaine d'activité : électronique, micro-mécanique.

Excellente opportunité dans un groupe de P.M.I. en expansion rapide (120 M.F. CA global), privilégiant l'innovation, la rigueur et la réussite.

Ecrire à R. Stephani - PEKLY
5, Place de la Balance
94623 RUNGIS Cedex.

Dans le cadre du développement
et de la diffusion de son logiciel
de CFAO CATIA

DASSAULT SYSTEMES

TRADUCTEURS TECHNIQUES

De formation supérieure, parfaitement bilingues (langue maternelle Anglaise), vous aurez à traduire et à contrôler la documentation liée au logiciel de CFAO Catia en version Anglaise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à DASSAULT SYSTEMES
Nicole MOUZARD, 40, bd Henri-Sellier, 92150 Suresnes.
dassault systemes

A M P de FRANCE
PONTOISE recherche

Chimiste

- 5 ans minimum en chimie analytique instrumentale et dominante minérale.
 - Expérience souhaitée de l'assistance d'un atelier de production de traitements de surfaces.
 - Anglais courant.
- Adresser C.V., détaillé et prétentions, sous référence 1209 M, au Service des Ressources Humaines - AMP de FRANCE
29, Chaussée Jules César
93301 PONTAISE

LE DEFI TECHNIQUE



Nous créons, pour assurer le développement de notre activité
«Antennes» deux postes

INGENIEUR D'AFFAIRES

De formation supérieure (TELECOM, SUPLEC...), le titulaire sera chargé de la réponse aux appels d'offres, de la coordination des études et de la réalisation des matériels. Il assurera les contacts techniques avec les clients. Une expérience de quelques années est indispensable.

INGENIEUR D'ETUDES

Avant de préférence quelques années d'expérience en technique radar et traitement du signal. Des qualités relationnelles permettant de prendre une activité d'ingénieur d'affaires seront appréciées.

Merci d'adresser lettre, curriculum vitae et prétentions
à SNECMA - Département Encadrement
2, boulevard Victor - 75724 Paris Cedex 15.
en précisant la référence

GROUP
SNECMA

aérospatiale
TOULOUSE

INGENIEUR D'AFFAIRES ACHATS

Equipements électromécaniques ou hydrauliques

Leur mission d'appuyer sur des spécifications proposées par le Bureau d'Etudes et des objectifs financiers afin d'obtenir le meilleur prix. Ils assurent le suivi des modifications et gèrent les approvisionnements. Ils ont la responsabilité d'une équipe d'acheteurs. Quelques courts déplacements sont nécessaires en France et à l'étranger. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs (A et M, SUP, AERO, ENSEA, ENSEH...) maîtrisant l'anglais et possédant environ 5 ans d'expérience.

Merci d'adresser CV et prétentions à AEROSPATIALE
Service Ressources Humaines
314, route de Bayonne
31060 TOULOUSE Cedex 03.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, qu'il s'agit de « Monde
Publicité » ou d'une agence.

Chef de groupe de produits

(Grande consommation)

HEC, ESSEC ou équivalent

Chez un leader en forte expansion, filiale d'un des 1^{er} groupes mondiaux dans son domaine, il devra gérer plusieurs produits existants et préparer le lancement de nouveaux, définir les stratégies marketing et les plans d'actions. Animateur d'une petite équipe performante, il agira en leader avec les autres services de la société. Dynamisme, créativité, mobilité, 3 à 5 ans d'expérience en marketing grande consommation et si possible de la vente, permettront à un candidat de valeur un fort développement de carrière. Poste basé en proche banlieue Nord de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 84282 à MS JUNCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

SUPPORT SOFT

Le titulaire de ce poste d'ingénieur ou technicien, 30 ans maximum, 5 ans d'expérience, assure la responsabilité de coordonner l'activité informatique sur les systèmes et technologies évoluées.

Il assure la gestion des systèmes (XENIX) et des applications. Ambitieux, possédant le sens du contact humain, situation d'avenir. CV, photo et prétentions sous N. 5307 à MS JUNCTION - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

OFFRES
D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ
PROCHE BANL. OUEST
affiliée à UN GRAND
GROUPE INDUSTRIEL
recherche

ASSISTANT(E)

en chef du service
FINANCIER COMPTABLE

pour le second dans les domaines suivants :
- comptabilité et direction du service comptable,
- questions fiscales,
- applications informatiques.

CE POSTE CONVIENTRAIT A
DEBUTANT(E), déposé CV
ayant éventuellement 2 à 3 ans
d'expérience professionnelle, titulaire du B.E.C., ou d'une
MSTCF, ou d'un DUT de
comptabilité complété par des
connaissances en informatique.

Adr. C.V., photo, présent à :
SOFI Publicité (sous réf. 10077)
11, rue d'Ulm, 75002 Paris
qui transmettra.

Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des futurs CADRES COMPTABLES. H. ou F.

- goût des contacts et très haut niveau,
- formation assurée.
Tél. 01 45 53 20 00, p. 201.

Recherche
DIRECTEUR DIPLÔMÉ
colonie Jullien, Eco.
Tél. (16-1) 43-78-20-58.

مذا من راصح

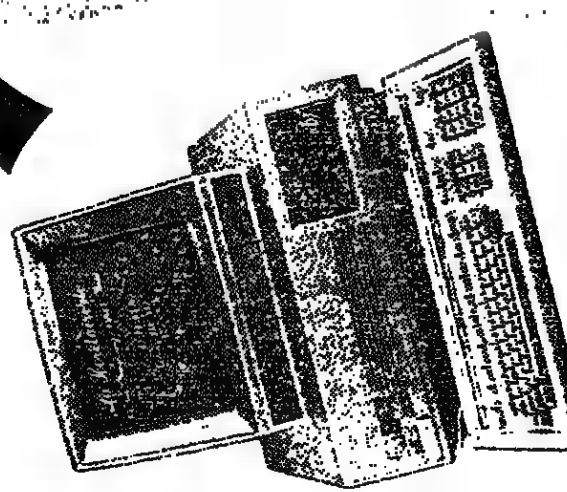
OFFRES D'EMPLOIS

groupe de la compagnie bancaire

■ Tout un monde d'opportunités


هكذا من الأصل

La Secrétairerie livre tous les jours...




Z800 F.H.T.

- 840 Ko mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert



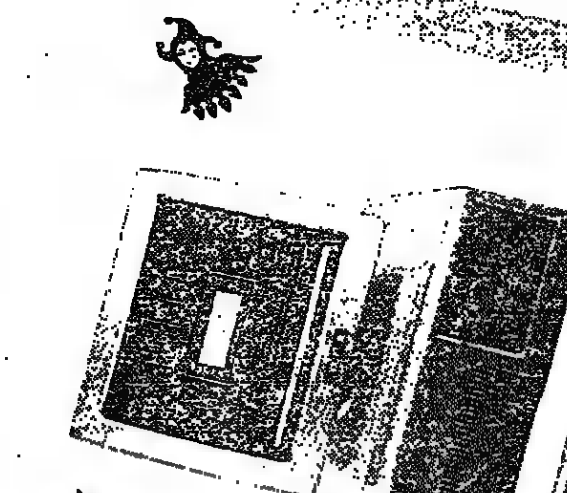
S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




ZENITH 148-42

- 840 Ko mémoire de base
- 2 unités de disquettes 360 Ko
- Clavier AZERTY
- Ecran monochrome compatible
- Livrée avec MS DOS 3.1
- et GW-Basic
- 2 Vitesses 4,77 et 8 Mhz




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert



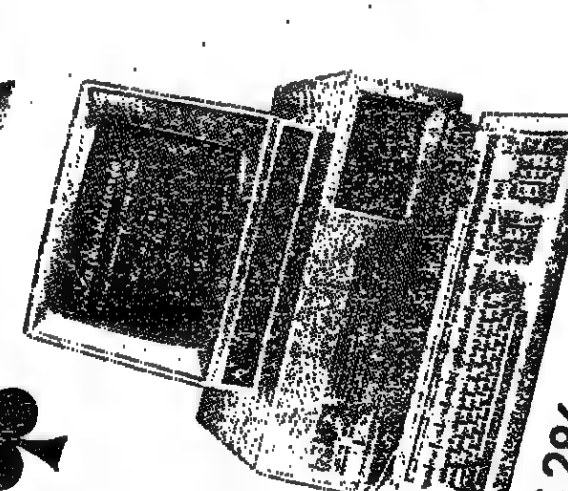
S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert




S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert



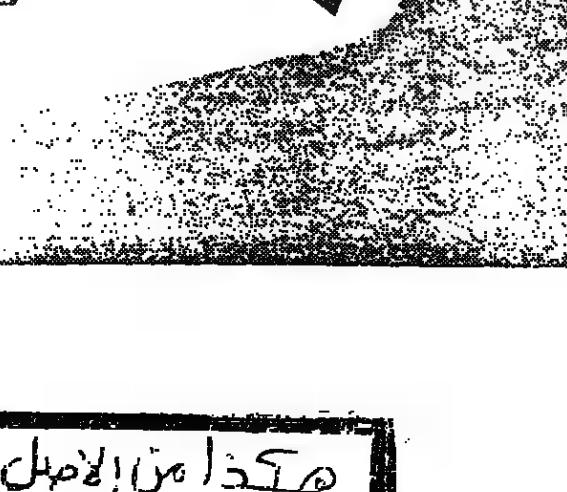
S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert



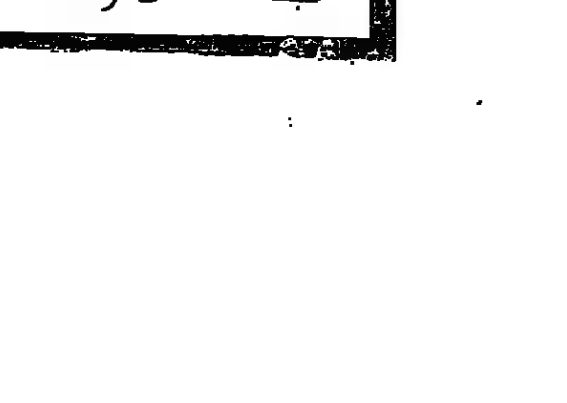
S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert



S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert



S286

- 3.5 Mo mémoire de base
- Disquette 3.5 Mo
- Disquette 1.2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Adaptateur HERCULES
- Ecran monochrome compatible
- Ambre ou Vert

43, rue Beaubourg 75003 PARIS

QU'ATTENDEZ-VOUS? COMMANDEZ RAPIDEMENT
LIEN OU ISABELLE VOTRE MICRO-ORDINATEUR
Téléphone 16 (1) 42 27 85 00

Dernière Minute
ENFIN UN VRAI PORTATILE
AUTONOME COMPATIBLE
LE Z-171 ZENITH

Poids 6,5 kg
Processeur 80C86
840 Ko de mémoire vive
2 unités de disquettes 360 Ko (5 1/4")
Ecran à cristaux liquides
4 HEURES D'AUTONOMIE
Livrée avec batterie, sacoche
MS DOS 3.1 et GW Basic
19 900 F. HT

Le Crédit Agricole

مركزنا من الاموال

Il serait regrettable que la « loi Méaignerie » se transformât, entre les mains des législateurs, en un texte invérifiable, aux complexités contradictoires et partant, inapplicable. Le plan resterait lettre morte et les coûteuses incitations fiscales resteraient sans effet, et l'empoignade parlementaire, un épiphénomène des investissements institutionnels qui n'arriveraient pas à retrouver leur goût traditionnel pour la pierre...

JOSÉE DOYÈRE.

entendre à un grand travail parlementaire. Il est vrai que les institutions actuelles des locataires n'ont pas les mêmes moyens que les propriétaires et les agents immobiliers pour faire un travail de publicité de grande couverture. Le travail devrait venir en discussant l'été, un quillet est pro propre à la mobilisation des énergies. Enfin, l'étroite majorité parlementaire n'a guère besoin d'aggraver les discordances existantes qui se font entendre. L'impossible est de faire la loi de 1948 — même si le projet de loi Méhaignerie ne fait qu'en legaliser l'extinction matérielle — gène

• Lorsque se trouvent en cause leur pouvoir d'achat, leurs conditions de vie, leurs promotions individuelles, la défense de leur outil de travail, les salaires, quelle que soit leur catégorie, n'ont d'autre alternative que l'action syndicale. C'est le fondement de...

... mais colléges, signifie que notre
permettent pour l'élargir les acquis
et améliorer et combler l'écart de
le travail du recensement local
ence à avoir un impact grandis-
sant. Cette mission s'effectue

... les salaires, c'est d'affirmer
capacité à trouver les chemins de
la route.

Proposé notamment par
MICHEL NOBLECOURT.

(Publié)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N° CS/BU/ED/85/13 - 5/86/FAD

Le ~~gouvernement~~ du Burundi - Bureau du Projet Education
- lance un appel d'offres pour l'acquisition de : « Equipement
pour ~~l'enseignement~~ et ~~études~~ ».

Le ~~gouvernement~~ du Burundi a obtenu un prêt de Fonds
Africain ~~au~~ développement FAD (BAD) pour cette
acquisition.

La participation ~~aux~~ à égalité de conditions ~~à~~ toute personne
physique ou morale ressortissante d'un des pays membres de la
Banque Africaine de Développement.

Le Cahier Spécial des Charges peut être obtenu
payement de 10.000.- FBU ou US \$ 95.- auprès ~~du~~ Bureau
du Projet Education (BPE) à Bujumbura.

Les soumissions rédigées en français doivent parvenir par
lettre déposée à M. le secrétaire permanent du conseil des
adjudications à la République du Burundi, BP 2087, ~~à~~
Bujumbura le 14 juillet 1986 ~~à~~ 9 heures, heure locale ~~à~~ plus
tard.

L'ouverture des plis en ~~public~~ publique ~~se~~ lieu ~~le~~ même
jour (16-7-86) ~~à~~ 9 heures, heure locale dans la salle
réunions ~~du~~ conseil ~~des~~ adjudications, ministère ~~des~~ finances ~~à~~
Bujumbura.

مكذبا من الاصل

TRANSPORTS

Le gouvernement veut démettre le président de la RATP

(Suite de la première page.)

Il avait fait rejeter, le 30 mai, par son conseil d'administration le principe même de ces économies.

« J'ai reçu M. Quin, a précisé M. Jacques Douffiaques. Il m'a rendu compte de la situation. Les différends de fond entre le président de la RATP et le gouvernement restent intacts. Il n'existe pas de solution de compromis. M. Quin a convenu avec moi que telle était la nature du problème. Il reviendra le mercredi 4 juin à 19 h 30 pour m'apporter sa réponse. La transition, devenue indispensable, se fera-t-elle dans de bonnes conditions ou devons-nous appliquer la loi de démocratisation du secteur public qui prévoit l'intervention du gouvernement en cas de dissensions au sein du conseil d'administration ? Ou bien M. Quin démissionne ou bien je proposerai au premier ministre les mesures qui s'imposent. »

Interrogé sur l'appartenance du président de la RATP au Parti communiste, M. Douffiaques a répondu : « Je n'ai aucune animosité particulière à son égard, et ce n'est pas une mesure disciplinaire. M. Quin - et c'est sa croix - [sic] - est le symbole de la mauvaise gestion de la RATP. Celle-ci dépense un bon service, mais pas au meilleur coût pour le contribuable et pour l'usager. »

Le ministre a pour la première fois argumenté à ce sujet contre les thèses de son adversaire : « Les efforts que nous demandons à la RATP sont extrêmement limités, et il lui faut 80 millions de francs d'économies sur un budget total de 15 milliards de francs, cela ne représente que 0,5 % du budget. On peut toujours sacrifier 0,5 %, lorsque l'avenir est en cause ! Nous n'avons pas demandé de licenciements, mais le maintien du niveau des effectifs. »

M. Jacques Douffiaques a aussi insisté sur le taux d'absentéisme excessif qui pourrait être réduit, selon lui, à la RATP : « 9,5 % d'absentéisme, cela veut dire que 3 500 des 35 000 agents de la RATP ne sont pas à leur travail, chaque matin. » Il a encore fait allusion aux incidents qui ont valu au gouvernement d'être mis en minorité, le 30 mai, au cours du conseil d'admini-

stration de la Régie : « Il y a eu des manœuvres qui ont permis, par une véritable forfaiture, d'aboutir à ce résultat, un membre du conseil nommé par l'Etat s'étant débrouillé pour invalider son pouvoir. »

La tragi-comédie jouée par le ministre et le président semble donc toucher à sa fin. Elle pourrait donner lieu à quelques rebondissements. M. Douffiaques donne l'impression de ne pas se faire de souci sur le cours des choses, et il ne placera pas le budget de la RATP sous la tutelle du Syndicat des transports parisiens. Comme la loi le prévoit, il lui faudra faire procéder, au conseil des ministres, à des nominations de nouveaux membres du conseil d'administration de la Régie, notamment parmi les neuf représentants de l'Etat et les neuf personnalités qualifiées, pour être sûr que le futur président obtiendra une majorité parmi les vingt-sept conseillers. Celui-ci devra être aussi nommé au conseil d'administration avant de pouvoir solliciter les suffrages de ses collègues et avant d'être confirmé par le gouvernement et le président de la République. Cette procédure prendra deux à trois semaines.

La grève du 11 juin

L'opposition ne reste pas inactive. L'intersyndicale de la RATP (autonome, CGT, CFDT, FO, indépendants et CFTC) a décidé d'appeler ensemble le personnel de la Régie à un arrêt de travail de 24 heures, le mercredi 11 juin. Les syndicats ont choisi cette forme de riposte après avoir analysé « la situation faite au personnel et à l'entreprise RATP (...) entraînant la remise en cause du service public ». De son côté, Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, dénonce le délit d'opinion institué par le gouvernement, car, selon lui, « M. Douffiaques veut imposer Claude Quin pour des raisons exclusivement politiques. Le sectarisme partisan du ministre l'emporte sur l'intérêt public ».

ALAIN FAUJAS.

ÉTRANGER

Un ancien conseiller économique de M. Reagan juge nécessaire la poursuite de la baisse du dollar

De notre envoyée spéciale

Boston. - Si la réflexion occidentale a besoin d'aiguillon, M. Martin Feldstein a joué ce rôle dès le premier jour de la conférence monétaire internationale qui réunit, depuis le lundi 2 juin à Boston, les responsables des grandes banques. L'ancien responsable des conseillers économiques du président Reagan n'a pas hésité à prôner une nouvelle et « graduelle » dépréciation du dollar. A ses yeux, un mouvement de baisse « substantiel » est indispensable pour accélérer le processus de redressement du commerce extérieur, mais aussi de la balance des comptes courants, dont le déficit pourrait encore dépasser 130 milliards de dollars cette année.

M. Feldstein a tenu à rappeler que l'essentiel est de savoir si l'amélioration légère enregistrée dans les résultats commerciaux est le fait d'une réduction des importations, ce qui est actuellement le cas pour les produits énergétiques, ou celui d'une hausse des exportations des biens manufacturés exigent une reprise des investissements par rapport à leur « très bas niveau actuel ».

D'accord avec cette analyse, certains participants à la conférence ont trouvé excessive l'importance accordée à la politique des taux de change par M. Feldstein. « Il est vrai qu'il faut trouver un délicat équilibre entre deux risques : un dollar stabilisé trop haut ralentirait le processus d'aménagement du déficit commercial, un dollar trop déprécié priverait les Etats-Unis de placements étrangers essentiels au financement de leur déficit », soulignait un banquier européen. D'autres mettaient l'accent sur la nécessité de promouvoir l'épargne interne outre-Atlantique.

Un fait demeure : le déficit des paiements courants américains constitue le principal risque pour la stabilité monétaire internationale. Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, n'est pas le seul à le souligner. Mais, avant de tester à nouveau la volonté internationale de concertation, certains en appellent à « une pause » permettant aux importateurs comme aux exportateurs de « digérer » les mouvements sur les parités avant que ne soient envisagés de nouveaux pas vers une meilleure discipline du système monétaire international.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

FAITS ET CHIFFRES

● Construction navale : la crise touche sévèrement le Japon et la Corée du Sud. - Les chantiers navals japonais et sud-coréens (qui sont au premier rang mondial) ont conclu un accord pour réduire leurs capacités de construction de bateaux, a annoncé, le 28 mai, un porte-parole de l'Association japonaise des chantiers navals (SAJ). La SAJ s'est engagée à réduire de 20 %, en volume, la construction de navires par rapport à ses prévisions pour 1986, tandis que l'Association maritime coréenne a pris la décision de diminuer ses activités d'environ 30 % en moyenne par rapport au volume des commandes enregistrées en 1983 et 1984. La crise mondiale

de la construction navale frappe tout autant les anciens pays d'Europe que les « nouveaux » maritimes de l'Extrême-Orient. - (A.F.P.)

RECTIFICATIF. - Dans le tableau intitulé « Le « civil » en rouge » publié dans le Monde du 3 juin, page 39, une erreur rend incompréhensible le titre de ce tableau et contredit le sens de l'article lui-même. A la dernière ligne, le résultat en produits manufacturés hors matériel militaire, pour le mois d'avril 1986, est évidemment négatif et se lit : - 1 769.

Cette erreur a été rectifiée dans nos dernières éditions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLACEMENT COURT TERME

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 30 avril 1986, sous la présidence de M. Guy Berner, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à 4 387 797,23. Elles permettent, après report à concurrence de 52,43 francs, la mise en distribution d'un dividende par action de 431,44 francs sans crédit d'impôt ni avoir fiscal.

L'assemblée générale a fixé au 6 mai 1986 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon N° 2, versé comme suit :

- produits des fonds en dépôt et emplois de trésorerie : 431,44 francs.

Comme l'année précédente les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, avec exonération totale du droit d'entrée pendant trois mois.

L'assemblée générale a décidé la mise en harmonie des statuts de la société avec l'ensemble des dispositions législatives ayant modifié la loi du 24 juillet 1966 pour la réglementation s'appliquant aux SICAV, ainsi qu'avec les statuts types publiés par la COB suivant les instructions de juillet 1985 et entraînant également la substitution du document particulier au règlement intérieur.



FINEXTEL

Conseil d'administration du 27 mai 1986

Les actionnaires de Finextel, réunis le 27 mai 1986 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Jacques Lallemand, ont approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Ces comptes font apparaître, après une dotation aux amortissements et provisions de 505 524 587,13 francs et un impôt payé de 671 070,77 francs, un résultat net de 1 611 047 236,72 francs, en progression sur celui de 1984, qui s'était élevé à 1 455 635 269,02 francs.

L'assemblée a décidé de distribuer le bénéfice net de l'exercice, soit 20 francs par action, c'est-à-dire au même niveau que l'année précédente, en échange du coupon n° 17, à chacune des huit millions d'actions constituant le capital de Finextel - et de proposer à chaque actionnaire l'option de paiement du dividende en numéraire ou en actions jouissance du 1^{er} janvier 1986.

Selon la procédure définie par les textes en vigueur, le détachement du coupon aura lieu le 9 juin 1986, et la période d'option s'achèvera le 4 juillet 1986 inclus : le prix d'émission des actions est fixé à 285 francs.

L'assemblée a renouvelé pour six années le mandat d'administrateur de la Société Générale, ainsi que le mandat de censeur de M. Michel Rolland.

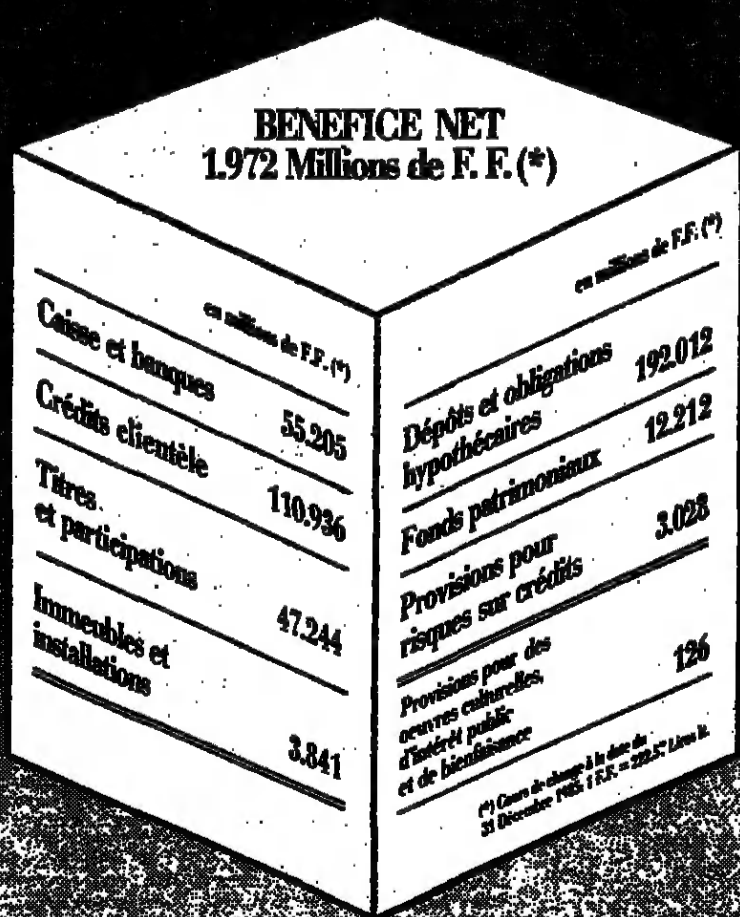
Barclays Bank S.A.

L'assemblée générale des actionnaires de Barclays Bank S.A., qui s'est tenue le 23 mai 1986, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se traduisent par un bénéfice net consolidé de 74 334 000 F contre 60 596 000 F l'an dernier.

Au 31 décembre 1985, le total du bilan consolidé s'établit à 23 157 millions contre 24 901 millions en 1984 ; sur ce total la part des actifs en devises représente 47,4 % contre 36,8 % en raison du changement de parité du dollar par rapport au franc (- 21,39 %). Les débits (francs et devises) totalisent 6 820 millions tandis que les emplois (francs et devises) atteignent 11 722 millions de francs.

Ces comptes consolidés regroupent Barclays Bank S.A. et ses filiales à 100 % au nombre de douze dont principalement Barclays Bank (Genève), la banque d'affaires Compagnie Financière Barclay, et les filiales spécialisées : SCAM à Paris et SOBI à Monaco (crédit immobilier), Barclays Bail (crédit bail mobilier), Lutetia Société financière (crédits d'investissement) et Barclays Gestion (gestion de fonds communs de placement et Sicav créés par Barclays Bank S.A.).

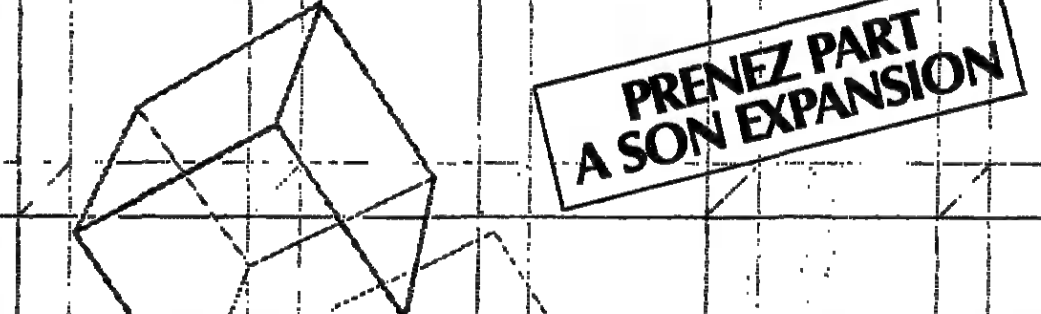
Bilan '85



SANPAOLO ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO

Banque fondée le 21 mai 1831, créée en 1885.

REJOIGNEZ SAINT-GOBAIN



PRENEZ PART A SON EXPANSION

Saint-Gobain est, par ses ventes, un des « premiers » groupes industriels du monde. Créé il y a trois siècles, international depuis un siècle, le Groupe, présent dans toutes les régions de France, est aujourd'hui implanté dans 16 pays et commerce avec cent autres. En République Fédérale d'Allemagne depuis 25 ans, en Espagne et en Italie depuis 80 ans, au Brésil depuis 50 ans, aux Etats-Unis depuis 45 ans, il continue à se développer au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, avec l'ouverture de délégations à Singapour, à Tokyo et en Chine.

PRINCIPALES DONNÉES CONSOLIDÉES 1985 (En millions de francs)

Ventes nettes	67.888
Autofinancement	4.189
Résultat total Groupe	1.524
Résultat net (part du Groupe)	753
Investissements industriels	4.116
Personnel	148.922

Saint-Gobain, tel qu'il est aujourd'hui, comprend 108 sociétés, dont 31 françaises et 77 d'autres pays. Il apparaît comme une des activités principales d'une part des Activités Industrielles de France pour l'Europe et le Japon, et des Activités Industrielles de France pour l'Amérique du Nord, les produits plastiques, les produits en verre, les produits en céramique, les produits en papier, carton et bois notamment pour l'emballage, les produits de construction, les produits réfractaires, qui représentent les 4/5 de ses ventes, d'autre part des Activités d'Entreprises et de Services.

Saint-Gobain a, en 1985, modifié son ensemble des contours, en prenant la date du 18 octobre, de la Société Générale.

Entreprises, entreprise de bâtiment et de travaux publics (22 milliards de francs de chiffre d'affaires, 28 490 agents). Compte tenu de la date de cette opération, elle ne se répète pas entièrement dans les états financiers du Groupe qui ne sont donc comparables à 1984 que pour les Activités Industrielles.

Saint-Gobain poursuit son expansion, ce qui s'est traduit en 1985 par une augmentation de près de 11 % de ses ventes, à structure comparable et en monnaie nationale de 14 % également de son résultat d'exploitation et de 29 % de son résultat net.

Saint-Gobain poursuit également son internationalisation, en participant à la construction d'une nouvelle usine importante de vitrage au Caire du Sud, en intégrant à un projet similaire en Egypte, en participant à des projets de transfert de technologie, en Chine, au Japon, en Arabie et dans plusieurs pays de l'Est.

Saint-Gobain continue de moderniser ses installations par des investissements industriels encore élevés (4 116 millions de francs en 1985, soit près de 20 milliards de francs en cinq ans), et de maintenir son effort de recherche (près de 1 milliard de francs en 1985) pour continuer à développer ses travaux sur les matériaux composites et en développant progressivement, à partir de ses matériaux de base, des procédés et des produits dont le contenu technologique s'accroît sensiblement, notamment dans les domaines verriers et réfractaires.

Saint-Gobain dispose désormais d'un ensemble d'outils industriels considérables.

blement amélioré qui doit lui permettre, dans les années à venir, d'une part de limiter ses investissements dans les plus coûteux secteurs, d'autre part de bénéficier des gains de productivité qui doivent lui permettre progressivement ses installations renouvelées. Le Groupe, bien entendu, fait un effort particulier et continu pour automatiser ses usines et ses services.

Saint-Gobain, selon les prévisions actuelles pour 1986, réalisera 76 000 millions de francs de ventes. Le résultat net (part du Groupe) atteindra 1 150 millions de francs. L'autofinancement progressera nettement et sera sensiblement supérieur aux investissements.

ÉMISSION DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

Pour conforter le développement du Groupe, pour aider à la réalisation de nouveaux projets d'expansion, techniques et géographiques, pour diminuer son endettement et améliorer sa rentabilité, Saint-Gobain émet à partir du 2 juin, 8 000 000 de Certificats d'investissement, au prix unitaire de 300 F.

Une note d'information ayant reçu le visa de la COB, est disponible auprès des banques, des agents de change et tous établissements financiers.

SAINT-GOBAIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la Compagnie générale de travaux et d'installations électriques (GTIE) s'est réuni le 22 mai 1986 sous la présidence de Guy Richard et a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

L'activité consolidée du Groupe s'est élevée à 2 860 MF H.T., en augmentation de plus de 15 % sur l'exercice précédent. La marge brute d'autofinancement a progressé de 86 MF en 1984 à 104 MF en 1985. Le bénéfice net consolidé s'est établi à 32,9 MF, en progression de près de 18 %, dont 24,5 MF constituent la part du Groupe hors intérêts minoritaires.

Le conseil proposera à l'assemblée générale une distribution totale de 7,3 MF, soit un dividende de 50 francs par action, auquel s'ajoutera 25 francs d'impôts déjà payés au Trésor, portant le revenu total à 75 francs par action.

Le conseil proposera également à l'assemblée générale le renouvellement pour six ans des mandats d'administrateurs de MM. Jean-Pierre Quico et Edouard Jaupart.

A fin avril 1986, la facturation est en progression de 9 % sur celle de l'année précédente, et l'activité des Unités du Groupe est convenablement assurée. Au cours du présent exercice, le Groupe poursuivra ses efforts et ses investissements en vue d'assurer le développement d'activités nouvelles dans les domaines de la conception assistée par ordinateur, des automatismes, de la production et des télécommunications.

CODETEL

Réunis en assemblée générale ordinaire le 28 mai 1986 sous la présidence de M. Jacques Caplain, les actionnaires de Codeotel ont approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Le résultat net s'élève à 118 048 081 francs, contre 119 928 285 francs en 1984. L'assemblée a décidé de distribuer une somme de 114 000 000, soit un dividende de 14,25 francs identique à celui de l'année dernière, à chacune des huit millions d'actions qui constituent le capital. Le report à nouveau s'élève à 22 886 744 francs.

L'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à émettre un ou plusieurs emprunts obligataires à hauteur de 1 000 000 000 de francs.

L'assemblée générale a également renouvelé le mandat d'administrateur du Crédit lyonnais, de la Société générale, de la banque Paribas et le mandat de censeur de M. Georges Champeau, de la banque Indosuez, du Crédit du Nord, de la banque Neufilize, Schlumberger, Malles.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de l'assemblée a fixé au 16 juin 1986 la date de mise en paiement du dividende en échange du coupon n° 16.

Au cours de la même réunion, M. Jacques Caplain a donné sa démission de président du conseil d'administration pour le 26 août 1986, date à laquelle il atteindra la limite d'âge légale de la fonction. Le conseil, après avoir exprimé ses très vifs remerciements à M. Jacques Caplain, l'a nommé président d'honneur. Sur la proposition de ce dernier, le conseil a nommé pour lui succéder M. Eric Dufour.

Enfin, sur proposition de M. Dufour, M. Pierre Jars a été nommé directeur général à compter du 26 août 1986.

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 28 mai 1986, sous la présidence de M. Roger Papaz, et a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Le bénéfice de l'exercice qui s'est élevé à 82,8 millions de francs contre 75,18 millions en 1984 a permis à l'assemblée de fixer, sur proposition du conseil d'administration, le dividende par action à 18,50 F contre 17,50 F pour l'exercice précédent. Ce dividende sera détaché le 16 juin 1986, et il est proposé à chaque actionnaire une option entre le paiement en numéraire ou le paiement en actions, émises à titre d'augmentation de capital de la société avec jouissance du 1^{er} janvier 1986.

Les actionnaires devront exercer l'option pour la distribution du dividende en actions au plus tard le 16 juillet 1986.

D'autre part, l'assemblée générale ayant renouvelé le mandat d'administrateur de M. Roger Papaz pour une durée de six années, le conseil d'administration s'est réuni à l'issue de l'assemblée pour désigner son bureau.

M. Roger Papaz a été reconduit dans ses fonctions de président pour la durée de son mandat d'administrateur.

Sur proposition du président, M. Roland Van Moore a été également reconduit dans ses fonctions de directeur général.

SOPAGRI

L'Assemblée générale ordinaire de Sopagri, réunie le 21 mai 1986, au siège social de la société, 128-130, bd Raspail, sous la présidence de M. Michel Horpe, a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions proposées par le Conseil, telles que publiées dans l'avis de convocation.

Elle a approuvé sans les modifier les comptes de l'exercice 1985 tels que publiés précédemment au Bulletin, et qui se résument en particulier par un total de bilan de 265 MF, une situation nette de 264 MF et un bénéfice net de 10,4 MF pour l'année 1985.

Elle a approuvé également la distribution d'un dividende de 2,50 francs par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 1,25 franc par action.

Dans son allocation, le président a notamment déclaré :

« L'année 1985 constitue le premier exercice où l'activité nouvelle de Sopagri comme société de portefeuille spécialisée dans les industries agro-alimentaires aura été vraiment opérationnelle.

« Nous ferons connaître au public, dès que possible, l'option qui sera retenue par Sopagri entre la vente de ses titres Géraud Biscuit ou leur échange contre des actions BSN.

« En tout état de cause, Sopagri poursuivra durant l'exercice 1986 la politique générale d'investissement qu'elle s'était fixée et qui est résumée dans le rapport annuel. »

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-01-82, poste 4330

COFIMEG

Les actionnaires de la société se sont réunis en assemblée générale ordinaire et, à l'issue de celle-ci, en assemblée générale extraordinaire, le 29 mai 1986, sous la présidence de M. Jean Weil.

Dans son allocation et au cours du débat, le président a rappelé les grandes lignes de la politique de renouvellement patrimonial menée depuis quelques années, qui s'est traduite par la cession de plusieurs milliers de logements sociaux et le remplissage des fonds dans des immeubles neufs de centre ville, principalement à Paris. Il a souligné l'effet valorisant pour l'ensemble du patrimoine et son rendement à venir. Le président a enfin montré l'intérêt pour la Société d'entreprendre de nouveaux investissements, et notamment de compléter la part de ses constructions affectée à l'usage commercial afin de conforter la croissance de ses résultats.

L'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui font ressortir une progression de plus de 5 % du résultat local par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net, après déduction des provisions financières liées à l'investissement de la trésorerie dans de nouveaux immeubles, est un bénéfice net, plus-values incluses, de 108 089 000 F, contre 109 513 000 F en 1984.

Le dividende a été fixé à 17,20 F par action, contre 17 F pour l'exercice précédent, et le paiement en sera effectué le 16 juin 1986.

L'assemblée générale extraordinaire, suivant la proposition du conseil d'administration, a autorisé celui-ci à augmenter le capital social dans la limite d'un montant nominal de 200 millions de francs, et à fixer lui-même le calendrier et les modalités des émissions.

Faisant partiellement usage de cette autorisation, le conseil, dans sa séance du même jour, a décidé de procéder à l'émission de 1 028 054 actions nouvelles au nominal de 100 F et au prix de 320 F chacune. Ces actions nouvelles porteront jouissance à compter du 1^{er} juillet 1986.

La souscription sera ouverte entre le 16 juin et le 7 juillet 1986. Elle sera réservée par préférence aux actionnaires, à titre irréductible, à raison d'une action nouvelle pour six actions anciennes détenues. Les souscripteurs à titre réductible devront au demeurant souscrire.

Les droits de souscription seront négociables et cotés à la Bourse de Paris.



Banque hypothécaire européenne

L'assemblée générale, réunie le 28 mai 1986, sous la présidence de M. Daniel Deguen, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui font apparaître un bénéfice de 3 673 859 F. Sur proposition du conseil d'administration, elle a décidé d'affecter ce bénéfice aux comptes de réserves pour 1 280 280 F et au report à nouveau pour 4 393 379 F.

Durant la même séance, l'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Daniel Deguen, de M. Jean Baptiste Pascal et de la banque Louis Dreyfus. Elle a, par ailleurs, ratifié la nomination en qualité d'administrateur de la Mutuelle assurance arcanienne de France, de M. Yves Thire, de M. Jacques Liénard et de M. Michel Gerald, et en qualité de censeur de M. Claude Pierre-Brassoleite et de M. Robert Myard. Enfin, elle a prorogé les fonctions de commissaire aux comptes titulaires de M. Jacques Muret et a nommé M. Jean-François Serval commissaire aux comptes suppléant.

A l'issue de cette assemblée, s'est tenu un conseil qui a renouvelé le mandat de président directeur général de M. Daniel Deguen.



GROUPE
GENERALE DES EAUX

Le conseil a examiné, dans sa séance du 27 mai 1986, les comptes consolidés de l'exercice 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'année 1985 est de 44,4 milliards de francs, contre 39,9 milliards en 1984, en croissance de 11,3 %. La part de ce chiffre d'affaires qui a été réalisée à l'étranger est de 5,5 milliards de francs ; elle représente légèrement du fait de la dépréciation du dollar par rapport au franc depuis les premiers mois de 1985.

Après 1 171,8 millions de francs de dotations aux amortissements et provisions d'exploitation et 643,3 millions de francs de charges d'impôt sur les sociétés, le résultat global s'est établi à 651,6 millions de francs. La part du groupe dans ce résultat est de 603,4 millions de francs ; elle est supérieure de 21,7 % à celle de l'exercice 1984.

De son côté, la capacité d'autofinancement, incluant les plus-values de cessions d'actifs qui contribuent à la progression du résultat net, s'est élevée à 3 309,5 millions de francs, en augmentation de 11,7 %.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 1986
Allocution du président

Les résultats de l'exercice 1985 qui viennent de vous être présentés enregistrèrent une hausse de 10,6 % par rapport à l'année précédente. A 161 millions de francs, ils retrouvent le niveau atteint en 1983, tout en restant inférieurs à ceux des exercices 1981 et 1982 qui avaient bénéficié des effets de l'indexation sur les dernières années des contrats les plus anciens passés avec l'administration des PTT.

Ces résultats permettent de fixer le dividende à 20 francs, à même hauteur que l'an dernier, avec cette différence que, cette année, le service du dividende est assuré par les seuls résultats d'exploitation de l'exercice, alors que, pour l'exercice précédent, il avait été nécessaire de compléter les résultats d'exploitation par un prélèvement sur le report à nouveau.

L'exercice en cours, selon les estimations actuelles et avec des résultats intermédiaires de 53,3 millions de francs au 30 avril, devrait donner un résultat global de même ordre de grandeur que celui de 1985, et cela en dépit d'une baisse des taux d'intérêt et d'une diminution des effets de l'indexation consécutives à la réduction du taux d'inflation.

L'activité de votre société a été marquée en 1985 par une augmentation notable des opérations immobilières, conformément à l'orientation nouvelle de la politique de développement qui a été affirmée à diverses reprises depuis dix-huit mois, et, notamment, à l'occasion de votre dernière assemblée générale.

Les objectifs d'investissements retenus pour l'année étaient de 100 millions de francs d'engagements nouveaux de crédit-bail immobilier. Les réalisations s'élèvent au total à 97 millions.

Les engagements nouveaux, au titre de la constitution d'un patrimoine immobilier localisé destinés à assurer la conservation et la valorisation des actifs de la société, ont atteint 108 millions.

Les opérations engagées ou initiées depuis le début de l'exercice permettent d'envisager, pour l'année 1986, un montant d'environ 150 millions de francs d'engagements nouveaux de crédit-bail et une augmentation du patrimoine immobilier localisé qui a fonction des opportunités du marché.

De plus, en vue de renforcer les moyens de votre société et d'accroître le développement de son activité immobilière, votre direction générale étudie la possibilité d'un rapprochement avec d'autres sociétés du secteur des SICOMI, susceptibles de lui apporter un complément utile.

FINETEL n'en continue pas moins à réaffirmer sa vocation pro-

mière dans le domaine de la communication et à apporter son concours à la réalisation de programmes d'investissements de l'administration des PTT. Un nouveau protocole de 320 millions a été conclu en 1985, qui comporte un engagement de 40 millions en fonds propres.

Mais il faut constater que les dispositions financières acceptées par les PTT sont de moins en moins intéressantes année après année, et les perspectives de rentabilité qui dépendent pour partie d'une indexation sur le chiffre d'affaires des télécommunications et le coût de la construction immobilière ainsi que celui de la construction électrique, sont de plus en plus aléatoires et, qu'en définitive, la question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si l'administration des PTT a encore convenance à rechercher des moyens de financement sous la forme de concours qui lui ont apporté les sociétés « TEL » depuis leur création au début des années 70.

En 1986, exceptionnellement dans la vie de votre société, les négociations engagées pour la conclusion d'un nouveau protocole n'ont pas abouti au moment où nous tenons l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice précédent.

Quoi qu'il en soit, je saisis l'occasion qui m'est donnée de m'adresser à vous directement pour vous réaffirmer la très ferme volonté de votre conseil de continuer ses activités au service des télécommunications. Encore faut-il que les conditions faites à votre société ne soient pas inférieures aux rémunérations susceptibles d'être obtenues sur le marché financier, sans risques et sans frais généraux. C'est là la position que votre conseil a estimé devoir prendre en votre nom.

C'est donc sur une incertitude concernant la poursuite des opérations de télécommunications que je dois conclure ce propos. Je souhaite vivement que cette incertitude soit levée rapidement.

De toute façon, la diversification d'activités entreprise dans le secteur immobilier et l'importance du montant des contrats engagés avec les PTT et dont l'indexation s'étalerait sur une période d'environ dix années, justifient pleinement la confiance que vous faites à votre société.

J'ajoute que votre conseil et votre président conservent le bon espoir que l'administration des PTT se prononcera en définitive pour la poursuite d'une politique d'investissements qui a été caractérisée par une collaboration exemplaire et une efficacité incontestable.

EMPRUNTS ECUREUIL

**EMPRUNT DE 1 200 000 000 DE FRANCS
AU TAUX FIXE DE 8 %**

NOMINAL :	5 000 F
PRIX D'ÉMISSION :	99,25 % DU PAIR, SOIT 4962,50 F
JOUISSANCE :	23 JUIN 86
DURÉE :	12 ANS
INTÉRÊT ANNUEL :	8 % SOIT 400 F PAR OBLIGATION
TAUX DE RENDEMENT AU RÈGLEMENT :	8,10 %
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT :	8,10 %
AMORTISSEMENT NORMAL : EN TOTALITÉ A LA FIN DE LA 12 ^e ANNÉE SAUF RACHAT EN BOURSE.	

**EMPRUNT DE 500 000 000 DE FRANCS
A TAUX RÉVISABLE ANNUEL**

PRIX D'ÉMISSION :	98,89 % DU PAIR, SOIT 4944,50 F
JOUISSANCE :	23 JUIN 86
DURÉE :	12 ANS
INTÉRÊT ANNUEL : 90 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'État et assimilés, publié par l'INSEE pour le mois de mai précédant la révision. Taux d'intérêt minimum garanti : 6 %.	
AMORTISSEMENT NORMAL : EN TOTALITÉ A LA FIN DE LA 12 ^e ANNÉE SAUF RACHAT EN BOURSE.	

Une note d'information (visa COB n° 86-195 du 28/05/86) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil. BALO du 2 juin 86.

L'AMI FINANCIER

Caisse d'Épargne Ecureuil

Handwritten text in a box: 1350/1000/1000

2 JUNE Cours relevés

2 JUNE Cours relevés

DATE 06/07/98 **TIME** 17:29

	VALEURS	Cours prés.	Dernier cours
--	---------	----------------	------------------

ME	Wet. 1/2. 15.000 ...	120	167 20 d
	N.M.E. ...	650	875

Naval Outfits	596	692
Dist. Gen. Fel.	223	...
Dist. Bureau	222	

Food Service	100	...
Patrol	95	920
Recd	50	952

S. C. G. P. M.	225	209 50
----------------	-----	--------

SEMI-MOIST	929	950
SEP	1371	1217
SEBA	1215	

S.M.T. Ground	494	425 50
Softball	729	257 20

Suete	250
Valeur de France ..	321 50	321 50

Molar	350	360
-------------	-----	-----

	Hors-cote	
--	-----------	--

7	Amrep	20 10	20
7	C.E.M.
4 00	Cochery	6: 53	

Copares	430	457
Ducos Inv. (Cassa) ..	675

Hydro-charge	318
Nucleic	615
Reaction	355.5

Rogers H.V.	142	50	142 10
Sopelen	212		

S. H. N.	195
Linex	208	350
Union Brasseries	140	50

	VALEURS	Entrezion Frais net.	Frais: net.
--	---------	-------------------------	----------------

0.06 g Chlorine Source 1.1452 g 1.178 mg

4 52 0	Obolova	1174 91	1754 80
6 79	Optimevalor	573 46	552 18

9 02	Orient-Express	155 25	143 27
5 09	Paraniqua	523 03	508 38
6 03	Paraniqua	216 20	758 29

753	Paribas Epargne	151 24 39	151 04 67
270	Paribas Gestion	7 55 55	6 12 72

86	Parmesan-Veal	1089 23	1088 12
86	Parmesan-Fathead ..	1625 12	1593 27
	Philly Philly	368 99	367 85

4 50	Pharm. Inve.	745 05	711 32
8 38	Placement, cr. - m.	656 49 51	656 73 51

1 03	Placement J	5235 38	5335 38
2 77	Pro' Association	2245 16	2245 16
4 08	Provision Investment	355 31	475 75

3 19	Rentals	171 20	159 26
4 44	Revenue Transfers	8073 65	5713 52

0 82	Revenue Vert	1205 92	1205 69
3 05	St-Honoré Assoc.	13802 71	13222 54
5 50	St-Honoré Elevators	692 70	657 56

St-Honore Bayshore	488 15	497 55
St-Honore Pacific	485 88	463 85
St-Honore P.M.E.	408 15	390 60

01	St-Honore Real	11148 62	11104 40
37	St-Honore Rencement	12009 57	11579 67

St-Henry's Hospital	723 90	691 07
St-Henry's Vets	12330 25	12232 39
St-Henry's	10881 57	10880 95

61	Sécur. Mobilière	432 59	412 97
84	Sécur. terre	11298 81	11810 23

71	Social (Cassidy)	784 87	773 07
72	Social-Associations	1318 02	1316 39
73	S.F.I. & Co.	589 35	582 77

60	Savvino	788 14	752 40
23	Savv 5000	321 22	312 02

724	Silverstone	504 04	490 55
71	Silver	395 89	385 19
218	Silverstone	133 20	378 96

90	Slower	394 10	383 55
55	S.L. - Fast	1301 52	1242 50

76	SIG	824 98	824 64
83	SNI	1149 35	1115 87
	Schmitt	251 34	528 82

21	Sogepigna	404 59	389 97
04	Sogever	1025 52	979 02

72	Sopimar	1272 30	1214 61
42	Sold Invent.	512 15	498 93
45	Trueman	2312 00	1130 75

[illegible][illegible]

Le Monde

EN CONVOQUANT UNE CONFÉRENCE MONDIALE

La Malaisie propose la recherche de nouvelles solutions à la baisse des matières premières

Est-il possible de stabiliser les prix des matières premières à un niveau raisonnable dans le contexte actuel de surproduction, d'écroulement en série des accords de produits et d'effondrement des cours ? Cette question complexe mais cruciale pour nombre de pays devrait être au centre d'une conférence mondiale que la Malaisie organisera du 21 au 25 juillet prochain à Kuala Lumpur.

L'événement promet d'être novateur à plus d'un titre. Pour la première fois, la crise des produits de base sera évoquée dans sa dimension planétaire. La conférence accueillera des représentants des pays producteurs et consommateurs, mais aussi du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) et de la FAO (Food Agriculture Organization). L'ensemble des matières premières non énergétiques sera de surcroît examiné, du caoutchouc aux minerais, en passant par les huiles végétales, les denrées tropicales et les bois.

Mais l'originalité majeure de ce rendez-vous devrait surtout résider dans un changement de philosophie chez certains producteurs du tiers-monde, s'agissant des modalités de soutien des prix. Alors que l'adhésion aux mécanismes de stabilisation prévus par les accords internationaux était jusqu'ici quasi unanime dans les pays du Sud, elle est maintenant vivement contestée. « Les mécanismes de régulation n'ont pu stopper la chute de l'étain et du caoutchouc », indiquent les dirigeants malaisiens, convaincus que « la recherche de nouvelles solutions s'impose ». C'est une inflexion de taille dans la position de Kuala Lumpur. M. Léong, ministre des industries primaires, n'a-t-il pas indiqué que son pays était prêt à abandonner toute stratégie de cartel.

Il reste à savoir si tous les producteurs du tiers-monde se rangeront à une telle initiative. Leur déception devant les échecs successifs des accords sucre, étain et cacao laisse penser qu'ils y seront sensibles. Dans ces conditions, la conférence de Kuala Lumpur pourrait signifier le renouveau de fait par les pays du Sud aux notions de fourchettes de prix, de quotas d'exportation ou de stocks régulateurs. Mais pour quelle solution de rechange ? M. Léong propose qu'une coopération internationale s'établisse en vue d'évaluer sur plusieurs années les besoins du monde en matières premières, puis d'ajuster l'offre de manière équitable pour chacun. Une idée séduisante, mais que les concurrents directs de la Malaisie (Thaïlande et Indonésie sur l'étain, Cameroun sur le cacao, Sénégal sur les oléagineux) voudront voir expliciter. Qui estimera le niveau de la demande ? Qui fixera les volumes respectifs de production ? Qui, le cas échéant, incitera certaines économies à s'affranchir d'un secteur « matières premières » devenu non rentable ?

Nul ne peut se permettre de lâcher la proie (si mince soit-elle) pour l'ombre. A commencer par la Malaisie, plongée dans le marasme depuis la crise de l'étain et de l'huile de palme, et qui table sur cette conférence pour redorer son blason vis-à-vis des Etats voisins d'Asie du Sud-Est.

ERIC FOTTORINO.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 3 juin

Indicateur de séance (%) : - 1,54

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	418	417	420
Agencat Home	1830	1830	1830
Air Liquide (L.)	780	780	784
Alcatel	450	448	440
Banque (L.)	1140	1138	1130
Bouygues	1800	1800	1870
BSN	1140	1138	1130
CANAL	3570	3530	3510
Carrefour	2720	2720	2720
Chargem S.A.	1125	1125	1095
Club Méditerranée	918	920	914
Dunelm	1330	1325	1311
EL-Aguine	324	320	315
Endel	2780	2780	2750
Lafarge-Capelle	1220	1205	1205
L. Vuitton S.A.	1080	1080	1080
Michell	2895	2895	2830
Midi (L.)	5840	5840	5850
Mod-Hommes	2250	2231	2231
Novag, Midon	1003	1005	990
Oréal (L.)	3330	3330	3370
Peugeot S.A.	978	974	940
Santel	731	730	720
Saurat Ferrier	720	720	720
Télécoms	3205	3200	3170
Thomson-C.S.F.	1300	1210	1285
Toutat-P.F.	371	367	367
T.A.T.	2601	2601	2601
Valde	530	520	513

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

MINITEL
magazines

SUPPLEMENT GRATUIT

A LA
DECOUVERTE
DES
SERVICES
CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

A B C D F G H

A Lyon DERNIÈRE AUDITION DE KLAUS BARBIE

Une dernière audition de Klaus Barbie, l'un des anciens chefs de la Gestapo de Lyon, a mis fin, le lundi 2 juin, à l'instruction de son dossier avant son renvoi devant la cour d'assises du Rhône.

Cet acte judiciaire relatif à un supplément d'information décidé par la Cour de cassation le 29 décembre 1985 et portant sur une différence d'interprétation entre crimes de guerre (prescriptibles) et crimes contre l'humanité (imprescriptibles) a été mené par M. Jean Pascal, président de la chambre d'accusation de Paris, qui était accompagné de M. Emile Robert, avocat général près la cour de Paris, en présence de M. Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie.

A Paris DEUX IMPLANTATIONS DE CŒUR ARTIFICIEL

Deux nouvelles poses de cœur artificiels de type Jarvik-7 ont été effectuées dans le service du Dr Christian Cabrol, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière de Paris.

L'un des patients est décédé. L'autre, un jeune homme de vingt ans, a été opéré le 4 mai et a vécu avec un cœur artificiel jusqu'au 27 mai, date à laquelle son Jarvik a été remplacé par un cœur humain.

Ces deux opérations sont annoncées par le *Figaro*, qui a lancé une souscription pour financer l'achat de cœurs artificiels.

LE CHEF DU SID EST REMPLACÉ

Le *Journal officiel* du mardi 3 juin publie un décret du président de la République, en date du 20 mai, nommant M. Jean-Pierre Charveron, chef du service d'information et de diffusion (SID), en remplacement de M. Joseph Daniel.

Le SID est un service qui dépend du premier ministre. M. Daniel, docteur en sciences politiques, ancien cadre de Publicis-Conseil et de la

M. LÉOTARD EXHORTE LA PRESSE A « NE PAS CÉDER A LA PEUR » FACE A LA PRIVATISATION

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a exhorté les représentants du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, lors d'une rencontre le 2 juin, « à ne pas céder au réflexe de peur » face à la privatisation en cours dans l'audiovisuel et à la future loi sur la presse écrite.

Rappelant que la presse écrite n'était pas une industrie ni une marchandise comme les autres mais une « fleur fragile », M. Georges Montaron, président du syndicat, a souligné les dangers de la privatisation, qui, en cas de développement anarchique, peut mener à une dispersion incontrôlable de la publicité aux dépens de la presse écrite, à des situations de monopole et à une baisse du niveau culturel. M. Léotard a affirmé qu'il n'était pas question de « jouer un média contre l'autre » et qu'il instaurerait « l'harmonie nécessaire ».

Quant à la nouvelle loi sur la presse, M. Léotard a expliqué qu'elle devait aboutir à « moins de loi ». A la requête du Syndicat de presse hebdomadaire, M. Léotard a donné son accord de principe au retrait de l'obligation de faire figurer les chiffres de tirage et de diffusion, pour la presse écrite. Il a en outre indiqué qu'un seuil de diffusion maximal de 30 % serait fixé dans la future loi. Parlant de la concentration, le ministre a indiqué qu'« en France, il y a un besoin de groupes puissants, au pluriel ». Il a d'autre part souhaité qu'un volet économique et fiscal concernant les aides à la presse soit inscrit dans la prochaine loi de finances.

SOFRES, en avait été nommé chef adjoint en octobre 1981, puis chef le 27 mars 1984.

[Né le 11 février 1953 à Mâcon (Saône-et-Loire), ancien élève de l'ENA, sous-préfet, M. Charveron, sous-préfet de Corte (Haute-Corse) en août 1981, était secrétaire général adjoint de la préfecture du Rhône depuis le 6 janvier 1984.]

Sur le vif Vadrouille

Je vais encore me faire des amis, là, aujourd'hui. Je vais taper sur les chauffeurs de taxi. Je sais, vous allez vous récrier : mais c'est de la folie ! Qu'est-ce qui vous prend ? Moi rien. En revanche, il y a un joueur de tennis australien, éliminé hier à Roland-Garros, en double messieurs, qui a pris dimanche une bombe lacrymogène en pleine poire. Normal, il s'était permis de discuter le prix de la course. Classique, a même ajouté, en guise de commentaire, le directeur du tournoi, Patrice Clerc.

Attention, je ne suis pas suicidaire, je ne vais pas taper sur tous les chauffeurs de taxi, simplement sur quelques-uns. En précisant bien lesquels, pour ne pas indisposer les autres. Bon, alors, il ne s'agit ni des vieux chauffeurs, ni des provinciaux, ni des femmes, ni des étrangers, il s'agit... J'ose à peine le dire... des jeunes. Non, non, pas tous les jeunes, certains jeunes qui... C'est pas pour leur reprocher... Qui prennent la tour Montparnasse pour la tour Eiffel et qui confondent la Concorde et le Châtelet.

Faut dire, Paris, ils connaissent pas. C'est leur droit. Est-ce que je connais Tombouctou, moi ? Ils ne sont pas obligés de savoir comment aller de la rue de Seine à la rue de Buci, les taxis, ou de la rue Richer à la rue des

Puttes-Ecuries. Dans le temps, des temps lointains, barbares, on les obligeait, justement. On leur faisait passer des examens odieux, discriminatoires. On leur posait des colles vicieuses, du genre : vous êtes à l'Opéra, par où vous passez ?

Maintenant, on n'ose plus se montrer aussi indiscret. Remarque, il arrive de tomber sur un esprit curieux, un chauffeur qui demande au client s'il connaît le chemin. Ça c'est une chance. Sinon, c'est une balade. Moi, l'autre jour, je sors du Méridien, je saute dans une voiture, j'indique une adresse près de la porte Champeret, je me plonge dans un journal et quarante-cinq minutes après, je me retrouve porte Maillot, devant le Méridien. On avait fait tout le tour de Paris par les boulevards des Maréchaux, mais on l'avait laissé passer, la porte Champeret.

J'en étais là de mon papier, quand une collègue fait intrusion dans mon bureau : c'est un billet sur les taxis ? Alors, écoute ça : ce matin, il y en a un qui m'a jetée, allez, ouste, dehors. Je m'engrais un croissant, ça lui a pas plu. Rapport aux miettes.

Mets-toi à sa place. Faut pas prendre son bahut pour un buffet !

CLAUDE SARRAUTE.

En Afghanistan

UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT TUÉ A KANDAHAR

Islamabad (AFP). - Le vice-ministre afgan de la sécurité et des hauts responsables de la police secrète, le Khad, ont été tués la semaine dernière à Kandahar (sud de l'Afghanistan) lorsque leur jeep a sauté sur une mine posée par des maoïstes, ont annoncé des sources diplomatiques occidentales, ce mardi 3 juin, à Islamabad.

D'autre part, quarante-six membres du Parti communiste afgan ont été tués dans la région de Paghman, au nord-ouest du pays, par des résistants qui ont attaqué le bureau local du parti, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1986 a été tiré à 527 092 exemplaires

'Copiez moins cher' (Duriez)

SELEX ET DURIEZ proposent 2 copieurs super-économiques à l'achat et à l'usage : Pas de frais de contrat d'entretien. Fiabilité et simplicité absolues : On jette le cœur • Coût/copie 15 cent. h.t. • 2 modèles : • N° 55 : format double page (30x42 cm) Prix Duriez 12.600 F, h.t. • N° 1010 : pour originaux 26x36 cm maxi. Réduit, agrandi. Prix Duriez 10.950 F, h.t. • Chez Duriez, 112 bd St-Germain M° Odéon.

COPYER SELEX

Publicité

les Antilles en Concorde pour 98 élus

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe. (★ ★ ★ ★ NN) à partir de 18 950 francs. Aircom, 93, rue de Monceau, 75008 Paris. 45-22-86-46.

MM. PASQUA ET PANDRAUD DANS LE DIX-HUITIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Au pas de charge

Ce fut une visite au pas de charge. Comme si l'allure pressée du premier ministre faisait école, obligent des ministres d'ordonner plus conviviaux et assurément plus lourds et moins mobiles à forcer leur naturel. Le respect, dans la soirée du lundi 2 juin, le dix-huitième arrondissement de Paris, MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud se comportèrent en touristes peu curieux, certains sans doute d'en savoir déjà assez.

La promenade resta symbolique, comme une politesse obligée à MM. Roger Chénard, maire (UDF) de l'arrondissement, et Alain Juppé, maire adjoint et ministre délégué chargé du budget.

Sollicitude politique, sans nul doute, illustrée au préalable par une imposante réunion au ministère de l'intérieur, réunissant autour des trois ministres pas moins de vingt-deux collaborateurs en tout genre, représentant les services policiers centraux, ceux de la préfecture de police de Paris et, bien sûr, l'Hôtel de Ville. Ordre du jour unique : le dix-huitième arrondissement, arrondissement populaire et, aussi, immigré. Tout avait dû y être dit ; aussi le leçon de choses ne cherche-t-elle pas à approfondir.

Trois étapes : le commissariat central, la place du Tertre, sur la butte Montmartre, puis le quartier de la Goutte-d'Or. Coup d'œil rapide aux deux salles étroites et encombrées du commissariat ; sentiment ambigu de voyeurisme ; quatre jeunes Africains et Maghrébins sont alignés dans la cage de verre qui sert de cellule, tandis qu'une jeune femme effi-

caine, serrant contre elle son enfant, attendue par des gardiens qui tapent consciencieusement leur rapport, tourne le dos et se cache, face contre le mur.

Le souvenir d'une précédente visite officielle, celle de M. François Mitterrand en janvier 1984, permet d'apprécier l'immobilisme de l'institution policière : rien n'a changé dans ces locaux indigènes d'un service public, aux ventilateurs de fortune installés dans un minuscule couloir et où délinquants et plaignants se côtoient.

Rien n'a changé

Rien n'a changé, à un détail près : la déclaration des droits de l'homme affichée, en bonne place, sur fond tricolore depuis que M. Pierre Joxe, le prédécesseur de M. Pasqua, en a décidé ainsi. Rien, mais l'on y remédiera : les travaux de construction d'un nouveau commissariat, rue de la Goutte-d'Or, seront accélérés, avec l'aide d'une société d'économie mixte de la Ville de Paris, promet M. Pandraud.

Ce fut la seule information de la soirée. S'y ajouta une impression fugitive, dans le quartier de la Goutte-d'Or justement, à une demi-heure de la fin de la journée du ramadan. Odeurs de baguettes, étals de fruits, palabres de jeunes et de moins jeunes immigrés : on attendait la fin du jeûne quand arrive, en masse serrée, encadrée de CRS, la cohorte officielle. Des bleues en arabe furent, des rires, un étonnement. Mais les visiteurs ne semblent pas disposés à bavarder. Pas un mot

échangé, pas une poignée de main, pas une haute. Les photographes sont là, en nombre, et les ministres connaissent la règle d'or du gouvernement : faire la politique de son électorat, ces immigrants n'en sont pas.

C'en fut aussi une visite guidée : les journalistes groupés dans un car, qui avait bien peine à suivre, et les rues jonchées de policiers, plus encore que d'ordinaires.

Au « pot » qui, dans les caves de la mairie, conclut cette promenade, M. Alain Juppé eut quelque regret, déplorant que le ministre de l'intérieur et son ministre délégué chargé de la sécurité nient ou une idée un peu fausse : tant « un effort particulier a été fait pour vous ouvrir la voie ce soir ». Qu'importe, « les choses sont sur la bonne voie », assure M. Chénard, qui loue ces effectifs policiers réapparus sur la voie publique comme par enchantement, depuis mars.

Le préfet de police, M. Guy Fougier, butte témoin de la cohabitation - il était là, il reste, - est aux anges : les policiers qu'il immobilisait hier sont aujourd'hui disponibles, délaissant les gardes statiques de bâtiments officiels.

Le tout se termine autour d'un clos montmartre 1985 et d'une petite phrase de M. Pasqua, sur les « bavures », forcément : « Nous enquêtons à chaque fois. Si bavure il y a, nous sanctionnons. S'il n'y en a pas, nous poursuivons en diffamation ceux qui ont tendance à monter les choses en épingle. »

E. P.

Les meilleures marques
TRECA
EPEDA
SIMMONS
PIRELLI
Les meilleurs prix
CAPÉLOU
37, Avenue de la République
75001 PARIS Tél. 357.46.35
Métro : PARMENTIER

LES
MESSAGERIES
SONT-ELLES
UTILES ?
VIDEOTEX
magazine
25 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET CÉDEX
A JOUR, 10 rue Dupuis-Correaux 75003 PARIS

TCHERNOBYL :
Les réponses aux
11 questions que tout
le monde se pose.
JUIN
SCIENCE & VIE

مركز من رصاص